

MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : PROGRÈS À  
RÉALISER ET OBSTACLES À SURMONTER

Par  
Anass Ziad

Essai présenté au Centre universitaire de formation en environnement et développement durable en  
vue de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.)

Sous la direction de madame Maria del Rosario Ortiz Quijano

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Mai 2018

## SOMMAIRE

**Mots clés :** agenda 2030, ODD, intégration, cohérence, mise en œuvre, coopération internationale, suivi, économie verte

Le développement s'est accompagné jusqu'à maintenant d'une dégradation environnementale. La surexploitation des ressources naturelles et les effets néfastes de la croissance économique effrénée constituent désormais une menace pour la continuité de la vie sur Terre. Face à cette situation alarmante, la communauté internationale a appelé à réaliser un développement durable équitable qui respecte la capacité de support de la planète. L'agenda 2030 est ainsi l'initiative la plus récente en la matière. Cependant, contrairement aux initiatives précédentes, cet agenda a été élaboré de manière conjointe par tous les pays, et est donc d'application universelle, et englobe la presque totalité des défis contemporains.

Les 17 objectifs de l'agenda 2030 prennent aussi en compte les causes indirectes du sous-développement et de la détérioration environnementale et encouragent la prise en compte des interactions entre ses différentes cibles tout en laissant une liberté d'interprétation aux parties engagées. L'agenda 2030 insiste aussi sur les moyens de mise en œuvre pour sa réussite. Le Programme d'Action Addis-Ababa établit le cadre de coopération internationale pour mettre à profit ces moyens et engager tous les pays sur la voie du développement durable. L'agenda 2030 pourrait aussi bénéficier de synergies avec d'autres accords internationaux tels que la Convention-cadre des Nations unies pour les Changements climatiques ou la Convention sur la Diversité biologique, entre autres. L'objectif de cet essai est donc d'identifier les progrès et les obstacles et de proposer des axes de travail pour améliorer et accélérer la mise en œuvre de l'agenda 2030.

La mise en œuvre de l'agenda 2030 relève des défis particuliers quant à l'intégration de ses cibles dans les programmes politiques nationaux et à leurs cohérences. Cette mise en œuvre pourrait bénéficier de l'inclusion d'approches sociales telles que des approches de sécurité sociale basée sur la perspective de genre ou d'économie sociale solidaire, et environnementales telles que l'économie de l'environnement, l'économie écologique ou la comptabilité environnementale. L'analyse et la discussion de quatre cas, à la lumière des premiers chapitres, ont ainsi permis de dégager l'état de la mise en œuvre de l'agenda 2030 et de formuler quelques recommandations à la communauté internationale qui pourrait renforcer et accélérer cette mise en œuvre.

La portée globale et holistique de l'agenda 2030 pose de nouveaux défis pour la communauté internationale. En effet, jamais encore une initiative internationale n'avait requis des efforts d'intégration et de coordination sur une si grande échelle. Cependant, les pays engagés doivent encore faire des efforts pour assurer l'atteinte des objectifs de développement durable, notamment au niveau de

la cohérence de leurs engagements aux différents niveaux et en ce qui concerne la consultation de la population et des acteurs concernés, le renforcement des capacités de collecte et d'analyse de données ainsi que les moyens de mise en œuvre, l'accès à la justice et la cohérence avec le cadre international. Le succès de cette initiative devra donc se reposer sur un partage d'expérience à tous les niveaux et dans tous les domaines.

## REMERCIEMENTS

Ce travail représente l'aboutissement de deux années de formation en environnement. Je tiens donc à remercier toutes les personnes ayant contribué à façonner ma compréhension des problématiques environnementales contemporaines, et spécialement, tous mes professeurs qui ont été si patients et passionnés dans le partage de leur savoir et de leurs connaissances.

Je remercie tout particulièrement madame Ortiz Quijano, ma directrice d'essai, qui a été d'une aide précieuse tout au long de mon essai et qui, sans cesse, a relevé mes erreurs et m'a indiqué les modifications à apporter pour améliorer mon essai.

Je tiens aussi à remercier Madame Ariane qui m'a éclairé la voie dans mon orientation tout au long de mon parcours à l'université de Sherbrooke, ainsi que toute l'équipe du CUFÉ pour leur travail acharné afin que je reçoive, en tant qu'étudiant, un enseignement de qualité dans un environnement propice à l'apprentissage.

Je dédie ce travail à ma famille et à toutes les personnes qui m'ont supporté, et continuent de me supporter. Ma plus profonde gratitude va à mes parents qui m'ont soutenu tout au long de mes études et aussi, bien avant cela, lors des moments difficiles.

## TABLE DES MATIÈRES

|   |           |
|---|-----------|
| <b>INTRODUCTION.....</b>  | <b>1</b>  |
| <b>1. AGENDA 2030 ET ODD.....</b>   | <b>2</b>  |
| 1.1. Le développement durable avant 2015.....   | 2         |
| 1.1.1 L’anthropocène.....   | 2         |
| 1.1.2 L’émergence des préoccupations environnementales .....  | 3         |
| 1.1.3 Le rapport Brundtland .....   | 3         |
| 1.1.4 Le sommet de la Terre.....  | 4         |
| 1.1.5 Les objectifs du millénaire pour le développement (OMD).....                                  | 4         |
| 1.2 La Conférence des Nations unies pour le Développement durable (Rio +20) .....                   | 5         |
| 1.2.1 L’échec du développement durable.....   | 5         |
| 1.2.2 L’organisation .....  | 6         |
| 1.2.3 L’avenir que nous voulons .....   | 6         |
| 1.2.4 L’économie verte.....   | 7         |
| 1.2.5 Les ODD et l’agenda 2030 .....  | 7         |
| 1.2.6 Le Forum politique de haut niveau pour le développement durable (FPHN) et l’agenda 2030 ..... | 10        |
| 1.3 L’Agenda 2030 aux niveaux national et local .....   | 10        |
| <b>2. AGENDA 2030 ET COOPÉRATION INTERNATIONALE .....</b>   | <b>12</b> |
| 2.1 Politique internationale du développement durable et ODD .....                                  | 12        |
| 2.2 Coopération internationale et les ODD .....   | 13        |
| 2.2.1 Financement du développement durable .....  | 14        |
| 2.2.2 Transfert de technologies et renforcement de capacités .....                                  | 19        |
| 2.2.3 Commerce .....  | 21        |
| 2.3 Suivi et évaluation .....   | 22        |
| 2.4 Insertion de l’agenda 2030 parmi les accords internationaux .....                               | 23        |
| <b>3. ÉLABORATION DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES, ET INTÉGRATION DES ODD.....</b>          | <b>26</b> |
| 3.1 Planification et mise en œuvre des ODD .....  | 26        |
| 3.2 Outils et défi d’intégration et de gouvernance des ODD.....                                     | 27        |
| 3.2.1 Outils d’intégration.....   | 28        |
| 3.2.2 Cohérence.....  | 29        |
| 3.2.3 Action collective et participation.....   | 29        |

|           |   |           |
|-----------|---|-----------|
| 3.2.4     | Identification des compromis et des synergies potentiels.....             | 30        |
| 3.2.5     | Suivi et responsabilisation.....  | 31        |
| 3.3       | Outils transversaux pour une approche holistique et transsectorielle..... | 31        |
| 3.3.1     | Approches sociales .....  | 31        |
| 3.3.2     | Consommation et production responsables .....                             | 32        |
| 3.3.3     | Outils de l'économie verte.....   | 33        |
| 3.3.4     | Approche écosystémique.....   | 36        |
| 3.3.5     | Comptabilité environnementale.....  | 40        |
| <b>4.</b> | <b>ANALYSE DE LA MISE EN ŒUVRE DES ODD .....</b>                          | <b>44</b> |
| 4.1.      | Grille d'analyse .....  | 44        |
| 4.2.      | Étude de cas : le Bangladesh .....  | 45        |
| 4.2.1     | Intégration .....   | 46        |
| 4.2.2     | Priorisation .....  | 46        |
| 4.2.3     | Réalisations .....  | 47        |
| 4.2.4     | Suivi.....  | 48        |
| 4.2.5     | Financement .....   | 48        |
| 4.3.      | Étude de cas : la Jordanie .....  | 49        |
| 4.3.1     | Intégration .....   | 50        |
| 4.3.2     | Priorisation .....  | 50        |
| 4.3.3     | Réalisations .....  | 51        |
| 4.3.4     | Suivi.....  | 52        |
| 4.3.5     | Financement .....   | 53        |
| 4.4       | Malaisie .....  | 53        |
| 4.4.1     | Intégration .....   | 54        |
| 4.4.2     | Priorisation .....  | 54        |
| 4.4.3     | Réalisations .....  | 54        |
| 4.4.4     | Suivi.....  | 55        |
| 4.4.5     | Financement .....   | 56        |
| 4.5       | Japon.....  | 56        |
| 4.5.1     | Intégration .....   | 56        |
| 4.5.2     | Priorisation .....  | 57        |
| 4.5.3     | Réalisations .....  | 58        |
| 4.6       | Discussion .....  | 59        |
| <b>5.</b> | <b>RECOMMANDATIONS.....</b>   | <b>63</b> |
| 5.1       | Adopter de nouvelles approches holistiques .....                          | 63        |

|   |  |           |
|---|--|-----------|
| 5.2   | Améliorer l'intégration des ODD .....  | 63        |
| 5.3   | Renforcer la cohérence des ODD .....   | 64        |
| 5.4   | Encourager la participation.....   | 65        |
| 5.5   | Renforcer les capacités statistiques et évaluer les progrès .....  | 65        |
| 5.6   | Suivre et prendre en compte les effets transfrontaliers.....   | 66        |
| 5.7   | Intégrer les laissées pour compte, assurer l'accès à la justice civile et instaurer des<br>mécanismes de responsabilisation..... | 66        |
| 5.8   | Améliorer la mobilisation des ressources domestiques .....   | 67        |
| 5.9   | Améliorer l'intégration des droits de l'homme et renforcer la composante sociale .....   | 67        |
| 5.10  | Accélérer le pas .....   | 67        |
| 5.11  | Encourager les contributions des parties prenantes aux processus de revues nationales .....                                      | 68        |
| 5.12  | Prendre en compte le cadre international d'insertion des ODD .....   | 68        |
| <b>CONCLUSION.....</b>  |  | <b>69</b> |
| <b>RÉFÉRENCES .....</b>   |  | <b>70</b> |
| <b>ANNEXES 1 : CHOIX DES ÉTUDES DE CAS.....</b>                             |  | <b>81</b> |
| <b>ANNEXE 2 : ANALYSE DES CAS .....</b>                                     |  | <b>83</b> |
| <b>ANNEXE 3 : ALIGNEMENT DES CDN AUX ODD DANS LES QUATRE PAYS ÉTUDIÉS..</b> |  | <b>85</b> |

## LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

|   |    |
|---|----|
| Figure 1.1 Les objectifs de développement durable.....  | 8  |
| Figure 1.2 Empreinte écologique vs Indice de développement humain.....                          | 9  |
| Figure 2.1 Opérationnalisation de l'action orientée ODD .....                                   |    |
| Figure 2.2 Cadres conceptuels nationaux de financement et d'intégration des ODD .....           | 16 |
| Figure 2.3 Alignements des cibles de l'agenda 2030 aux CND .....                                | 24 |
| Figure 3.1 Les services écosystémiques dans le cadre du développement durable.....              |    |
| Figure 3.2 Étapes d'intégration du capital naturel .....  |    |
| Figure 4.1 Alignements des engagements de la Malaisie avec les cibles de l'ODD 2 .....          | 61 |
| Figure 4.2 Alignements de la CDN du Japon à l'ODD 12.....                                       | 62 |
| <br>Tableau 4.1 Statistique de développement au cours des six premiers plans quinquennaux ..... | 45 |



## LISTE DES ACRONYMES

|               |   |
|---------------|---|
| <b>10YFP</b>  | <i>10 Years Framework Program</i>                                   |
| <b>ADI</b>    | Agence des États-Unis pour le Développement international           |
| <b>AGETAC</b> | Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce              |
| <b>AGNU</b>   | Assemblée générale des Nations unies                                |
| <b>APD</b>    | Aide publique au Développement                                      |
| <b>BCSI</b>   | Bureau de Contrôle des Services internes                            |
| <b>BRICS</b>  | Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud                       |
| <b>CBD</b>    | Convention de la diversité biologique                               |
| <b>CCCI</b>   | Conseil canadien pour la Coopération internationale                 |
| <b>CCNUCC</b> | Convention-cadre des Nations unies pour les Changements climatiques |
| <b>CND</b>    | Contributions nationales déterminées                                |
| <b>CNSDD</b>  | Comité national supérieur de Développement durable                  |
| <b>CNUDD</b>  | Conférence des Nations unies pour le Développement durable          |
| <b>CIED</b>   | Commission internationale pour l'Environnement et le Développement  |
| <b>CSNU</b>   | Commission statistique des Nations unies                            |
| <b>CSRRC</b>  | Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes       |
| <b>DAES</b>   | Département des Affaires économiques et sociales des Nations unies  |
| <b>ECOSOC</b> | Conseil économique et social des Nations unies                      |
| <b>ESS</b>    | Économie sociale et solidaire                                       |
| <b>FCC</b>    | Fondation communautaire Canada                                      |
| <b>FPHN</b>   | Forum politique de Haut Niveau                                      |
| <b>GDI</b>    | <i>German Development Institute</i>                                 |
| <b>GES</b>    | Gaz à effet de serre  |
| <b>GtC</b>    | Gigatonnes de Carbone   |
| <b>IATT</b>   | <i>Inter-Agency Task Team</i>                                       |
| <b>IATF</b>   | <i>Inter-Agency Task Force on Financing for Development</i>         |
| <b>ICSU</b>   | <i>International Council of Science</i>                             |

|                  |   |
|------------------|---|
| <b>IDEAS</b>     | <i>International Development Evaluation Association</i>   |
| <b>IRI</b>       | Indice de Richesse inclusif   |
| <b>IRNUDS</b>    | Institut de Recherches des Nations unies pour le Développement social                                     |
| <b>OCDE</b>      | Organisation de Coopération et de Développement économique  |
| <b>ODD</b>       | Objectif(s) de développement durable  |
| <b>OMC</b>       | Organisation mondiale du Commerce   |
| <b>OMD</b>       | Objectifs du millénaire pour le développement   |
| <b>ONG</b>       | Organisation non gouvernementale  |
| <b>PAAA</b>      | Programme d'Action d'Addis-Ababa  |
| <b>PAGDDD</b>    | Plan d'Action global pour les Données de Développement durable  |
| <b>PIB</b>       | Produit intérieur brut  |
| <b>PIBSE</b>     | Plateforme intergouvernementale sur la Biodiversité et les Services écosystémiques                        |
| <b>PME</b>       | Petites et moyennes entreprises   |
| <b>PNUE</b>      | Programme des Nations unies pour l'Environnement  |
| <b>PNUE-CSCN</b> | Programme des Nations unies pour l'Environnement – Centre de Surveillance de la Conservation de la Nature |
| <b>PwC</b>       | <i>PricewaterhouseCoopers</i>   |
| <b>REDD+</b>     | <i>Reduced Emissions from Deforestation and Degradation</i>   |
| <b>SCEE</b>      | Système de Comptabilité environnementale et économique  |
| <b>SDG ABA</b>   | <i>Sustainable Development Goals Acceleration and Bottleneck Analysis</i>                                 |
| <b>SDSN</b>      | <i>Sustainable Development Solutions Network</i>  |
| <b>STI</b>       | Sciences, Technologies et Innovations   |
| <b>TEEB</b>      | <i>The Economics of Ecosystems and Biodiversity</i>   |
| <b>TFSSE</b>     | <i>Inter-Agency Task Force on Social and Solidarity Economy</i>   |
| <b>TIC</b>       | Technologies d'Informations et de Communications  |
| <b>UE</b>        | Union européenne  |
| <b>USD</b>       | Dollars américains  |
| <b>VNR</b>       | <i>Voluntary National Review</i>  |
| <b>WRI</b>       | <i>World Resources Institute</i>  |

**WWF**

*World Wildlife Fund*

## INTRODUCTION

Le développement durable est un impératif qui devient de plus en plus évident à mesure que les effets néfastes du modèle économique traditionnel s'affirment. L'implantation d'un développement équitable respectant l'environnement est ainsi devenue la priorité de toute la communauté internationale depuis l'adoption des objectifs de développement durable (ODD) en septembre 2015.

Cet essai est une tentative d'identifier les progrès réalisés et les défis entravant le chemin du développement durable, et ce, pour une mise en œuvre réussie de l'agenda 2030. Afin d'atteindre cet objectif, l'exploration de l'historique et des péripéties ayant mené à l'état actuel du développement ainsi que les causes de l'émergence du concept de développement durable, des ODD et de leurs implications au niveau mondial ont été nécessaires. L'analyse de quatre cas, basée sur des critères élaborés conjointement avec ma directrice d'essai, servira à illuminer leur discussion pour aboutir à des recommandations pour l'ensemble de la communauté internationale.

L'essai se base sur des articles scientifiques consultés dans des bases de données largement utilisées par la communauté scientifique, telles que *ScienceDirect* ou *Jstore*, ainsi que d'autres articles dont la crédibilité est bien établie. Les documents publiés par les diverses agences des Nations unies ainsi que des blogs publiés par des scientifiques reconnus servent aussi à agrémenter le texte. L'analyse et la discussion des quatre cas se basent principalement sur les revues nationales volontaires publiées en 2017, mais aussi sur des documents publiés par les organes gouvernementaux des pays choisis. Enfin, des rapports, publiés par des organisations non gouvernementales (ONG) crédibles, ont aussi servi pour informer le texte. Les sources utilisées sont donc assez diversifiées, et en quantité suffisante.

Tout d'abord, le premier chapitre exposera l'historique menant à l'émergence des ODD et de la théorie qui les soutient. Dans le deuxième chapitre, les implications des ODD dans l'agenda du développement et le contexte de la coopération internationale seront explorées. Ensuite, les facteurs qui influencent l'intégration des ODD ainsi que quelques notions qui pourraient contribuer à leur succès seront explicités dans le troisième chapitre. L'analyse et la discussion de quatre pays, dont deux développés et deux en développement, dans le quatrième chapitre permettront de dégager leurs réalisations et les obstacles qui restent à surmonter. Enfin dans le dernier chapitre, à la lumière des résultats de l'analyse des quatre cas et des notions explorées dans les chapitres précédents, des recommandations de bonnes pratiques et d'interventions prioritaires seront élaborées pour l'ensemble des pays membres s'étant engagés dans l'implantation du développement durable et la mise en œuvre de l'agenda 2030.

## **1. AGENDA 2030 ET ODD**

Le chapitre 1 couvre les aspects saillants avant et après l'adoption de l'agenda 2030. Les principaux résultats de Rio + 20 seront soulignés ainsi que les engagements pris après dans le cadre de l'Accord de Paris. L'importance de la mise en œuvre de ces compromis aux niveaux national et infranational terminera ce chapitre.

### **1.1 Le développement durable avant 2015**

L'environnement et le développement durable n'ont pas toujours été au centre des préoccupations en matière de développement, de politique et de gouvernance. Cette section relate les péripéties qui ont mené à la situation actuelle.

#### **1.1.1 L'anthropocène**

Depuis la révolution industrielle, l'homme n'a pas cessé de modeler et d'impacter l'environnement selon ce qui lui convient, depuis la découverte de l'électricité, les centrales à charbon, au pétrole ou au gaz, ainsi que les ouvrages hydroélectriques n'ont cessé de se multiplier. En plus de la commercialisation des voitures aux grands publics, cela a provoqué l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère qui entraînent les changements climatiques. Avec l'industrialisation de la société, les signes de la dégradation environnementale sont devenus tellement évidents que personne ne peut remettre en question la relation de causalité entre ces deux tendances. Il devient alors naturel de conclure que notre mode de développement, couplé à l'augmentation de la population, est devenu une menace pour la planète. Le progrès technologique n'a pas eu l'effet souhaitable. En effet, entre 1990 et 2007, l'intensité carbonique n'a diminué que de 0,7 % par an alors que la population mondiale a augmenté de 1,3 % par an et le revenu moyen de 1,4 % par an (Le Blanc, Liu, O'Connor, et Zubcevic, 2012). La nature nous rend beaucoup de services qui nous évitent de dépenser d'importantes sommes d'argent. Ainsi, l'initiative « *The Economics of Ecosystems and Biodiversity* » (TEEB) cite une étude estimant qu'une réduction du taux de déforestation de moitié nous ferait économiser 3,7 trillions de dollars américains (USD) d'ici 2030. Cependant, ces services sont en train de se détériorer d'année en année (Steffen et al., 2011).

Les scientifiques avaient déjà attiré l'attention sur ce problème, et avaient appelé à se baser sur la science pour élaborer des stratégies de gouvernance adéquates qui permettraient d'atténuer les impacts anthropiques. Cependant, il semble que le monde n'ait pas prêté beaucoup d'importance à l'appel des scientifiques d'il y a plus de 25 ans. En effet, la situation s'est détériorée sur tous les fronts à l'exception de la déplétion de la couche d'ozone qui était favorisée par la disponibilité des technologies de remplacement (Bodansky, 2010; Ripple, W. J., Wolf, C., Newsome, T. M., Galetti, M., Alamgir et M., Crist, E., 2017). Les impacts anthropiques rivalisent désormais avec les processus biogéochimiques et

les cycles naturels. Ceci a poussé les scientifiques à définir l'anthropocène, une nouvelle ère géologique dont la plupart des scientifiques placent le début autour de la révolution industrielle. Désormais, l'holocène, caractérisé par un climat stable ayant permis l'émergence de l'agriculture, n'est plus (Steffen et al., 2011). Nous sommes donc en train de nous diriger vers un avenir inconnu. Depuis 1950, on constate même une grande accélération des impacts anthropiques. Cela s'explique par le grand bond de consommation qu'a connu le monde après la Seconde Guerre mondiale, surtout dans les pays développés (Steffen et al., 2011). Les défis liés à cette problématique sont nombreux et complexes. Chaque année depuis les années 70, l'empreinte humaine dépasse la capacité de la planète à renouveler ses ressources (Snell et Haq, 2014). Actuellement, il nous faut 1,6 Terre pour satisfaire notre demande, c'est-à-dire que, chaque année, nous empruntons des ressources de l'année suivante. L'abondance des vertébrés a aussi diminué de 58 % depuis les années 70, et ceci est largement dû aux impacts de l'activité humaine (McRae, Freeman, et Marconi, 2016).

### **1.1.2 L'émergence des préoccupations environnementales**

Jusqu'aux années 60, l'environnement n'était pas traité sur la scène internationale et était toujours relégué au second plan. On doit l'intérêt actuel pour l'environnement à la conférence internationale de Stockholm sur l'environnement, organisée par les Nations unies en 1972. Quelques personnes, dont Maurice Strong, ont contribué, à l'époque, à la prise de conscience du lien étroit entre le développement et la détérioration environnementale. Celui-ci a ainsi été chargé de l'organisation de la première conférence pour l'environnement et le développement qui s'est tenue en 1972 à Stockholm, puis celle du sommet de Rio qui a connu, en 1992, un plus grand succès (Blutstein, 2016).

### **1.1.3 Le rapport Brundtland**

La commission internationale pour l'environnement et le développement (CIED) a publié son rapport, le rapport Brundtland, en 1987, celui-ci a posé la première définition claire du développement durable. Ce rapport était le résultat du mandat confié à la CIED par l'assemblée générale des Nations unies (AGNU) qui voulait des recommandations quant à l'intégration des préoccupations environnementales dans les stratégies de développement (Langhelle, 1999). Malgré les critiques des environmentalistes et contrairement à des publications antérieures telles que la *World Conservation Strategy* qui citait la pauvreté comme cause directe de la dégradation environnementale, la CIED a intégré les préoccupations sociales et économiques dans son analyse tout en répondant à ses critiques que l'environnement n'avait de valeur que si l'humain en était ultimement le bénéficiaire. De plus, il était aussi impératif de répondre aux inquiétudes des pays en développement quant à la négligence de leurs problèmes de croissance (Langhelle, 1999). En effet, ce manque de compréhension a déjà causé une confrontation nord-sud qui avait causé l'échec partiel du sommet de Stockholm (Blutstein, 2016).

Le rapport Brundtland définit le développement durable comme étant celui qui satisfait les besoins de la génération actuelle sans compromettre ceux des générations futures. Cette définition implique deux concepts clés, les besoins et les limites (Langhelle, 1999). Elle place l'équité au centre du développement durable. Tout en laissant la liberté aux générations actuelles d'utiliser les ressources comme bon leur semble pour satisfaire leurs besoins, cette définition pose la limite de l'équité intergénérationnelle afin de ne pas nuire aux possibilités des générations futures. De plus, les scientifiques ajoutent une condition d'équité intragénérationnelle qui est en accord avec l'esprit du rapport de la CIED (Langhelle, 1999). L'absence de cette condition justifierait le fait qu'une très petite minorité concentre la majeure partie des ressources mondiales, tandis que le reste de l'humanité vivrait dans une pauvreté extrême. Cela donnerait aussi raison à ceux qui citent la pauvreté comme cause de la dégradation environnementale. Les inégalités sont, en fait, le défi environnemental le plus important (Anton, 2012).

#### **1.1.4 Le sommet de la Terre**

Le sommet de Rio s'est finalement tenu du 3 au 14 juin 1992. La participation était importante aux plus hauts niveaux politiques. Ainsi, 108 chefs de gouvernements étaient présents, et tous ont voulu s'adresser à l'assemblée. Plus de 1400 ONG étaient présentes. L'organisateur, Maurice Strong, avait réussi, cette fois, à inciter le secteur corporatif à participer (Blutstein, 2016). Ce sommet a été un énorme succès dans la mesure où les environnementalistes qui se limitaient à des considérations environnementales en sont sortis avec une vision holistique qui prenait aussi en compte les défis sociaux et politiques (Rajan, 1992). Ce sommet a aussi permis la mise en place de l'agenda 21, un outil pour guider les acteurs du développement durable vers celui-ci ainsi que la signature de deux conventions internationales, l'une concernant la lutte contre les changements climatiques, et l'autre la conservation de la diversité biologique, en plus de mettre les bases pour la convention de la lutte contre la désertification. Les Nations participantes se sont aussi entendues sur 27 principes qui formeraient la base de la coopération internationale en matière de développement durable contenu dans la déclaration de Rio (Davidson, 1992).

L'engouement issu du sommet de Rio s'est vite estompé et la plupart des engagements n'ont pas été tenus (Blutstein, 2016; Tandon et Ananthakrishnan, 1997). Ceci pourrait être dû à la male conception de certains des accords du sommet tels que la déclaration de Rio ou l'agenda 21. Le premier regroupe des principes flous qui n'offensent et n'engagent personne, tandis que le deuxième regroupe plusieurs objectifs tout en n'établissant aucune priorité parmi eux, ce qui n'aide pas dans la mobilisation de ressources financières pour quelque stratégie (Victor, 2006).

#### **1.1.5 Les objectifs du millénaire pour le développement (OMD)**

Constatant l'éloignement de la communauté internationale du développement durable, l'AGNU a adopté en 2000 la *Millennium Declaration* qui a été traduite plus tard en huit objectifs, appelés OMD. Cette

déclaration se concentrait sur l'éradication de la pauvreté et la majorité des huit OMD portait sur des aspects sociaux. Même s'ils n'ont pas toujours été atteints et malgré le fait que les progrès ont été inégalement répartis, les OMD ont beaucoup contribué à améliorer le niveau et la qualité de vie des pays en développement (Campbell, 2017; Kenny, 2013). Cependant, les critiques des OMD expliquent ce succès par plusieurs facteurs tel le rôle de la libéralisation des marchés dans l'accès aux technologies de communications (Victor, 2006).

## **1.2 La Conférence des Nations unies pour le Développement durable (Rio +20)**

Les négociations internationales depuis plus de 40 ans n'ont pas réussi à arrêter la dégradation de l'environnement alors que celui-ci est dans un état plus mauvais qu'il ne l'était. Les défis environnementaux sont de plus en plus nombreux et menacent les ressources alimentaires, hydriques et énergétiques (Snell et Haq, 2014). Ceci contraste avec une population qui vit plus longtemps et qui a un niveau de vie supérieur aux générations précédentes. Pour maintenir ce niveau de vie, les gens sont appelés à consommer de plus en plus ce qui cause la déplétion des ressources naturelles.

Cette section exposera les facteurs qui ont mené à cet échec avant de relater les événements de la conférence de Rio+20 tout en exposant ses résultats.

### **1.2.1 L'échec du développement durable**

L'échec des initiatives internationales et locales à implanter un vrai développement durable peut être expliqué par la confusion des différents acteurs quant à sa compréhension. En effet, la définition du développement durable se base sur une notion subjective et pose une limite mal définie. Cet obstacle dilue les efforts de développement durable et freine la coopération internationale (Moore, 2011). La compréhension qui domine depuis les années 90 est celle d'un compromis entre l'économie et l'environnement où l'on sacrifie un peu de protection environnementale au profit du développement économique. Cette durabilité caractérisée de « faible » risque dangereusement de compromettre notre capacité future à vivre sur la planète (Ross, 2009). Cela permet d'épuiser tout le capital naturel pourvu qu'une partie sert à assurer un revenu égal aux générations futures (Moore, 2011). Or, cela n'est pas toujours possible sans dépendre des services écosystémiques. Cette tendance a poussé les environnementalistes à se retrancher dans leur camp et à demander toujours plus de protection environnementale en négligeant les aspects sociaux. Ce biais environnemental, à son tour, a aliéné les populations locales ce qui n'a aidé ni la cause du développement durable ni celle de la protection environnementale (Victor, 2006). Désormais, selon la notion de durabilité forte, le point doit être mis sur l'atteinte de tous les objectifs environnementaux sans qu'aucun ne soit sacrifié aux profits des gains économiques ou sociaux (Moore, 2011; Ross, 2009) et en retournant aux recommandations de la CIED, notamment assurer le transfert de technologies et le financement nécessaire pour garantir aux pays moins développés des chances de se dégager de la spirale de la pauvreté (Victor, 2006).



### 1.2.2 L'organisation

En 2012, la communauté internationale s'attendait à faire des progrès significatifs pour arriver à un plan d'action commun qui préserverait les services écosystémiques, établirait des normes de conduite claires en matière de gestion environnementale et favoriserait le développement local tout en modérant la consommation de ressources (Sanwal, 2011). La communauté scientifique a ainsi produit la *State of the Planet Declaration* en 2012 qui appelait à renforcer l'interface entre la science et la gouvernance et à fixer des objectifs et des cibles scientifiques pour la société moderne tout en reconnaissant leur complexité et leur connectivité ainsi que la capacité de la communauté internationale à trouver des solutions, et l'urgence d'une action collective et cohérente. Cette déclaration est, en effet, un plan détaillé pour arriver à une solution durable au développement moderne (Brito et Smith, 2012). Cependant, l'équité entre tous les pays et toutes les classes sociales demeure une condition cruciale pour la réussite de cette initiative (Sanwal, 2011).

Ban Ki-Moon a nommé coordonnateurs exécutifs de la conférence de Rio+20 l'ex-ambassadeur français pour les négociations climatiques, Brice Lalonde, et l'ex-ministre de l'Énergie et de l'Environnement de la Barbade, Elizabeth Thompson. Une série de trois rencontres fut déterminée et tenue entre 2010 et 2012. Parmi les thèmes abordés, certains concernaient le renouvellement des engagements tenus en 1992, l'évaluation des progrès et des lacunes ainsi que l'identification des nouveaux défis émergents, mais aucun résultat n'a été atteint. Cependant, la période allouée à la préparation de Rio+20 fut courte en comparaison avec la préparation du sommet de 1992 (« RIO + 20, conférence mondiale des Nations unies sur le développement durable, 20-22 juin 2012 », 2012). Le sommet n'a été programmé que pour trois jours et la plupart des chefs d'État occidentaux étaient absents, la conférence n'a rien apporté de nouveau. Hormis la production du document « L'Avenir que nous voulons », qui compile les tendances modernes et le lancement du processus de mise en place des objectifs de développement durable, la conférence a été une déception aux yeux de beaucoup de gens (Blutstein, 2016; « RIO + 20, conférence mondiale des Nations unies sur le développement durable, 20-22 juin 2012 », 2012; Snell et Haq, 2014).

### 1.2.3 L'avenir que nous voulons

« L'avenir que nous voulons » a été le document final de Rio+20 et le résultat d'après négociations qui ont débuté en 2010 avec la mise en place de son comité de coordination. Dans ce document, les Nations unies appellent les États membres à renforcer le rôle du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE), promouvoir le *reporting* du développement durable en entreprise, se servir d'outils plus holistiques et fiables pour déterminer le bien-être, adopter une stratégie de financement du développement durable, élaborer une plateforme de production et consommation durable, améliorer l'égalité des sexes, engager la société civile et reconnaître l'importance des engagements volontaires. De plus, ce document contient des lignes directrices détaillées pour l'implantation d'une économie verte et a aussi servi de base pour établir les ODD ainsi que l'agenda 2030. (Snell et Haq, 2014)

#### 1.2.4 L'économie verte

L'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté a été le thème central de la conférence. Les paragraphes 56 à 74 du document final issu de cette conférence portent spécifiquement sur ce thème et réaffirment l'engagement des Nations unies à adopter des pratiques durables en respectant l'environnement et en assurant l'équité sociale tout en reconnaissant les spécificités de chaque pays.

L'économie verte est une économie qui améliore le bien-être et l'équité sociale tout en réduisant les risques environnementaux (Programme des Nations unies pour l'Environnement [PNUE], 2011). Deux concepts l'encadrent, l'économie de l'environnement et l'économie écologique. L'économie de l'environnement stipule que la dégradation environnementale s'arrête dès qu'on lui met un prix. Le principe pollueur-payeur en est une illustration. Cependant, cela implique la substituabilité de l'économie et de l'environnement. Dans cet ordre d'idée, les pertes environnementales peuvent être compensées par des gains économiques. Par contraste, l'économie écologique suppose une substituabilité incomplète et tend donc à considérer des seuils critiques pour la dégradation environnementale. Des notions telles que la capacité de support de la Terre supportent ce concept (Loiseau et al., 2016).

#### 1.2.5 Les ODD et l'agenda 2030

Les OMD constituent la première tentative des Nations unies pour implanter et mesurer le développement durable. Les objectifs n'ont pas tous été atteints dans toutes les régions (Kenny, 2013; *United Nations System Task Team*, 2012), mais les efforts des différentes nations ont amélioré la qualité de vie des populations dans les pays en développement (Campbell, 2017; Sachs, 2012). Cependant, les OMD étaient focalisés sur le traitement des symptômes alors qu'ils ne visaient pas les structures sociales ayant favorisé le sous-développement et les inégalités sociales (Joshi, Hughes, et Sisk, 2015) et ne couvraient pas tous les aspects du développement durable alors qu'au moins trois objectifs se focalisaient sur la santé (Kenny, 2013). Ainsi, les OMD ne faisaient pas mention d'amélioration des infrastructures, d'inégalité de revenu ou de lutte contre les changements climatiques. De plus, les objectifs étaient plutôt adressés aux pays les moins développés ce qui n'a pas incité les autres pays à s'améliorer (Kenny, 2013).

Constatant que les impacts humains ont déjà dépassé quelques limites planétaires, les Nations unies ont recommandé d'agir au plus vite et de fixer des objectifs à atteindre couvrant tous les aspects du développement durable. Pour cela, l'accent doit être mis sur le découplage de la croissance et de la dégradation environnementale à travers la promotion d'un modèle d'affaires durable (*Sustainable Development Solutions Network* [SDSN], 2012). Capitalisant sur les succès et les échecs des OMD, les Nations unies ont voulu donc élaborer une feuille de route du développement durable pour la période

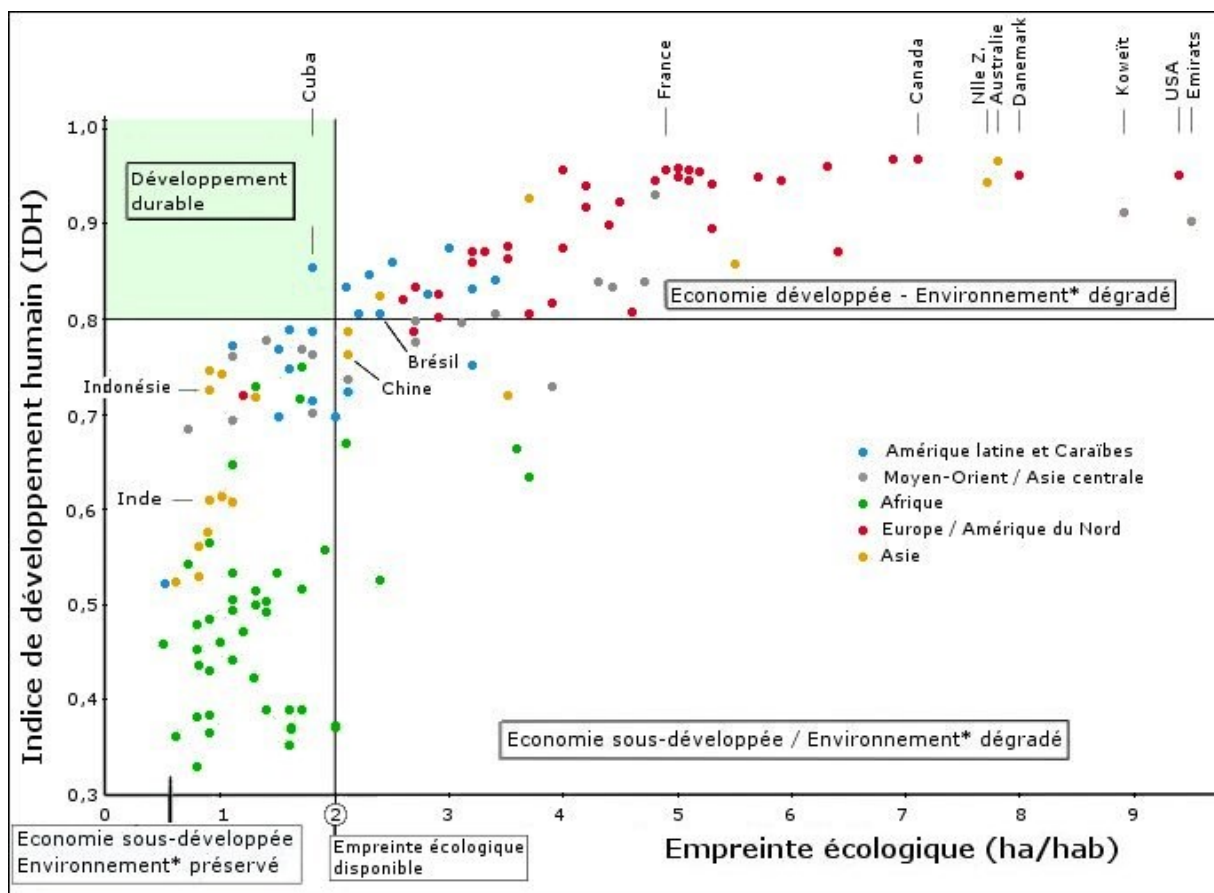
post-2015. Ce document devrait ainsi contenir les lignes directrices quant à la réalisation d'un développement durable, mais ne devrait pas prescrire de stratégies ou de politiques spécifiques, car les Nations unies reconnaissent qu'il n'y a pas de solutions miracles qui marcheraient à tous les coups (United Nations System Task Team, 2012). Le processus de formulation des ODD a duré trois ans. Cela est dû au processus d'élaboration et de négociation qui a inévitablement impliqué plusieurs parties prenantes et plus de sept millions de gens à travers le monde faisant de celui-ci la plus grande consultation jamais organisée par les Nations unies (Gaffney, 2015). Ce sont finalement 17 ODD qui ont été fixés, issus du travail de 12 groupes thématiques (SDSN, 2012), au lieu des dix recommandés par le *Sustainable Development Solutions Network* (SDSN).



**Figure 1.1 Les objectifs de développement durable** (tiré de : Veolia, 2015)

L'agenda 2030 reconnaît la nécessité d'assurer le bien-être des populations tout en respectant les limites et la capacité de la planète dans un environnement juste et sécuritaire à travers un partenariat global. Les ODD sont basées sur cinq changements de paradigmes, à savoir, l'inclusion de toutes les personnes et surtout les laissées pour compte, l'urgence de l'action pour réaliser le développement durable et intégrer ses trois dimensions en vue de découpler la croissance économique et la dégradation environnementale tout en garantissant l'équité sociale, la transformation des économies pour plus d'inclusivité et plus d'opportunités d'emploi tout en garantissant une production et une consommation responsable, maintenir la paix et créer des institutions transparentes et responsables, et enfin, un partenariat global impliquant tous les acteurs, basé sur une compréhension commune des valeurs partagées (Nations unies,

2013). Ces ODD sont des objectifs à atteindre pour tous, aussi bien pour les pays développés que les pays en développement parce qu'au regard des ODD, la majorité des pays est loin de réaliser les conditions minimales pour leur réalisation (Global Footprint Network, 2015). De plus, ces objectifs et leurs 169 cibles sont plus connectés que leurs prédécesseurs (AtKisson, 2017; Biermann, Kanie, et Kim, 2017; Kroll, 2015). Aujourd'hui, la majorité des pays exploite les ressources de la planète au-delà de leurs capacités à se renouveler ce qui pose une menace pour leur survie et le bien-être de leurs citoyens dans le long terme. De fait, le développement économique et humain est souvent accompagné d'une dégradation environnementale. Cet aspect démontre l'importance d'une consommation et d'une production dans une perspective de développement durable. Pour l'instant, seulement 8 pays réalisent les deux critères minimums pour un développement durable : le respect de la capacité de la planète, soit une empreinte de moins de 1,7 Hag par personne, et un indice de développement humain élevé (Global Footprint Network, 2015).



**Figure 1.2 Empreinte écologique vs Indice de développement humain** (tiré de : Tedjani, 2010)

### **1.2.6 Le Forum politique de haut niveau pour le développement durable (FPHN) et l'agenda 2030**

Le FPHN est un acteur clé de la mise en œuvre de l'agenda 2030. Il a été établi pour donner suite à la publication du document final de Rio+20. Le forum est une rencontre annuelle aux plus hauts niveaux ministériels, incluant une rencontre au niveau des chefs d'État tous les quatre ans, sous les auspices du conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC). Il est conçu pour être un partage d'expériences concernant la mise en œuvre de plans et de stratégies pour la réalisation des ODD. Les objectifs de l'organisation portent sur la coopération et le partage du savoir et des meilleures pratiques en matière de développement durable et de mise en œuvre des ODD, ainsi que sur la promotion des politiques basées sur une approche scientifique, tout en intégrant les trois dimensions du développement durable. Les travaux du FPHN se basent essentiellement sur l'apport de pays volontaires ayant soumis leurs revues nationales dont les leçons de succès et d'échecs sont tirées (« HLPF », s. d.) En 2017, 43 pays ont présenté leurs réalisations dans le cadre de l'agenda 2030. Ces résultats ont été discutés lors du FPHN organisé du 10 au 19 juillet (« High-Level Political Forum 2017 : Sustainable Development Knowledge Platform », s. d.). Le Canada compte présenter ses résultats en 2018. Ainsi, le Conseil canadien pour la Coopération internationale (CCCI) a organisé avec Fondations communautaires Canada (FCC) une rencontre pour explorer les possibilités de se servir de l'agenda 2030 pour unifier les efforts de développement des collectivités. Cette rencontre a permis de mobiliser les organisations présentes autour des ODD et de leurs mises en œuvre, ainsi que de coordonner entre le gouvernement et la société civile (Conseil canadien de Coopération internationale [CCCI] et Fondation communautaire Canada [FDD], 2017).

Le suivi des progrès et des réalisations dans le cadre des ODD est aussi très important afin de responsabiliser les gouvernements ainsi que d'autres acteurs quant à l'atteinte des différentes cibles. Avec 231 indicateurs, ce suivi est difficile, mais faisable (Maurice, 2016). Cependant, on a besoin d'une révolution pour renforcer les capacités de collectes et d'analyse de données de tous les pays, surtout les plus pauvres d'entre eux (SDSN et Trends, s. d.).

### **1.3 L'Agenda 2030 aux niveaux national et local**

La mise en œuvre de l'agenda 2030 dépend de son intégration nationale qui repose sur une conception scientifique de cibles adaptées au contexte national supportée par un cadre efficace de gouvernance. Cette intégration repose sur une adaptation des cibles globales, ainsi qu'une réduction de leur échelle, et l'identification d'indicateurs pratiques adaptés au contexte local (Gao et Bryan, 2017). Chaque pays devra ainsi s'assurer que ses plans de développement s'alignent avec les priorités de l'agenda 2030 et les ODD (Action contre la Faim, s. d.). Cependant, cette mise en œuvre dépend aussi des efforts globaux dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques ainsi que celui des autres conventions

internationales (Gao et Bryan, 2017) . De plus, l'atteinte des cibles ainsi que l'ordre de leurs réalisations diffèrent selon le contexte national et le scénario choisi.

Au niveau local, des politiques et des stratégies bien conçues doivent considérer la réalité des gens. Ainsi, une décentralisation de la mise en œuvre de l'agenda 2030 peut grandement améliorer l'efficacité de ce processus et renforcer sa légitimité. La localisation de l'agenda 2030 peut ainsi stimuler sa réalisation (Union européenne [UE], 2017). En effet, ce n'est qu'en impliquant les acteurs à la base qu'il y a une chance de réussir à atteindre les ODD. Ces politiques doivent aussi considérer les différentes échelles, soit les niveaux local, régional et national. L'ODD11 illustre bien ce besoin de considérer toutes les échelles où des besoins locaux doivent souvent être vus à travers une perspective de planification urbaine et régionale, et parfois même, nationale. Une action locale doit ainsi servir à la fois les intérêts locaux et globaux (Fenton et Gustafsson, 2017). Cet exemple montre bien l'importance de l'intégration des agendas locaux avec les agendas nationaux, et même, internationaux pour assurer une plus grande cohérence dans la mise en œuvre de l'agenda 2030.

## **2. AGENDA 2030 ET COOPÉRATION INTERNATIONALE**

La politique internationale de développement durable et le suivi des décisions qui ont été prises à Rio+20 doivent se refléter dans la formulation des politiques de coopération internationale. Ce chapitre exposera les changements de l'agenda de coopération et leur alignement par rapport aux ODD.

### **2.1 Politique internationale du développement durable et ODD**

La politique internationale du développement durable est marquée par la concertation entre tous les pays afin de trouver des solutions à des problèmes communs. Ces derniers concernent souvent l'utilisation de biens publics tels que l'air, l'eau ou le climat. De fait, en voulant maximiser le gain personnel et devant la gratuité de la ressource, chacun tend à l'utiliser jusqu'à son épuisement ou jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus rendre de services. La problématique des biens communs a été très bien explorée depuis la publication du texte de Hardin « *Tragedy of the Commons* » en 1968, ainsi les travaux d'Eleanor Ostrom ont démontré que la gouvernance ou la gestion collective des biens communs à travers des arrangements institutionnels tels que des règles ou des normes acceptées par la communauté sont cruciaux pour la conservation et l'utilisation durable des ressources. Leur importance est cruciale, surtout les biens publics planétaires. En effet, ils ont un rôle important dans la réduction de la pauvreté, un exemple est l'océan où les pêcheurs artisanaux peuvent récolter la ressource et la vendre sans trop d'investissements.

Le défi qui concerne la gestion des biens publics, aussi bien au niveau international qu'au niveau local, est celui de leur gouvernance. Une bonne gouvernance peut faire toute la différence entre une gestion durable qui n'épuise pas les ressources et leur liquidation. Ainsi, on peut définir quatre types de mécanismes sur lesquels peut reposer cette gouvernance (Paulo, 2014). En premier lieu, il y a la coopération intergouvernementale où les États prennent tout en charge, du processus de négociation jusqu'à la mise en œuvre. En deuxième lieu, il y a les réseaux transgouvernementaux où des organes gouvernementaux prennent des initiatives indépendamment du gouvernement central. Ensuite, il y a la gouvernance privée où les États ne sont pas du tout impliqués. Et enfin, il y a le partenariat public-privé où la gouvernance est un mélange d'intervention de l'État et d'engagement du secteur privé.

Avant le début du mouvement environnemental, l'environnement était considéré un enjeu local dans les discussions internationales, et sa protection reposait souvent sur la territorialité des pays et découlait du principe de non-nuisance, les traités de cette période étaient alors contraignants, mais n'abordaient pas le problème au-delà de ses effets immédiats et apparents. De plus, cette procédure ne permettait que des solutions ponctuelles et ne considérait pas les causes systémiques qui ont mené à l'émergence du problème (Busumtwi-Sam, 2009). Par contraste, les accords internationaux contemporains en matière d'environnement et de développement durable se reposent sur des outils plus souples et des approches moins contraignantes. Les ODD s'inscrivent ainsi dans cette nouvelle optique et représentent une

nouvelle tendance de la gouvernance internationale qui se focalise sur leur nature non contraignante et détachée du système légal international tout en laissant une liberté d'interprétation et d'adaptation aux pays s'étant engagés dans cette démarche. Les ODD représentent aussi une nouvelle vision du développement durable, une vision où toutes les parties sont prenantes dans la transition vers un monde où tous les besoins et droits de base sont assurés et les modes de production et de consommations respectent la capacité de la planète. Cette approche a aussi l'avantage d'être compatible avec une plus grande inclusivité à travers l'implication de toutes les parties dans le processus de détermination des objectifs nationaux (Biermann et al., 2017).

Pour mener à bien l'agenda 2030, une action coordonnée doit être assurée aussi bien au niveau national qu'au niveau international. Premièrement, au niveau national, une stratégie holistique qui intègre les ODD doit être coordonnée entre les différents secteurs et ministères ainsi qu'à travers les différents niveaux de gouvernement. Cette stratégie doit être basée sur les valeurs de l'agenda 2030 et être cohérente aux niveaux national et international. Enfin, les principes de distribution de l'aide et de la coopération internationale doivent être alignés avec les ODD en vue de renforcer le partenariat global et d'assurer la préservation des biens publics globaux. (Rudolph, 2017)

---

*Agenda 2030 pour le développement durable  
L'action orientée ODD requiert que les pays  
implémentent l'agenda 2030 dans tous les domaines  
ciblés*

---

| <i><b>Efforts domestiques</b></i>  | <i><b>Cohérence internationale</b></i>   | <i><b>Coopération internationale (bi<br/>et multilatéralisme)</b></i>  |
|--|--|--|
| <i>Implémentation intégrative des<br/>ODD et promotion de la<br/>cohérence politique à travers<br/>les différents secteurs, par<br/>exemple, à travers différents<br/>ministères et niveaux de<br/>gouvernance</i> | <i>Cohérence politique<br/>internationale basée sur les<br/>valeurs de l'agenda 2030 à<br/>travers tous les secteurs aux<br/>niveaux domestique et<br/>international</i> | <i>Alignement et allocation des<br/>décisions pour la réalisation de<br/>du partenariat global et la<br/>promotion des biens publics<br/>globaux</i> |

---

**Figure 2.1 Opérationnalisation de l'action orientée ODD** (traduction libre de : Rudolph, 2017)

## **2.2 Coopération internationale et les ODD**

Les pays développés ont réussi à se développer en exploitant leurs ressources naturelles. Par exemple, la révolution industrielle a commencé en Angleterre et a réussi en partie grâce à la disponibilité et à l'abondance du charbon, de même, les États-Unis ont profité de leurs ressources naturelles abondantes pour se développer et se propulser parmi les pays avancés. Cependant, les pays qui sont pauvres



aujourd'hui étaient alors sous le joug du colonialisme. Ils ne pouvaient donc pas exploiter leurs ressources pour leurs propres comptes. Les effets de cette situation se reflètent encore aujourd'hui dans la distribution des pays riches et des pays pauvres. Reconnaisant cela, Les Nations unies mettent en avant le droit de tous les pays à se développer, qui est devenu le droit au développement durable sur la scène internationale (Rangreji, 2013), et ont alors établi le principe des responsabilités communes différenciées qui sert encore de base pour la coopération internationale. En effet, celle-ci permet non seulement de supporter les efforts des pays en développement, mais elle peut aussi servir à favoriser la gestion durable des biens communs (Paulo, 2014). Ces derniers peuvent amorcer un processus de négociation efficace, tel qu'illustré par les conférences annuelles dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies pour les Changements climatiques (CCNUCC), et servir de point d'entrée pour la coopération internationale vu le caractère commun de l'atmosphère et que tout le monde souffre des impacts de sa mauvaise gestion. En effet, les conséquences désastreuses de celle-ci ne sont plus à discuter.

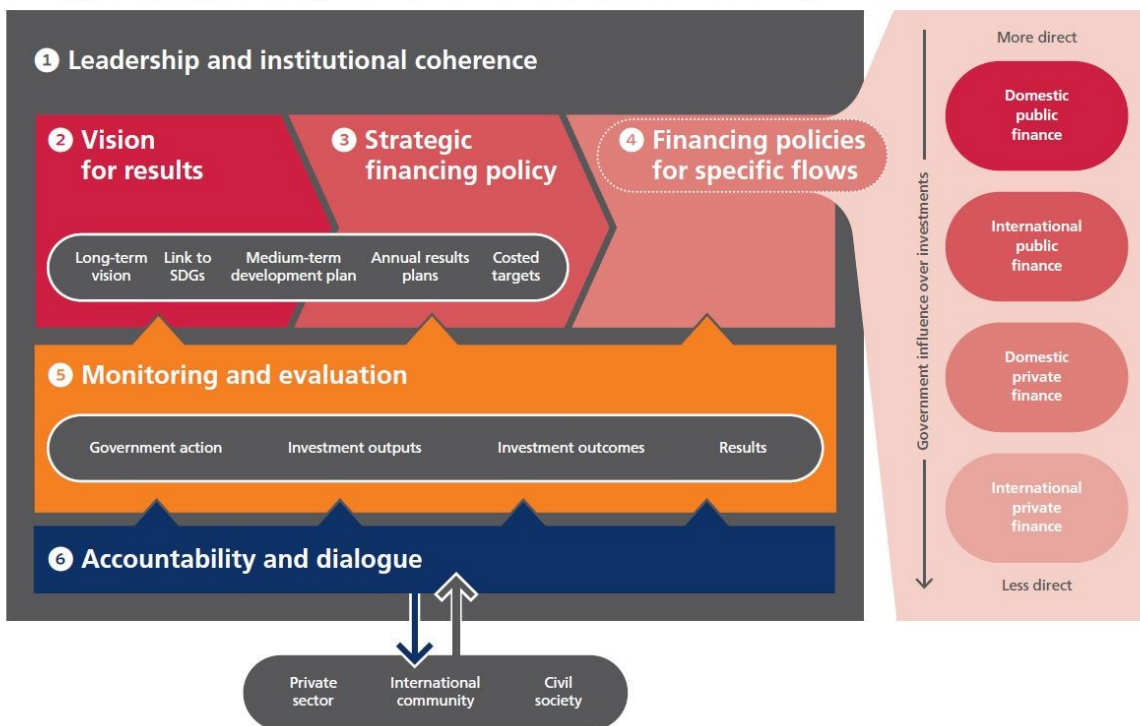
L'agenda 2030 est l'outil que se sont donné les pays membres pour faire face à ces défis. Durant les quinze prochaines années, il va servir à mobiliser les acteurs du développement et à les responsabiliser quant à la réalisation de ses objectifs. Les 17 ODD et leurs 169 cibles requièrent une démarche complexe pour tous les réaliser. En effet, la réalisation des ODD va nécessiter un partenariat impliquant tous les acteurs concernés, des gouvernements nationaux jusqu'aux compagnies privées en passant par les ONG et les peuples autochtones. Les contributions doivent ainsi venir de toutes parts et sous toutes les formes. Ceci a été appuyé dans plusieurs paragraphes du document final de Rio+20. Avec l'adoption des ODD, les Nations unies mettent aussi l'accent sur les moyens de leur mise en œuvre. Ainsi, des cibles concernant ceux-ci sont définies pour tous les ODD, et de plus, l'ODD17 leur est complètement consacré. Les moyens de mise en œuvre autour desquels la coopération internationale doit être axée concernent le financement, le transfert de technologies, le renforcement des capacités des États à travers le partage des technologies et du savoir-faire, et la promotion du commerce. Ces moyens serviront ainsi à assurer l'équité entre tous les pays et leurs citoyens en vue de réaliser le développement durable. Cependant, les meilleurs scénarios prédits par les Nations unies ne manquent pas de contradictions. Le rôle de la coopération internationale devient alors crucial. Pour être efficace, celle-ci doit se concentrer sur l'éradication de la pauvreté, la réduction de l'empreinte écologique globale et la gestion des biens communs (Le Blanc et al., 2012). Cette coopération doit aussi être complétée par un effort national et local tout en garantissant une cohérence complète au niveau des engagements.

### **2.2.1 Financement du développement durable**

Le financement est le premier aspect qui saute aux yeux quand on parle de coopération internationale. En effet, le financement peut jouer un rôle effectif pour atteindre les ODD et se révéler nécessaire pour les gouvernements des pays les plus pauvres. Ceux-ci n'ont effectivement pas les ressources financières

nécessaires pour investir dans des projets de développement même s'ils en conçoivent les retombées bénéfiques. Les besoins annuels en investissement des ODD se chiffrent à 1,5-2,5 % du produit intérieur brut (PIB) mondial (Schmidt-Traub, 2015). Comme la gouvernance, le financement peut être soit public, privé ou un mélange des deux sous forme de partenariat. Ces différents types de financement sont pertinents pour des contextes différents. Le financement public est utile surtout pour les contextes où le financement privé n'est pas possible ou insuffisant tel que l'investissement dans les infrastructures. Le financement privé n'est possible que si les bénéfices du projet l'emportent sur les coûts. Enfin, le partenariat public-privé peut prendre plusieurs formes. Ce dernier type de financement peut se révéler avantageux dans des contextes particuliers et vient sous différentes formes. La tarification différenciée est l'une de celles-ci, comme exemple, une société privée peut fournir un de ses produits et services gratuitement aux plus démunis contre un engagement de la part de l'État à lui garantir des avantages sur les autres marchés. La correction des prix, comme en économie de l'environnement, se fait à travers la manipulation des taxes et des subventions sur les prix d'une commodité pour refléter les coûts sociaux associés et encourager le secteur privé à intégrer une gestion durable. Cependant, les partenariats public-privé amènent plusieurs défis. Parmi ceux-ci, l'émergence de monopole où l'exploitant ou le fournisseur peut adopter un comportement prédateur en fixant des prix trop élevés. L'équité est aussi difficile à garantir à moins d'une forte intervention de l'État, par exemple, en incitant les entreprises, par divers moyens, à fournir leurs produits et services aux plus pauvres ou aux plus éloignés (Schmidt-Traub et Sachs, 2015). La figure 2.2 présente les différents modes de financement du développement et les classe des sources directes aux sources indirectes. Elle présente aussi le cadre d'insertion des stratégies et politiques de financement parmi les priorités nationales et lie ce cadre aux besoins de suivi tout en soulignant les responsabilités des parties engagées.

An integrated national financing framework for delivering national development priorities and the SDGs



**Figure 2.2 Cadres conceptuels nationaux de financement et d'intégration des ODD** (tiré de : Inter-Agency Task Force on Financing for Development [IATF], 2017)

Au niveau international, le financement gouvernemental se fait essentiellement à travers le mécanisme d'aide publique au développement (APD). Dans le cadre du principe des responsabilités communes, mais différenciées, les pays développés fournissent des ressources financières aux pays en développement. L'APD est importante, car elle permet de mieux cibler les pays et les communautés vulnérables et attire aussi d'autres sources de financement (Rudolph, 2017). Dans le cadre de la conférence de Monterrey pour le financement du développement, les pays développés avaient réitéré leurs engagements, datant des années 70, à réserver 0,7 % de leurs PIB pour l'aide au développement aux pays les plus démunis. Cependant, ces engagements tendent à s'effriter. Ainsi, la plupart des pays développés n'ont pas encore atteint ce seuil (Le Blanc et al., 2012). Au niveau global, l'APD n'a atteint en 2016 que 0,32 % du PIB des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement économique (OCDE) (Organisation de Coopération et de Développement économique [OCDE], 2017a). De plus, l'intérêt des pays développés explique largement les variations dans la distribution de l'APD et des pays bénéficiaires (Rudolph, 2017). Les pays fournisseurs d'aide ont le choix entre des canaux bilatéraux ou multilatéraux. Traditionnellement, le premier type a été favorisé, car il donne plus de discrétion aux pays fournisseurs. Ces derniers le choisissent surtout quand leurs intérêts s'alignent avec ceux des pays bénéficiaires. Cependant, les canaux multilatéraux sont plus adaptés pour une aide destinée à améliorer la gouvernance d'un bien public et sont efficaces pour amorcer une action collective. Cette approche permet aussi de diriger l'aide efficacement dans le cas où le gouvernement

réciendaire serait fragile (Rudolph, 2017). Au niveau opérationnel, les pays fournisseurs ont aussi le choix de la méthode d'allocation de fonds. Celle-ci peut être basée sur un projet ou un programme. Les méthodes basées sur des projets laissent plus de liberté aux pays réciendaires. Le choix d'une méthode d'allocation dépend donc du degré de contrôle que le pays fournisseur veut donner au pays réciendaire. Vu la focalisation de l'agenda 2030 sur les résultats, un troisième type de méthode, des approches basées sur des preuves, est appelé à être de plus en plus utilisé. Ces approches peuvent être basées sur l'utilisation de divers instruments tels que des analyses coûts-bénéfices ou des évaluations (Rudolph, 2017).

L'APD est cruciale pour nombre de pays à faibles revenus, mais à côté de cela, les gouvernements doivent aussi mobiliser les ressources domestiques pour leur propre développement (Banque Mondiale, 2013). Les pays à revenus intermédiaires peuvent ainsi augmenter leurs taxes pour avoir suffisamment de liquidités pour leurs agendas de développement. Cependant, ce potentiel de génération de revenus est souvent diminué par le traitement préférentiel et les réductions de taxes. De plus en plus d'évidences pointent vers le fait que celles-ci doivent représenter au moins 15 % du PIB pour pouvoir assurer la bonne gestion des fonctions de base de l'État (*Inter-Agency Task Force on Financing for Development* [IATF], 2017). Les pays en développement se retrouvent souvent contraints à baisser leurs taxes pour attirer des investissements étrangers qui pourraient apporter des opportunités d'emploi et un peu de revenus pour les gouvernements même si les contrats négociés avec les firmes étrangères ne sont pas souvent en leurs faveurs. Cela limite la capacité des États à contrôler les flux d'argent et augmente leurs vulnérabilités face à la corruption et aux fraudes fiscales ainsi que toutes autres formes de flux illicites.

À côté des acteurs publics, le financement privé est aussi appelé à jouer un rôle important dans le cadre de la mise en œuvre de l'agenda 2030. Ainsi, 71 % des entreprises étudient les possibilités d'intégrer les ODD dans leurs pratiques alors que 41 % planifient de les inclure dans leurs stratégies dans un horizon de cinq ans (PricewaterhouseCoopers [PwC], 2015). En effet, les acteurs privés peuvent mobiliser d'importantes ressources financières, mais ce mode de financement ne profite pas généralement à tous les pays, ce qui pénalise surtout les pays les plus pauvres. Parmi les raisons de ce biais, le fait qu'un succès en attire d'autres, concentrant ainsi la plupart des investissements étrangers dans un petit nombre de pays. De plus, les pays pauvres tendent à être affligés de corruption, de fraudes, et d'autres caractéristiques qui augmentent les risques pour les investisseurs (Banque Mondiale, 2013). Afin de renforcer le rôle du secteur privé en vue de l'agenda 2030, les cadres réglementaires incitant les entreprises privées à investir dans le développement durable doivent être renforcés. Ces entreprises doivent intégrer le développement durable en commençant par la base et en assurant une équité entre tous les travailleurs, elles doivent aussi renforcer leurs crédibilités et leurs responsabilités à travers un processus de suivi transparent et, enfin, de nouveaux partenariats doivent être mis en place incluant des partenariats multipartites qui comprennent aussi bien des grandes que des moyennes, petites ou microentreprises (Mohammed, 2016).

Finalement, de nouveaux moyens de financement sont en train d'émerger et pourraient apporter quelques solutions aux défis de la finance pour le développement. Ainsi, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS) ont créé la « nouvelle banque de développement » pour contribuer à la coopération Sud-Sud (Carbonnier, 2014). Le modèle d'infrastructures pour les ressources est un autre mode de financement émergent qui a permis à des pays riches en ressources tels que l'Angola de développer leurs infrastructures. Cependant, l'État a alors moins de contrôle sur la construction des infrastructures vu qu'il ne supervise pas les projets. Le financement par obligations financières est aussi une de ces nouvelles méthodes. Ce mode est spécialement adapté aux projets s'étalant dans la durée et n'apportant des bénéfices que sur le long terme. Les rémittences, envoi de fonds depuis l'étranger, peuvent constituer un moyen supplémentaire de financement. En effet, ceux-ci ont totalisé 529 milliards de dollars en 2012, dont 401 milliards de dollars vers les pays en développement. De plus, leurs économies peuvent aussi faire l'objet d'obligations financières afin de mobiliser plus d'argent pour le développement. Les « *pull mechanisms* » sont un nouveau concept de financement où une récompense sous forme d'argent est offerte après la démonstration des résultats. Par exemple, le « *pull mechanism* » appliqué à l'agriculture pour l'innovation, la sécurité alimentaire et la nutrition en utilisant les connaissances indigènes dans des cadres d'innovations appropriés. Le marché du carbone représente aussi un nouveau moyen de financement où des biens sont créés et marchandés. Ce système peut être efficace pour imposer une limite de consommation ou de production d'un bien tout en permettant à chaque entreprise de s'adapter à son propre rythme. (Banque Mondiale, 2013)

Le financement du développement durable requiert une économie en bonne santé pour que l'aide puisse être à la hauteur des attentes, que les investissements privés puissent être suffisants et que les taxes puissent assurer le fonctionnement normal des États. Un aspect important d'une économie en bonne santé est la gestion durable des dettes. Or, la dette globale du secteur non financier a atteint 152 trillions de dollars en 2015, soit 225 % du PIB mondial. Cela fait peser le danger d'une crise qui ferait replonger l'économie mondiale dans une spirale infernale. (IATF, 2017)

L'importance du Programme d'Action d'Addis-Ababa (PAAA) pour la réalisation de l'agenda 2030 a été confirmée à la conférence pour le financement du développement et les moyens de mise en œuvre de l'agenda 2030 pour le développement durable à Doha (Liu, 2017). En mai 2017, les Nations unies, sous l'égide de l'ECOSOC, s'étaient mises d'accord pour accélérer l'implémentation du PAAA en insistant sur certains défis pressants tels que les infrastructures, la protection sociale ou l'inégalité entre les sexes (Blazhevskaya, 2017). Le PAAA est un accord important auquel ont convenu les Nations unies pour le financement du développement et la mise en œuvre de l'agenda 2030. Ce programme représente un changement de paradigmes, car il place le développement durable au centre du financement tout en reconnaissant que les investissements en infrastructures et en sécurité sociale sont une condition nécessaire pour le succès de l'agenda 2030 (IATF, 2017). Ainsi, le support financier pour certains enjeux clés a été validé. Après l'adoption de l'agenda, de nouvelles initiatives ont vu le jour, les banques de

développement ont renforcé leurs engagements et de nouveaux partenariats concernant la santé des femmes et des enfants ont été établis. L'agenda 2030 engage les pays développés à atteindre la cible de 0,7 % du PIB pour l'APD. Cependant, plusieurs cibles n'ont pas été formulées numériquement, compliquant ainsi leurs suivis (Kjorven, Nippita, et Wietzke, 2015; Risse, 2015a).

### **2.2.2 Transfert de technologies et renforcement de capacités**

Un autre aspect de la coopération internationale est l'innovation et le transfert de technologies. La technologie a en effet façonné notre mode de vie depuis la révolution industrielle. Un changement de technologie aurait donc certainement un très grand effet sur nos impacts sur l'environnement. Ainsi, le transfert technologique est l'objet principal de la coopération internationale dans le cadre du développement durable autour duquel s'articule la coopération financière. Cependant, le transfert de technologie implique plus que l'importation du matériel physique, en effet, il requiert aussi le partage du savoir et du savoir-faire ainsi qu'une adaptation des technologies aux besoins locaux (IATF, 2017). Vu le caractère central des technologies dans la réalisation du développement durable, les acteurs gouvernementaux ont appelé la communauté scientifique à accélérer la recherche scientifique et l'innovation technologique pour trouver des solutions durables aux défis contemporains. Cependant, ces solutions n'ont pas toujours seulement résolu les problèmes auxquels ils étaient adressés, mais ont parfois créé de nouveaux problèmes (Conférence des Nations unies pour le Développement durable [CNUDD], 2012).

Les transferts technologiques ont été traditionnellement entre les pays développés. Même si les flux technologiques entre les pays émergents et à partir de ceux-ci vers les pays développés ont augmenté, les pays en développement demeurent encore déficitaires en termes technologiques, surtout les moins développés d'entre eux. Ceci peut être dû, entre autres, à des politiques mal adaptées ainsi qu'à des investissements insuffisants en recherche et développement, et à des législations qui ne priorisent pas la protection des droits des innovateurs. De plus, dans les pays développés, les brevets ont augmenté en quantité et perdu en qualité due à des législations conçues pour prévenir de nouveaux entrants et protéger les acquis des grandes firmes déjà établies plutôt que pour encourager l'innovation (CNUDD, 2012). La diffusion de la technologie fait ainsi face à plusieurs obstacles dont une asymétrie de l'information qui a du mal à atteindre les pays moins développés dû, notamment, à son partage très limité, et qui demeure parfois au sein d'un seul pays développé, ainsi qu'à des systèmes d'innovation très fragmentés. Cette diffusion souffre aussi d'une compréhension erronée du rôle de la science dans le processus de gouvernance. De plus, l'information scientifique est souvent mal utilisée. Tout cela fait qu'il y a souvent un manque de cohérence au niveau des politiques nationales et des cadres scientifiques et technologiques, surtout dans le long terme (Technical Support Team, s. d.).

Pour faire face à ces défis, le PAAA appelle la communauté internationale à créer une banque de technologie qui aiderait à améliorer l'environnement de recherche des pays à faibles revenus,

promouvrait le réseautage des scientifiques et des institutions de recherche et aiderait les pays à faibles revenus à accéder aux technologies dont ils ont besoin. Établie en décembre 2016, cette banque a pour objectifs de renforcer les capacités à identifier et à intégrer les technologies et les innovations tout en assurant une gestion efficace des droits de propriété intellectuelle, de promouvoir l'implémentation de stratégies de sciences, technologies et innovations (STI) nationales et régionales, de renforcer le partenariat public-privé dans le domaine des STI, de promouvoir la coopération entre les acteurs impliqués, et enfin, renforcer les capacités des pays à faibles revenus. (IATF, 2017)

À côté de l'innovation technologique, il y a aussi l'innovation sociale. Ainsi, en 2014, l'Agence des États-Unis pour le Développement international (ADI) avait collecté plus de 1500 idées pour combattre le virus Ebola et avait identifié 14 d'entre elles pour leurs effectivités potentielles. Un autre exemple est la conception d'un réfrigérateur *low cost* qui peut facilement être construit (IATF, 2017).

Dans le cadre de l'agenda 2030, l'AGNU avait décidé de se pencher sur les options pour mettre sur pied une structure pour faciliter l'innovation et le transfert technologiques. Les pays en développement étaient enthousiastes à cette idée, mais les pays riches de l'OCDE n'y voyaient qu'une redondance d'une tâche qui était déjà assurée par d'autres organes au sein du système des Nations unies (Risse, 2015b). Cependant, celle-ci n'était pas nécessairement accomplie dans une perspective de développement durable. Le coanimateur des négociations intergouvernementales autour de l'agenda 2030 avait souligné que la coopération technologique ne devait plus être entendue comme un enjeu propre aux pays en développement, mais devait jouer le rôle d'un pont entre les pays du nord et ceux du sud (Risse, 2015b). Ainsi, initialement établi par le PAAA (Risse, 2015c) et en vertu du paragraphe 70 de l'agenda 2030, ce dernier instaure le mécanisme de facilitation de technologies (MFT). Celui-ci a pour rôle de supporter les pays dans l'évaluation de leurs besoins technologiques, de les supporter dans la conception de politiques favorisant le transfert de technologies propres en mettant le point sur l'interface publique privée et sur les droits intellectuels, de renforcer les capacités des institutions publiques et privées à délivrer des services de transfert de technologies et de faciliter l'apprentissage global par les paires et les programmes de formation scientifiques (*Technology Facilitation Mechanism*, s. d.). L'objectif de cette structure est de supporter la réalisation des ODD tout en renforçant la cohérence et les synergies en matière de STI. La structure mise en place comprend une équipe interagences multitâches dans le domaine des STI, soit la *Inter-Agency Task Team* (IATT), un forum d'échanges en STI, et une plateforme qui recueille les initiatives et les programmes dans les STI en cours ou déjà en place (PNUE, s. d.).

Le renforcement des capacités vise à qualifier une personne ou une institution et à lui donner les qualités nécessaires afin de remplir sa fonction. L'agenda 2030 insiste aussi sur le renforcement des capacités en matière de développement durable à travers un partenariat effectif, le renforcement et l'amélioration des infrastructures ainsi que le renforcement et la formation des ressources humaines. Le Département des

Affaires économiques et sociales (DAES) au sein des Nations unies est l'organe qui fournit l'assistance aux pays membres pour l'adaptation des ODD à leurs contextes nationaux à travers des services-conseils et le renforcement de capacités. Il a présenté une nouvelle approche en ce qui concerne le renforcement des capacités en novembre 2017 à New York. Il compte ainsi aider les pays membres dans les domaines de la cohérence entre les politiques, dans l'intégration et l'inclusion des communautés vulnérables, dans la mise en place d'institutions compétentes et d'approches inclusives, ainsi que de politiques scientifiquement conçues et dans le renforcement des moyens de mise en œuvre. Ces activités incluent, entre autres, la formation des acteurs gouvernementaux dans l'utilisation d'outils d'analyses des compromis et des synergies à travers les différents secteurs, l'assistance des acteurs nationaux dans la collecte de données, dans l'utilisation des technologies de l'information et de communication (TIC) pour fournir des services, le support à la création ou l'amélioration des systèmes de collectes de données et des systèmes statistiques nationaux ainsi que pour la mobilisation des ressources domestiques (Leone, 2017).

### **2.2.3 Commerce**

Le commerce est aussi un moyen de mise en œuvre envisagé dans le cadre de l'agenda 2030. En effet, les flux commerciaux peuvent être positivement associés avec de bonnes performances environnementales et réduire ainsi les mesures de préservation des écosystèmes. Des réformes au niveau des subventions et de la gouvernance du commerce peuvent significativement améliorer la contribution de celui-ci à atteindre les ODD (Fishman, 2017). Ainsi, la diminution ou la suppression des subventions des énergies fossiles inciterait toutes les communautés à diminuer leurs consommations et à trouver des alternatives durables. De plus, les fonds ainsi libérés peuvent être réalloués dans des projets s'inscrivant dans une logique de développement durable, par exemple, la mise en place d'un système de sécurité sociale. L'Organisation mondiale du Commerce (OMC) pourrait ainsi faire avancer l'agenda 2030 en incitant ses membres à prendre des engagements en cette matière. Lors de sa dernière conférence, celle-ci s'était fixé un délai pour arriver à un accord concernant la surexploitation des stocks de pêche en accord avec l'agenda 2030, marquant ainsi le début d'un processus sérieux vers une consommation responsable des ressources halieutiques (« WTO Ministerial », 2017). Un accord de pêche viendrait s'ajouter à quelques autres accords conclus récemment sous l'égide de l'OMC compatibles avec l'agenda 2030 tels que l'abolition des taxes sur les produits agricoles ou la facilitation, pour les pays pauvres, de l'obtention de versions génériques de médicaments patentés (IATF, 2017). Les pays membres doivent aussi faire plus d'efforts pour limiter et arrêter le commerce illégal et la contrebande.

Afin de renforcer le rôle du commerce international dans la réalisation des ODD, les pays membres doivent travailler à réduire les incohérences au niveau de leurs politiques commerciales, par exemple, en réduisant le nombre de mesures douanières qui pourraient agir comme des barrières à l'entrée des



exportations des pays en développement. Les pays à faibles revenus souffrent aussi des effets de certains mécanismes de marché même si d'autres pays leur accordent une préférence (IATF, 2017).

### 2.3 Suivi et évaluation

Le suivi et l'évaluation des résultats constituent un volet indispensable de l'agenda 2030. En effet, ceux-ci sont nécessaires afin de pousser les pays membres à avancer vers leurs cibles. Sur la base des expériences accumulées avec les OMD, le Bureau de contrôle des services internes (BCSI) a recommandé d'établir un cadre des objectifs de suivi et d'évaluation qui soit clair et global, tout en définissant bien les rôles et les responsabilités, en mettant en place un mécanisme de coordination, et qui soit inclus dans l'agenda 2030. Le BCSI recommande aussi aux Nations unies de créer une stratégie et un plan d'action de suivi et d'évaluation qui prennent en compte le développement des capacités ainsi que l'utilité pour les décideurs (Offerdahl, 2015). Au niveau national, les pays doivent assumer le *leadership* de leurs systèmes de suivi et d'évaluation des progrès ainsi que la responsabilité quant à la délivrance des résultats, les supporter politiquement et financièrement, assurer l'inclusivité la plus complète possible, et les intégrer dans le cadre global de leurs politiques (Lebada, 2015; Van den Berg, Naidoo, et Tamondong, 2017). De plus, celui-ci doit être basé sur un processus inclusif et participatif avec l'engagement des parties prenantes, être compréhensif et lié au cadre de gouvernance tout en s'intégrant à la structure existante. Les systèmes de suivi doivent, de préférence, se baser sur des cadres existants quand c'est possible (Lebada, 2015). De plus, le rôle des TIC est crucial pour le suivi des ODD. En effet, plusieurs cibles incorporent des TIC (Paul, 2015).

Le PAAA, dans sa dernière section, reconnaît l'importance d'un système de suivi et d'évaluation des progrès fiable et efficace, dans la perspective de l'agenda 2030, ainsi que la tenue d'un forum annuel pour revoir les engagements de financement du suivi juste avant le FPHN. L'*Inter-Agency Task Force on Financing for Development* (IATF) a aussi été créée suite à l'adoption du PAAA pour, entre autres, assurer la cohérence des valeurs de ce dernier avec les missions des divers acteurs du développement (de la Mothe Karoubi et Espey, 2016). Le PAAA porte sur les moyens d'implémentation de l'agenda 2030 et son financement, mais il va bien au-delà et porte aussi sur des sujets qui n'ont pas été suffisamment discutés dans celui-ci tels que la mobilisation des ressources internes, les flux financiers illicites ou les enjeux systémiques. Ces derniers soulignent l'interdépendance des systèmes économiques tel le fait qu'une crise dans un pays pourrait avoir des effets dans d'autres en impactant la disponibilité des emplois et la croissance économique (IATF, 2017). Ainsi, le PAAA encourage le renforcement des ressources et des activités des Nations unies dans le domaine fiscal, ainsi que l'augmentation des revenus domestiques à travers une collecte plus efficace des taxes. Des indicateurs simples, faciles à compiler et à interpréter, limités en nombre, focalisés sur les *inputs* et les processus plutôt que sur les résultats, et applicables à toutes les échelles doivent servir à supporter un système de suivi des engagements dans le cadre du PAAA (de la Mothe Karoubi et Espey, 2016).

Un système de collecte de données fiable et efficace est alors crucial. Cependant, les capacités statistiques des pays ne sont pas au même niveau et restent largement déficitaires pour la plupart des pays en développement. L'OCDE (2017a) fait ainsi six recommandations pour construire des systèmes numériques capables de supporter la mise en œuvre de l'agenda 2030. Premièrement, il faut adapter les législations et les normes dans le domaine de la statistique à l'évolution des besoins en matière de données. Deuxièmement, il faut augmenter la quantité des investissements qui leur sont consacrés. Troisièmement, il faut renforcer les capacités statistiques et la culture de données à travers de nouvelles méthodes, par exemple, en améliorant les institutions statistiques nationales. Ensuite, il faut assurer l'efficacité et l'impact des données à travers des incitations et des partenariats. Enfin, il faut investir dans des systèmes de collectes et améliorer la qualité des données pour les utiliser pour le suivi des progrès en vue d'atteindre les ODD ainsi que pour le suivi du financement de l'agenda 2030. Le premier forum des Nations unies pour les données a été tenu du 15 au 18 janvier 2017 au Cap en Afrique du Sud. À sa fermeture, le Plan d'action global pour les données du développement durable (PAGDDD) a été lancé. Ce plan identifie six stratégies de renforcement des capacités statistiques nationales (IATF, 2017).

Dans le cadre de l'agenda 2030, une évaluation doit être assurée à tous les niveaux, du global au local, afin d'assurer la cohérence horizontale et verticale ainsi qu'une conception scientifique des politiques de développement durable et de réalisation des ODD. Les systèmes d'évaluation doivent aussi être supportés par une législation faisant la promotion de l'évaluation des progrès, un cadre politique encourageant celle-ci et un engagement fort de la part des parties prenantes et du *leadership* politique. Cette évaluation doit aussi prendre en compte les besoins et les intérêts des acteurs impliqués, être basée sur une méthodologie et des objectifs clairs tout en favorisant le processus d'apprentissage et le renforcement de capacités à travers des institutions résilientes. De plus, l'évaluation doit être appréhendée comme étant une intervention qui permettrait d'aider à conceptualiser la définition de la meilleure manière d'agir pour accomplir le changement requis et non pas juste comme un moyen pour vérifier les progrès (Van den Berg et al., 2017). Dans la nouvelle ère de développement, le renforcement de capacités a besoin de changer de paradigmes et de se focaliser plutôt sur le processus d'apprentissage, les interactions, le *leadership* et le développement organisationnel (Van den Berg et al., 2017).

## **2.4 Insertion de l'agenda 2030 parmi les accords internationaux**

Dans le premier chapitre, on a vu les conventions et les engagements internationaux qui ont mené à l'adoption de l'agenda 2030, cependant, celui-ci couvre plusieurs domaines d'action dont quelques-uns sont déjà couverts par quelques accords internationaux. Ensuite, on a présenté quelques accords qui viennent renforcer cet agenda et fournir un cadre de coopération pour la réalisation des ODD tels que le PAAA. L'agenda 2030 est holistique c'est pourquoi il a besoin d'accords ciblant un domaine d'action ou un ODD particulier pour canaliser les efforts nationaux et internationaux.

L'agenda 2030 doit ainsi s'insérer parmi les autres accords internationaux déjà ratifiés par les pays tels que la CCNUCC et la Convention pour la Diversité biologique (CBD), et profiter des synergies possibles et non pas mettre en place un processus parallèle complètement indépendant. Par exemple, l'agenda 2030 reconnaît que la CCNUCC constitue le cadre principal des négociations climatiques, cependant il y a encore des synergies dont on doit profiter surtout avec les autres ODD (Leong, 2015). De plus, les synergies ne se limitent pas seulement à l'ODD 13, mais couvrent l'ensemble des 17 ODD. Ainsi, la promotion des énergies renouvelables dans le cadre des contributions nationales déterminées (CND) contribue à l'ODD 7, l'atténuation de la déforestation et de la surexploitation des ressources naturelles va de pair avec l'ODD 15, alors que l'ODD 11 est grandement pertinent pour les CND vu que nos modes d'organisation déterminent nos modes de consommation et que 70 % des gaz à effet de serre (GES) sont générés dans les villes. De plus, les CND requerront une coopération financière internationale conforme avec l'ODD 17. La figure 2.3 montre ainsi que 154 des 169 cibles de l'agenda 2030 sont alignées aux engagements des CND.

Analyzing the Degree of Alignment between the SDGs and INDCs

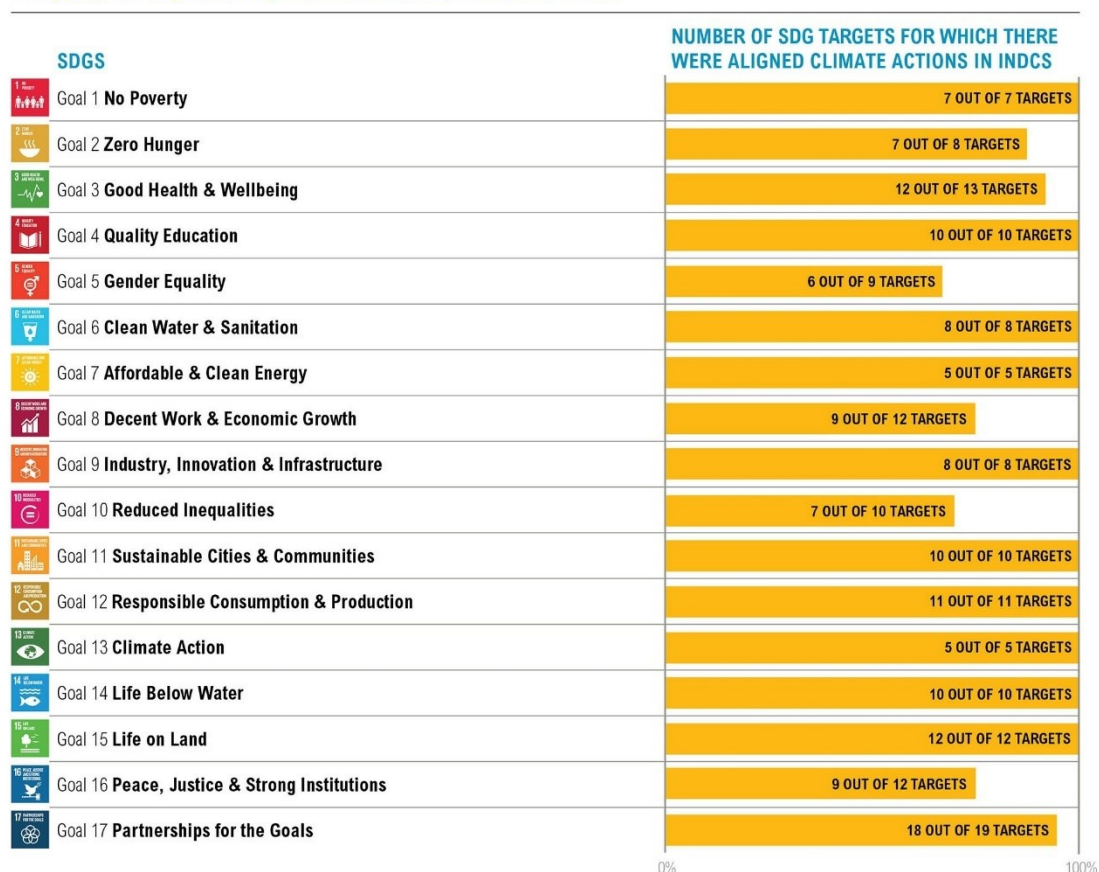


Figure 2.3 Alignements des cibles de l'agenda 2030 aux CND (tiré de : Northrop, Biru, Lima, Bouye et Song, 2016)

Une coordination entre l’agenda 2030 et l’accord de Paris sur les changements climatiques permettra d’éviter la redondance des actions, réduisant ainsi les coûts, et de mettre en œuvre l’agenda 2030 d’une manière systémique en profitant des réalisations atteintes dans le cadre des accords de changements climatiques et des CND. La liaison des deux agendas permettra aussi de surmonter les obstacles en cernant les enjeux systémiques, et de revoir les ambitions à la hausse pour une planète et des communautés résilientes face aux changements climatiques. Ainsi, la connexion des politiques de développement durable dans le cadre de l’agenda 2030 aux CND maximisera les bénéfices et assurera la complémentarité des actions. Cette liaison est d’autant plus cruciale que les changements climatiques peuvent freiner la réalisation des ODD, et même, les éloigner. La liaison du financement pour le climat avec celui du développement pourrait aussi augmenter l’impact global et améliorer la situation de millions de pauvres (Banque Mondiale, 2013; Brandi, Dzebo, et Janetschek, 2017; Northrop, Biru, Lima, Bouye, et Song, 2016).

### 3. ÉLABORATION DES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES, ET INTÉGRATION DES ODD

Ce chapitre traitera de la mise en œuvre d'engagements internationaux et de la définition de cibles nationales selon les réalités et priorités de chaque pays. L'intégration de ces cibles et leurs interactions dans la priorisation et la mise en œuvre des ODD impliquent une négociation avec toutes les parties prenantes et l'utilisation des outils transversaux existants. Cela mènera finalement à traiter les indicateurs de suivi pour la mise en œuvre au niveau national.

#### 3.1 Planification et mise en œuvre des ODD

L'agenda 2030 ne donne pas de priorité à une dimension ou un domaine par rapport à un autre. Au lieu de cela, il favorise des principes de mise en œuvre tels que le partenariat ou l'évitement des effets de débordement (Nilsson et Persson, 2017). Cependant, la première chose à faire est de sonder la situation, c'est-à-dire chercher à savoir où en on est quant à l'avancement vers les cibles par rapport aux ambitions de l'agenda 2030. Ensuite, vu un contexte particulier, les parties prenantes peuvent se mettre d'accord sur des objectifs ou des cibles à privilégier sur le court ou moyen terme avant de passer aux autres (SDSN, 2015). L'intégration de l'agenda 2030 dans les politiques nationales doit donc laisser le champ libre à l'interprétation contextuelle et au choix de priorités nationales (Nilsson et Persson, 2017).

Vu le nombre élevé des ODD, on peut vite oublier de faire le suivi de l'un d'entre eux ou de l'une de ses cibles. Afin de minimiser les chances pour que cela arrive, un plan doit être établi dès le début de la mise en œuvre. Le *backcasting* est une méthode qui a fait ses preuves pour la planification sur le long terme. Cette méthode part d'une situation désirée et détermine un chemin pour y arriver à partir de la situation actuelle (Kanter et al., 2016; SDSN, 2015). Au cœur de ce processus, il y a la cartographie des différentes cibles et étapes importantes servant à diriger la progression, en incluant les besoins financiers dont ceux pour assurer le suivi des réalisations. Ensuite, des méthodes de collecte des fonds nécessaires, que ce soit à travers la mobilisation des ressources domestiques, l'APD, l'implication des acteurs privés, ou autres, doivent être envisagées et mises en œuvre (SDSN, 2015).

Au cours de la mise en œuvre de l'agenda 2030, des problèmes peuvent surgir et retarder la progression. Le PNUE propose l'utilisation de l'outil *Sustainable Development Goals Acceleration and Bottleneck Analysis* (SDG ABA) en cinq étapes pour faire face à ces défis. La première étape est l'identification de leviers d'action, en ligne avec les priorités nationales et retardant la progression et pouvant accélérer celle-ci, tout en identifiant leurs impacts potentiels sur les différentes cibles de cet agenda. Puis il faut relever les défis clés liés à ces accélérateurs ainsi que les facteurs de changements. Le gouvernement doit impliquer tous les acteurs en assurant une participation équitable de toutes les parties prenantes, quels que soient leurs pouvoirs d'influences. L'État doit disposer de données suffisantes et désagrégées pour pouvoir profiter d'analyses quantitatives dans cette tâche. La deuxième étape est celle de

l'identification et de la priorisation des interventions potentielles. Tout d'abord, pour identifier celles-ci, il faut partir des plans et des rapports nationaux ainsi que des consultations avec des agences de développement et s'assurer de leur effectivité tout en se basant sur des approches scientifiques. Il faut ensuite évaluer ces interventions et les prioriser en se basant sur des critères qui prennent en compte le contexte national et l'environnement permettant leurs mises en œuvre. La troisième étape consiste en une analyse des goulots d'étranglement à travers tout le cycle de vie de l'intervention, depuis les premiers stades de conception jusqu'à la mise en œuvre et l'offre de services finale. Cette analyse commence par une cartographie de toutes les étapes de mise en œuvre. Une fois les goulots d'étranglement identifiés, ceux-ci sont classés et priorisés en privilégiant les goulots dont l'enlèvement aura le plus grand impact ou ceux qui bloquent la progression sur de multiples interventions ainsi que ceux à caractère transversal qui pourraient débloquent la progression vers plusieurs ODD. Lors de la quatrième étape, des solutions sont déterminées pour chaque goulot d'étranglement, parfois un goulot peut avoir plus d'une solution, ensuite les priorités sont établies parmi la liste complète de ces solutions et en se basant sur des consultations des parties concernées ou des évaluations gouvernementales. Enfin, la dernière étape est l'élaboration d'un pacte pour la mise en œuvre et le suivi de la progression vers les cibles nationales. Cette étape assure la coordination des interventions d'accélération et la mise en œuvre réussie des solutions identifiées tout en tenant les acteurs responsables. (PNUE, 2017)

### **3.2 Outils et défi d'intégration et de gouvernance des ODD**

Les ODD, par leur nombre et leur complexité, posent de grands défis de gouvernance. Pour une mise en œuvre réussie, une gouvernance efficace est alors primordiale. Cette importance a été affirmée dans l'agenda 2030 et surtout à travers les cibles de l'ODD 16. La gouvernance se préoccupe de la façon d'agir et des interactions possibles en vue d'atteindre un objectif ainsi que de l'adhésion des acteurs du développement aux décisions collectives, elle dépend ainsi de l'action et du consensus collectifs (Wahlandt Selhag, 2016). Bowen et al.(2017) ont ainsi identifié trois défis centraux pour la réussite de l'agenda 2030. Ces trois défis de gouvernance, soit l'action collective couplée à des décisions inclusives, des compromis basés sur l'équité et la justice ainsi que des synergies où c'est possible, et enfin, la mise en place de mécanismes pour tenir les acteurs sociaux responsables de leurs engagements, sont cruciaux pour une intégration réussie de l'agenda 2030 (Bowen et al., 2017).

Ces trois défis sont interreliés, par exemple, des acteurs peuvent être réticents à participer à une action collective à moins que les autres soient tenus responsables à travers des mécanismes transparents et impartiaux. À ces trois défis, on ajoute l'intégration des ODD et leur cohérence avec les programmes politiques nationaux et internationaux.

### 3.2.1 Outils d'intégration

L'intégration des ODD est un défi important à relever dans le cadre de l'agenda 2030. En effet, l'intégration des ODD dans les agendas politiques existants constitue le point d'entrée pour la mise en œuvre de celui-ci. Des politiques trop spécialisées et pas suffisamment intégrées peuvent échouer à atteindre leurs objectifs. De plus, l'intégration de l'agenda 2030 devra relever les défis imposés par sa nature non conventionnelle qui requiert des décisions qui vont au-delà des cycles politiques, par des procédures bureaucratiques complexes qui ne favorisent pas la coordination (Nilsson et Persson, 2017).

L'intégration politique peut prendre plusieurs formes, mais dans tous les cas elle fait appel à la coordination entre différents secteurs et implique la priorisation de certains objectifs par rapport à d'autres (Visseren-Hamakers, 2015). L'intégration est adaptée pour inclure un large éventail d'acteurs. Cette intégration peut aussi réduire le coût de mise en œuvre des politiques gouvernementales (Tosun et Lang, 2017). Il y a deux dimensions de l'intégration, soit la dimension verticale et la dimension horizontale. La première réfère à la centralité des objectifs poursuivis par rapport aux différents paliers du gouvernement tandis que la deuxième réfère à l'intégration de considérations transsectorielles (Koide et Akenji, 2017).

La littérature scientifique a ainsi défini plusieurs outils et concepts de l'intégration politique. Parmi ceux-ci, il y a des concepts centrés sur la structure du gouvernement, et d'autres sur le processus de gouvernance, certains privilégient la hiérarchisation ou se préoccupent de l'insertion de nouveaux programmes dans un programme politique existant alors que d'autres placent la demande des citoyens au centre de leurs préoccupations. Toutes ces notions visent à résoudre les problèmes associés à certaines politiques ou à améliorer les services publics. La plupart de ces outils ont été développés pour résoudre les problèmes dus à la compartimentalisation poussée des différents départements et ministères au sein du gouvernement dans l'accomplissement de leurs fonctions (Tosun et Lang, 2017). Une dernière perspective intègre ces préoccupations dès les premiers stades de l'élaboration des politiques en encourageant l'évaluation de leurs compatibilités avec le programme politique en place (Tosun et Lang, 2017).

Afin de réussir l'intégration des ODD, celle-ci doit reposer sur des modèles capables de détecter et d'analyser les effets dynamiques des interdépendances (Collste, Pedercini, et Cornell, 2017). D'après une analyse de 80 modèles basée sur des critères scientifiques tels que la prise en compte de cette interdépendance ainsi que des critères d'applicabilité tels que l'utilité pour la conception de politiques appropriées, les modèles les plus adaptés pour une mise en œuvre réussie sont les modèles hybrides qui combinent des approches *top down* et *bottom up* (Allen, Metternicht, et Wiedmann, 2016).

### **3.2.2 Cohérence**

La cohérence et l'intégration ont des significations très proches et sont utilisées parfois de manière interchangeable (Koide et Akenji, 2017). La cohérence concerne la coordination des interventions à travers différents secteurs, et plus particulièrement, elle veille à ce que les impacts émanant de la progression vers une cible ne se répercutent pas négativement sur les efforts pour réaliser une autre. Cette cohérence peut être davantage renforcée par la compréhension des interactions entre les divers objectifs et cibles de l'agenda 2030 (Griggs, Nilsson, Stevance, et McCollum, 2017). La cohérence des programmes politiques et des ODD a été incluse dans la cible 17.14 de l'agenda 2030. Parmi les outils de l'intégration politique, certains réussissent à assurer la cohérence des différentes politiques, mais le gouvernement doit toujours vérifier la cohérence de celles-ci. Il faut donc veiller à assurer la cohérence des engagements lors de l'intégration des ODD dans les agendas nationaux. Il y a deux aspects de la cohérence. D'abord, il y a la cohérence horizontale qui concerne comment les dimensions économique, sociale et environnementale sont agencées dans les programmes politiques et comment les priorités sont fixées. Ensuite, le deuxième aspect est la cohérence verticale qui concerne la compatibilité entre les objectifs à différents niveaux de gouvernance, par exemple, entre ceux fixés internationalement et ceux qui en découlent au niveau national (Hujo et Braumann, 2016). Afin d'assurer la cohérence des stratégies et politiques gouvernementales dans le cadre du développement durable et de l'agenda 2030, il faut ainsi un engagement politique au plus haut niveau. Il faut aussi miser sur une intégration des approches de mises en œuvre pour prendre en compte les interdépendances, une planification intergénérationnelle sur le long terme, une évaluation des effets potentiels, la participation locale et régionale des parties prenantes, une coordination entre les institutions impliquées et un suivi des réalisations (OCDE, 2017b).

### **3.2.3 Action collective et participation**

L'action collective est nécessaire afin de renforcer la participation indispensable de tous les acteurs de la société et la compréhension mutuelle des acteurs et de mettre sur la table les intérêts, parfois divergents, des différentes parties prenantes qui ont des préoccupations différentes. En effet, des objectifs communs sont indispensables à n'importe quelle démarche de développement durable (Wahlandt Selhag, 2016). L'action collective émerge d'un processus décisionnel inclusif et est la seule manière de garantir la satisfaction de tout le monde. L'interaction entre des acteurs à travers les différents secteurs, juridictions et niveaux de gouvernance est une condition essentielle pour prendre la meilleure décision. Cependant, cette interaction est souvent asymétrique du fait de la nature des différents intervenants ainsi que de leurs pouvoirs d'influence. Introduire des mesures réglementaires, former les acteurs aux problématiques multisectorielles ou supporter financièrement la recherche pour les initiatives politiques sont des mesures parmi d'autres pour remédier à cette situation (Bowen et al., 2017). De plus, l'institutionnalisation peut aussi servir à légitimer les changements et renforcer les



décisions, cependant, elle peut être assez malléable face à des priorités politiques changeantes (Nilsson et Persson, 2017).

### **3.2.4 Identification des compromis et des synergies potentiels**

L'agenda 2030 est novateur à plusieurs titres tels que le fait qu'il incorpore explicitement un objectif de production et de consommation responsable que les agendas précédents ont échoué à atteindre. Une analyse des cibles de l'agenda 2030, en excluant celles concernant les moyens de mise en œuvre, en a recensé 60 faisant explicitement référence à un autre ODD que celui sous lequel elles sont listées, et 19 faisant référence à au moins trois ODD. L'ODD 12 et l'ODD 10 renforcent particulièrement cette interconnexion en liant plusieurs ODD. Cependant, il y a des interdépendances qui sont scientifiquement valables alors qu'elles ne sont pas suffisamment explicites dans la formulation des cibles. Par exemple, le lien des ODD avec l'industrialisation ou celui entre l'acidification des océans et l'augmentation des concentrations atmosphériques de CO<sub>2</sub> ne sont pas clairement formulés dans les cibles de l'agenda 2030 (Le Blanc, 2015). Toutefois, L'ODD 14 présente des interdépendances avec tous les autres ODD alors que la majorité de ces liens n'est pas explicite. La grande majorité de celles-ci représente des synergies positives alors que seulement sept interactions peuvent être conflictuelles dépendamment du contexte (Singh et al., 2017). L'adoption des ODD et leur implémentation aux niveaux national et local constituent ainsi une opportunité pour plus d'intégration politique. De plus, les 42 cibles concernant la mise en œuvre de l'agenda 2030 ainsi que l'ODD 17 demeurent silencieuses sur ces interdépendances. Ceci laisse la porte ouverte aux effets non désirés (Stafford-Smith et al., 2016).

Les cibles de l'agenda 2030 peuvent être conflictuelles dépendamment de leur contexte et des stratégies poursuivies, le progrès vers une cible peut ainsi favoriser ou contraindre le progrès vers une autre, l'avancement dans une région ou un pays peut limiter les possibilités pour d'autres. De plus, ces effets ne sont pas toujours symétriques et dépendent du contexte national ou régional. Le progrès vers toutes les cibles simultanément ne sera donc pas toujours possible et des compromis devront alors être faits. Une compréhension approfondie des interactions entre les cibles permettra donc d'éviter des effets non intentionnels (Griggs et al., 2017). Cependant, les propriétés systémiques de l'agenda 2030 ne sont pas encore maîtrisées (Weitz, Carlsen, Nilsson, et Skånberg, 2017). Des institutions fortes et compétentes ainsi que les moyens de mise en œuvre à disposition de l'agenda 2030 sont des éléments clés pour transformer le potentiel de synergies en réalité (Griggs et al., 2017). Pour faire les bons compromis et déterminer les synergies qui prennent en compte les effets systémiques pour garantir la cohérence des politiques gouvernementales, il est important de se doter d'outils pour maîtriser les compromis inévitables et déterminer les synergies possibles ainsi que les règles pour faire les bons choix en satisfaisant toutes les parties prenantes (Wahlandt Selhag, 2016). Pour cela, quelques auteurs conseillent de recourir à une approche qui englobe un grand nombre de thématiques et de prioriser les cibles qui s'alignent avec les priorités nationales ou institutionnelles déjà en place (Bowen et al., 2017). Les acteurs

du développement doivent particulièrement se concentrer sur les interconnexions des moyens de mise en œuvre, incluant la cohérence des politiques, le partenariat et le suivi, à travers différents secteurs, ainsi que parmi des pays à différents stades de développement, pour une meilleure implémentation (Stafford-Smith et al., 2016).

### **3.2.5 Suivi et responsabilisation**

Il est aussi primordial de se doter d'indicateurs pour diriger les stratégies et politiques gouvernementales. Ceux-ci doivent respecter un certain nombre de critères, dont un nombre limité, être simples et facilement utilisables dans les processus politiques, permettre une haute fréquence de suivi, être basés sur le consensus et la science, et l'universalité parmi d'autres (SDSN, 2015). Ces indicateurs peuvent aussi servir à mesurer les progrès et être de bons outils d'apprentissage et de communication et fournir les bases pour les décisions gouvernementales. Ils permettent, en effet, de quantifier des concepts complexes et de réduire la complexité. Toutefois, il est important de garder en tête leurs limites, car ils sont toujours construits et interprétés sur la base de considérations subjectives (Wahlandt Selhag, 2016). Dans cet ordre d'idée, la responsabilisation des acteurs du développement quant au respect de leurs engagements est une modalité nécessaire de la mise en œuvre de l'agenda 2030. Celle-ci requiert la considération de quatre aspects (Bowen et al., 2017) : des standards pour la normalisation du comportement des acteurs, la relation entre les évaluateurs et les acteurs tenus responsables, la manière dont le comportement de ces derniers est évalué, et comment ils répondent de leurs actions. L'évaluation doit reposer sur des outils qui prennent en compte les interactions entre les cibles de l'agenda 2030 ainsi que leurs impacts à travers différents secteurs (Nilsson et Persson, 2017). Un système de collecte de données et de suivi pourrait être le cadre idéal pour une telle évaluation. Cependant, la nature non contraignante de l'agenda 2030 limite son efficacité (Bowen et al., 2017). Afin de pallier cette situation, un système d'information et d'incitation peut servir à renforcer cette efficacité et contribuer à la réussite de l'agenda 2030. La mise en œuvre de cet agenda sera nécessairement un processus itératif, il est alors important de se doter de politiques perméables aux innovations (Wahlandt Selhag, 2016).

## **3.3 Outils transversaux pour une approche holistique et transsectorielle**

Cette section expose quelques approches et concepts qui pourraient aider à la mise en œuvre de l'agenda 2030

### **3.3.1 Approches sociales**

La croissance économique se fait souvent aux dépens de l'équité sociale. L'empreinte sociale mesure ainsi les impacts sociaux à travers toute la chaîne logistique pour délivrer un produit, remplir la mission d'une organisation ou satisfaire les besoins d'un pays (Xiao, Norris, Lenzen, Norris, et Murray, 2017). Cette mesure montre que la majorité des pays a encore des impacts négatifs significatifs. Ainsi,

l’empreinte sociale des pays en développement est affligée par les discriminations dont souffrent leurs secteurs économiques dans les marchés des pays développés tandis que celles de ces derniers reflètent celles de la provenance de leurs importations (Xiao et al., 2017). De plus, le capital humain est une composante essentielle de la richesse d’une nation. Ainsi, une comparaison des richesses du Maroc avec celles de pays similaires de la même région fait ressortir la pauvreté de celui-ci à cause de ses investissements insuffisants pour améliorer la situation de son capital humain (Banque mondiale, 2018).

Les communautés pauvres sont souvent celles qui sont le plus exposées aux impacts des inégalités. Il faut donc briser le cercle vicieux de pauvreté et d’exclusion sociale et économique. L’expérience montre que la conception de politiques sociales à travers la perspective de la protection sociale est efficace pour résoudre les problèmes des inégalités sociales et renforcer leurs complémentarités et la coordination intersectorielle. Cependant, leurs contextualisations et leurs formulations progressives, le consensus politique ainsi que leur fondement sur des arguments scientifiques novateurs sont des éléments nécessaires pour assurer leur effectivité à produire des changements sociaux durables et catalyser la transformation des structures économiques et sociales (Hujo et Braumann, 2016). Ainsi, les politiques de protection sociale ont plus de chances de réussir lorsqu’il y a un processus de dialogue qui intègre les différentes communautés sociales et des institutions qui coordonnent effectivement l’intégration des préoccupations de différents secteurs. Ces politiques doivent aussi intégrer des mesures qui favorisent un travail décent pour tous tout en intégrant la perspective du genre, et être formulées dans le cadre des droits de l’homme universels (Hujo et Braumann, 2016). De plus, leur effectivité augmentera si la complémentarité avec la politique industrielle ainsi que les considérations environnementales sont prises en compte. Ces politiques de protection sociale doivent aussi se baser sur des modèles innovants de partenariats public-privé avec les communautés locales (Hujo et Braumann, 2016).

L’économie sociale et solidaire (ESS) est apparue à la suite de l’organisation de plus en plus de gens en coopératives œuvrant pour assurer leurs subsistances économiques. Cet objectif contraste avec celui des sociétés privées dont le principal objectif est la recherche du profit. Les organisations dont le travail s’inscrit dans le cadre de l’ESS incorporent une chaîne de valeurs plus équitable, sont plus démocratiques et favorables à la distribution équitable des gains. Cette propriété fait d’elle une stratégie hautement efficace pour atteindre beaucoup de cibles dans l’agenda 2030. Par ailleurs, elle contribue aussi à la mobilisation des ressources domestiques (*Inter-Agency Task Force on Social and Solidarity Economy* [TFSSE], s. d.).

### **3.3.2 Consommation et production responsables**

Bien qu’elle ait été relevée depuis le sommet de Rio en 1992, aucun programme politique n’a réussi à mettre en place une consommation et une production responsables. De plus, quand elle fait l’objet de préoccupations environnementales, elle est traitée souvent isolément des autres stratégies gouvernementales alors que c’est un aspect qui doit être incorporé dans toutes les actions du

gouvernement. De plus, lorsque le gouvernement s'en préoccupe, c'est souvent seulement le ministère de l'Environnement qui s'en charge (Koide et Akenji, 2017).

L'agenda 2030 représente ainsi une occasion pour intégrer la consommation et la production responsables, et d'en faire un aspect qui touche à tous les aspects du développement, de développer de nouveaux indicateurs qui lient l'économie à l'environnement et de renforcer les capacités pour la production de ces données ainsi que leur suivi. L'importance de cet objectif a été illustrée par l'adoption d'un ODD complètement consacré à cela, soit l'ODD 12. La première cible au sein de cet ODD appelle à suivre et appliquer les *10 Years Framework Program* (10YFP), ceux-ci ont été spécialement encouragés par la résolution ayant adopté les 17 ODD (Nations unies, 2015). Six programmes sont actuellement mis en œuvre dans le cadre du 10YFP. Ces programmes se concentrent sur l'achat public durable, le tourisme durable, la construction durable, les systèmes d'alimentation durable, les modes de vie et l'éducation durable, et enfin l'information des consommateurs quant aux produits qu'ils achètent (« What is the 10YFP? », 2016). Ces programmes sont centrés sur la création de synergies et la coopération ainsi que la reproduction à plus grande échelle, des pratiques qui ont réussi en matière de consommation et de production responsable, et enfin, la conception et l'accompagnement de nouveaux projets axés sur la consommation et la production responsable (PNUE, 2016).

Le système de comptabilité environnementale économique (SCEE), élaboré dans la section 3.5, est un outil qui pourrait ainsi servir de cadre à la transition vers la consommation et la production responsables (Statistics Sweden, Ministerio del Medio ambiente, Chile, et PNUE, 10YFP, 2016).

### **3.3.3 Outils de l'économie verte**

Afin de découpler la dégradation environnementale du développement économique tout en assurant une plus grande inclusivité, plusieurs concepts ont vu le jour. L'économie verte, introduite au premier chapitre, est parmi ceux-ci et vise à compléter les outils économiques en vue d'une durabilité améliorée. Elle favorise ainsi l'émergence de solutions qui respectent l'environnement tout en assurant une plus grande équité sociale. De plus, elle a aussi le potentiel d'améliorer la performance économique sur le long terme. Pour cela, la gouvernance des ressources naturelles doit être améliorée en mettant des prix à leurs exploitations qui reflètent leurs raretés. Cela aurait pour effet d'envoyer les bons signaux et d'encourager la recherche pour trouver des solutions durables. (PNUE, 2011)

Pour arriver à cet objectif, elle peut faire usage de politiques industrielles dont le but est d'adapter l'économie aux changements de technologies et de marchés. L'économie verte peut ainsi profiter d'une conception réfléchie de ces politiques pour la coordination d'investissements indépendants, la subvention des processus de recherche dans les premières phases, la promotion des industries propres et le renforcement de la transparence des marchés. Cette conception doit être inclusive et permettre aux acteurs gouvernementaux de sonder une multitude diversifiée d'acteurs économiques afin de cerner le

comportement de différents secteurs économiques tout en anticipant les obstacles et en profitant des opportunités d'amélioration (Attenburg et Assman, 2017). Afin de garantir l'efficacité de cette politique, le gouvernement doit maintenir une autonomie complète dans la prise de décision et pouvoir utiliser des instruments punitifs contre son détournement abusif. De plus, elle doit faire l'objet d'évaluations périodiques et les résultats doivent servir à tenir les acteurs politiques responsables (Attenburg et Assman, 2017).

À ce jour, aucun pays n'est encore arrivé à découpler son développement économique de sa consommation des ressources naturelles. Il n'existe donc pas encore de modèle à suivre ou de conseils pratiques aussi bien pour les pays développés que ceux en développement (Attenburg et Assman, 2017). Cependant, des stratégies visant à orienter le développement économique dans la bonne direction commencent à se dégager. Ainsi, l'écoblabe peut être un bon moyen pour les compagnies privées d'atteindre des clients soucieux de préserver l'environnement, mais les coûts supplémentaires peuvent constituer un obstacle pour les populations pauvres. Cependant, le gouvernement peut intervenir pour remédier aux effets négatifs non désirés en promulguant des lois et règlements qui renforcent l'efficacité de cette stratégie.

La promotion ainsi que l'innovation et la diffusion en matière de technologies vertes sont aussi des mesures qui ont fait leurs preuves. Ces mesures peuvent être favorisées à travers des investissements dans la recherche ainsi qu'une capacité améliorée à maîtriser, adapter et mettre en place les technologies importées. Parmi les effets potentiels de la promotion des technologies vertes est la diffusion de connaissances qui peut davantage renforcer les capacités du secteur économique à maintenir ses engagements et attirer de nouveaux acteurs vers une croissance verte (Attenburg et Assman, 2017).

Enfin, des instruments économiques peuvent aussi servir pour une politique industrielle verte. Ces instruments comprennent des taxes, des réformes des subventions pour les carburants fossiles ainsi que des systèmes de plafonnement et d'échange tels que le marché du carbone ou les systèmes de quotas de pêches. Ces instruments peuvent se révéler plus efficaces que des approches de *command and control*. La coordination internationale est alors cruciale pour leur succès. En effet, si les pays recourent à des mesures protectrices en réduisant les taxes sur les énergies fossiles pour les entreprises domestiques afin de maintenir leurs compétitivités, cela peut annuler complètement l'objectif environnemental. De plus, les fonds collectés par ces instruments doivent servir à encourager l'établissement de projets et d'infrastructures durables. L'élaboration d'une politique industrielle verte doit aussi faire attention à respecter l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (AGETAC) ou d'autres accords conclus dans le cadre de l'OMC ainsi que les traités bilatéraux et multilatéraux. Par exemple, selon l'AGETAC aucun État ne peut accorder un traitement préférentiel aux entreprises domestiques en pénalisant lourdement les sociétés étrangères. Toutefois, il existe quelques exceptions telles que dans le

cas des espèces protégées ou celui des pays les moins développés ou lorsqu'un État veut protéger une industrie naissante. (Attenburg et Assman, 2017)

Dans le cadre de l'économie verte, le gouvernement doit éliminer les secteurs les plus polluants et les remplacer par des alternatives vertes. Les premiers secteurs à éliminer devraient être ceux avec des effets environnementaux dévastateurs tout en profitant de subventions conséquentes et ayant peu d'opportunités d'améliorations et ayant des alternatives plus environnementales. Ce choix doit aussi prendre en compte les options qui accéléreront davantage la transition. L'encouragement des secteurs ou activités plus environnementaux doit aussi constituer l'un des piliers d'une politique industrielle verte lorsque des alternatives sont bien définies (Attenburg et Assman, 2017). Toutefois, ces actions dépendent du contexte national. La transformation du tissu économique doit être graduelle et être accompagnée de mesures protégeant les communautés vulnérables ainsi que les compagnies affectées et non visées. L'importance de la sensibilisation du public quant à la pertinence de ces choix et aux bénéfices qui en découlent a été démontrée dans plusieurs cas (Attenburg et Assman, 2017).

L'économie verte pourrait dépasser les modèles traditionnels et apporter plus d'opportunités d'emploi dans le moyen à long terme. Ainsi, pour réussir cette transition, il suffirait d'investir chaque année 2 % du PIB mondial (PNUE, 2011). Cependant, la transition vers une économie verte va nécessairement impliquer des changements au niveau des compétences requises. Ainsi, des emplois vont disparaître au profit des activités plus vertes. Des programmes de requalification de la main-d'œuvre doivent donc être mis en place pour accompagner celle-ci dans cette transition. Ceci peut être accompli par des entreprises spécialisées dont l'activité principale serait l'accompagnement professionnel (Attenburg et Assman, 2017).

Pour faire les bons choix, l'analyse de cycle de vie et l'analyse coûts-bénéfices sont des outils de prise de décisions qui peuvent être utilisés, aussi bien par les entreprises que par les acteurs politiques. Par ailleurs, des mesures d'éco-efficacité peuvent aussi supporter l'évolution vers des modes de production durables, déterminer les changements à accomplir à travers toute la chaîne de valeurs et encourager l'innovation. L'éco-efficacité prend en compte l'offre de produits et services à des prix compétitifs qui satisfont aux besoins humains et améliorent la qualité de vie tout en diminuant les impacts écologiques tout au long de leurs cycles de vie et en respectant la capacité de support de la planète (Caiado, de Freitas Dias, Mattos, Quelhas, et Leal Filho, 2017). Cette mesure est donc en ligne avec les ambitions de l'agenda 2030. Cependant, son utilisation doit être couplée à des indicateurs sociaux pour intégrer les trois dimensions du développement durable.

L'économie circulaire est un concept compatible avec une économie verte. Dans ce cadre, on vise le réemploi, la réutilisation, le recyclage ou la valorisation de toutes les matières résiduelles de telle façon à ce qu'aucune matière ne soit envoyée à l'enfouissement ou ne soit destinée à l'incinération. De cette manière, on diminue le problème de pollution atmosphérique et de contamination des sols et des

aquifères. Par la même occasion, la consommation de ressources naturelles est atténuée favorisant ainsi son découplage avec la croissance économique. Les recherches allant dans ce sens permettent de trouver des utilisations pour des rebus issus de procédés de fabrications de divers produits. Par exemple, les poils couvrant les graines de coton ont des propriétés absorbantes qui en font de bons agents de décontamination des sols (Attenburg et Assman, 2017). La récupération de matières résiduelles peut aussi être accomplie dans le cadre de la collecte d'un produit spécifique tel dans le cadre d'une responsabilité élargie des producteurs. L'écologie industrielle qui a été développée pour des écosystèmes industriels est un concept qui va encore plus loin. Celui-ci encourage l'utilisation de tous les effluents industriels comme intrants dans les processus de fabrication ou de synthétisation d'autres produits ou du même produit. Cette démarche permet aux entreprises de contribuer au développement durable tout en conservant leur avantage compétitif. Dans cette démarche, les bilans d'énergie et de matière peuvent être utilisés pour déterminer les besoins. L'écologie industrielle est ainsi une bonne stratégie pour une production et une consommation responsable. Les ODD 7, 9 et 13 peuvent aussi bénéficier d'une telle stratégie. De plus, ce concept peut aussi être utilisé pour promouvoir la culture du développement durable au sein des entreprises (Sullivan, Thomas, et Rosano, 2018).

Malgré la définition du PNUE, les démarches d'économie verte manquent d'intégrer une dimension sociale. Ainsi, ces politiques pourraient bénéficier en intégrant des mesures qui ont le potentiel de mobiliser les pauvres à son profit telles que la subvention des énergies vertes pour les plus démunis. De plus, leur prise en compte de la résilience des communautés ou de l'environnement contribuera beaucoup à leur succès.

### **3.3.4 Approche écosystémique**

Les outils d'économie verte présentés jusqu'à maintenant cherchent à établir un compromis entre la croissance économique et la protection environnementale. Ces outils font partie de l'économie de l'environnement. De l'autre côté, il y a l'économie écologique qui s'organise autour des enjeux environnementaux et qui remet en cause la substituabilité de la dimension environnementale. Afin d'éviter l'apparition et l'aggravation des problèmes systémiques environnementaux, il faut délaisser les paradigmes de la croissance économique dans le cadre des modèles traditionnels au profit d'approches écocentriques et adapter conséquemment nos programmes d'éducation et de formation (Gorobets, 2014).

Parmi les approches qui tendent vers ce côté, il y a celles qui se concentrent sur les services écosystémiques. En effet, ces services se chiffraient à 125 billions USD en 2011, mais il faut aussi prendre en compte que cette valeur a diminué annuellement de 20,2 billions USD depuis 1997 (Kubiszewski, Costanza, Anderson, et Sutton, 2017). En effet, l'évaluation des écosystèmes pour le millénaire avait déjà trouvé que 60 % des services écosystémiques étaient en déclin (Kumar, 2017). Les services d'approvisionnement sont souvent ceux qui sont perçus comme importants aux dépens des

services de régulation (Geijzendorffer et al., 2017; Wood et al., 2018). Cette attitude risque de compromettre les efforts de mise à profit des services écosystémiques et de produire des résultats mitigés dans le cadre de l'agenda 2030. Or, chacun des types de services est destiné à satisfaire des besoins particuliers des communautés concernées (Geijzendorffer et al., 2017). Cela montre que des efforts doivent encore être faits pour combler ces lacunes.

Dépendamment des politiques poursuivies, surtout en ce qui concerne le changement d'usage des terres, le flux annuel des services écosystémiques pourrait davantage diminuer ou augmenter. Les approches qui ont plus de chances d'augmenter ce flux sont celles qui privilégient la restauration des terres dégradées et des écosystèmes perdus (Kubiszewski et al., 2017). Ainsi, la restauration des terres pourrait retourner 7 à 30 USD pour chaque dollar investi et rapporter 6,3 billions USD annuellement (Ding et al., 2017). Ces bénéfices vont au-delà du domaine environnemental et incluent l'augmentation des opportunités d'emploi et l'atténuation des changements climatiques, entre autres. Toutefois, malgré ces bénéfices, les investissements restent encore en dessous des besoins. Ce manque se chiffre aux alentours de 300 milliards USD annuellement. Cela est dû, entre autres, au long terme des investissements et au caractère public de la plupart des bénéfices (Ding et al., 2017).

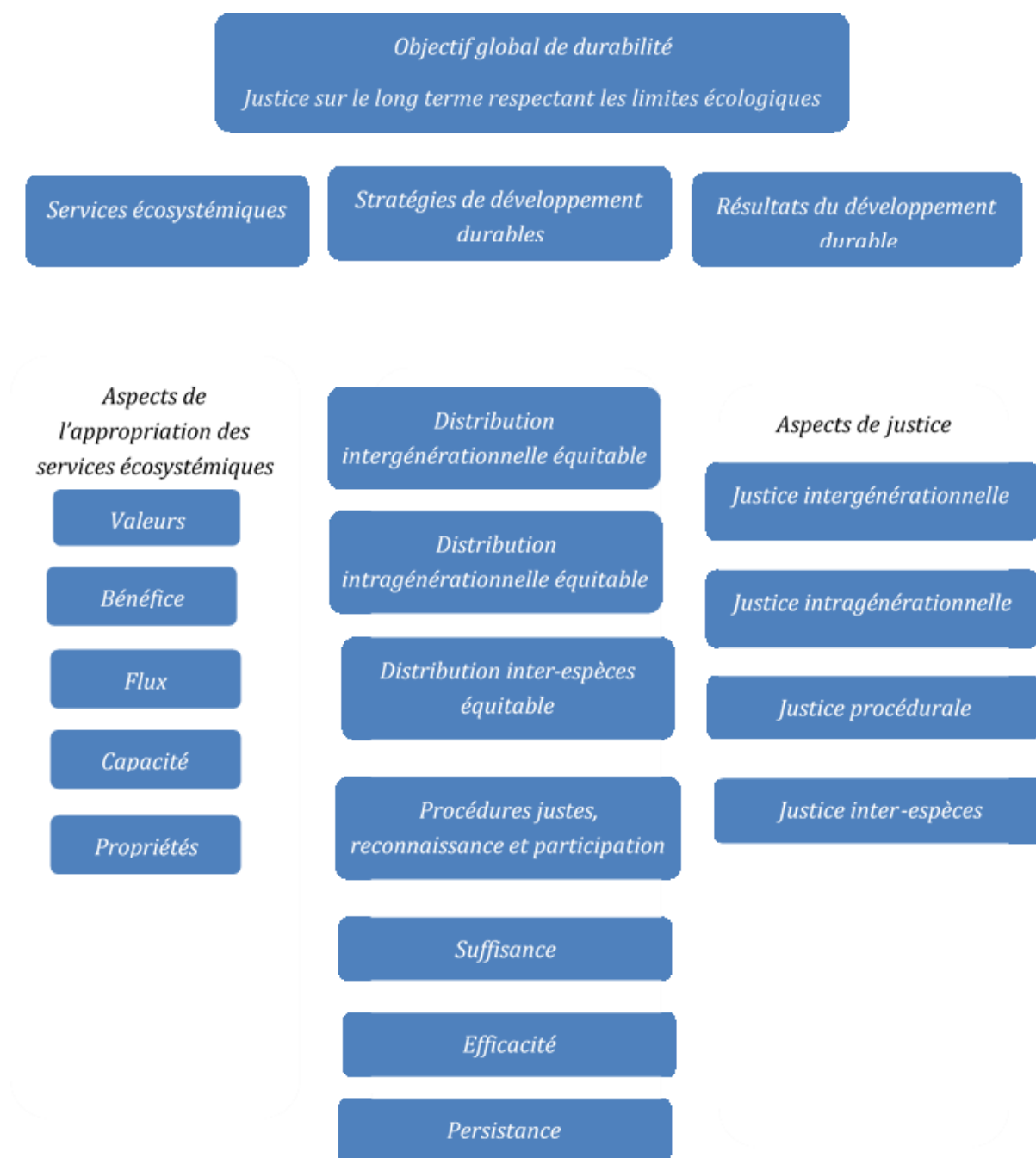
Les ODD pourraient remédier à cela. En effet, les services écosystémiques jouent un rôle important pour 12 des 17 ODD (Geijzendorffer et al., 2017; Wood et al., 2018). Les cibles de l'agenda 2030 dépendent souvent d'une combinaison de ces services tandis que ces derniers contribuent aussi souvent à des cibles à travers plusieurs ODD (Wood et al., 2018). Par exemple, les infrastructures écologiques, terme souvent utilisé pour désigner les écosystèmes naturels dont émanent ces services tels que les forêts pour l'adoucissement des températures et la séquestration de carbone ou les milieux humides pour la purification de l'eau, pourraient supporter ou remplacer les infrastructures humaines (Cumming et al., 2017). Un scénario, élaboré récemment pour prendre en compte les compromis entre l'agriculture d'une part, et la séquestration de carbone et la conservation de la biodiversité d'autre part à l'échelle globale et incorporant les limites planétaires, a déterminé une augmentation de la séquestration de carbone de 98 Gigatonnes de Carbone (GtC) et une diminution du risque pour la biodiversité de 53 %. Dans ce cadre, les forêts tropicales et boréales sont conservées alors que l'agriculture est privilégiée vers les latitudes tempérées de l'hémisphère nord. Cependant, ce scénario a été élaboré avec une productivité de 3000 Kcal/per/j alors qu'elle n'est que de 2750 Kcal/per/j actuellement, de plus, cette approche ne prend pas en compte le besoin de préserver les écosystèmes des latitudes moyennes (Heck, Hoff, Wirsenius, Meyer, et Kreft, 2018).

De telles approches sont plus adaptées pour incorporer les neuf limites planétaires. Elles facilitent aussi la prise en compte de la capacité de support de la planète tout en assurant une distribution intergénérationnelle et intragénérationnelle équitable des richesses. En effet, la préservation de la qualité et des flux des services écosystémiques pourrait davantage bénéficier aux plus pauvres et assurer l'équité



intergénérationnelle ainsi que contribuer à intégrer les laissées pour compte, comme préconisée par l'agenda 2030 (Cumming et al., 2017). Cependant, pour pouvoir profiter de ces services et atteindre plusieurs objectifs en même temps, les politiques et stratégies gouvernementales doivent avoir une compréhension profonde de leurs contributions aux différents ODD. Les acteurs gouvernementaux doivent aussi prendre en compte comment ces services sont délivrés et affectés par les activités humaines (Wood et al., 2018). Des indicateurs doivent aussi être relevés pour tous les aspects influençant la qualité de ces services, surtout dans les régions où ils sont les plus détériorés telles que le bassin méditerranéen (Geijzendorffer et al., 2017).

La figure 3.1 présente les stratégies pour profiter des services écosystémiques dans le cadre du développement durable et se concentre sur les aspects de justice qui peuvent être renforcés.



**Figure 3.1 Les services écosystémiques dans le cadre du développement durable** (traduction libre de : Schröter et al., 2017)

Un service écosystémique présente des caractéristiques intrinsèques telles que sa capacité ainsi que d'autres propriétés supportant sa fonction, et d'autres caractéristiques découlant de son usage par les hommes telles que son flux, les bénéfices qui en découlent et une ou plusieurs valeurs que les bénéficiaires lui accordent. Cet usage peut supporter, en plus de l'équité intragénérationnelle et intergénérationnelle, une équité procédurale apte à prendre en compte des valeurs différentes accordées à un service par différentes communautés, et une équité interspécifique qui prend en compte l'usage du

service par d'autres espèces et reconnaît la valeur intrinsèque des écosystèmes. Afin d'aboutir à ces quatre types de justices, les sept stratégies de la figure 3.1 peuvent être poursuivies. Parmi ces sept stratégies, les quatre premières sont claires par leurs dénominations. La suffisance lie l'usage des services écosystémiques au bien-être et implique que la maximisation de l'usage ne devrait pas être l'objectif de la mise à profit. L'efficacité implique le non-gaspillage et pourrait réduire la pression sur ces services. Enfin, la persistance implique celle des services écosystémiques à travers les générations et prend en compte la capacité de l'environnement à absorber les impacts anthropiques. (Schröter et al., 2017)

Dernièrement, la Plateforme intergouvernementale sur la Biodiversité et les Services écosystémiques (PIBSE) préconise un léger changement de paradigme. Ainsi, des services écosystémiques on passe aux contributions de la nature aux populations. Cette notion a ainsi l'avantage d'inclure un plus grand nombre de perspectives et de ne pas être focalisée sur l'aspect économique. (Díaz et al., 2018)

### **3.3.5 Comptabilité environnementale**

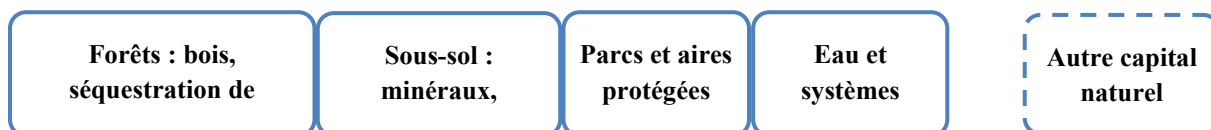
Le PIB ne prend pas en compte tous les aspects du développement. Une entreprise peut ainsi liquider tous ses moyens de production tels que ses machines et ses terres, et avoir des gains à la fin de l'année, mais elle aura perdu sa capacité à produire des richesses pour l'année suivante. L'indice de richesse inclusive (IRI) est un instrument qui a été développé pour remédier à cette limite. Ainsi, en 2014, cet indice a montré que le PIB ne reflétait que 18 % des richesses, alors que le capital naturel et le capital humain représentaient 28 % et 54 % respectivement (Kumar, 2017). L'inclusion de la comptabilité du capital naturel peut favoriser la collaboration et l'innovation, et offrir de nouvelles opportunités de marchés (Ruijs et van Egmond, 2017).

Le capital naturel prend en compte tous les éléments naturels, renouvelables et non renouvelables, pouvant être utilisés pour la génération de revenus, de biens ou de services. En 1993, les Nations unies avaient mis au point et publié le SCEE. Ainsi, les Nations unies définissent celui-ci comme une approche d'évaluation de l'environnement à travers la mesure des flux de ressources naturelles et de services écosystémiques vers l'économie et d'autres activités humaines (Bann, 2016; Recuero Virto, Weber, et Jeantil, 2018). Le SCEE est donc un cadre pertinent pour l'agenda 2030 qui lie l'économie et l'environnement (Bann, 2016; Statistics Sweden et al., 2016). Depuis les années 90, quelques gouvernements ont fait des efforts pour intégrer la comptabilité environnementale dans leurs processus décisionnels, mais il y a eu beaucoup de résistances, surtout de la part des parties affectées (Recuero Virto et al., 2018). Le premier volume de la deuxième révision du SCEE qui couvre des mesures ne suscitant pas de controverse et bénéficiant d'un large consensus au sein de la communauté scientifique a été adopté en 2014 par la commission statistique des Nations unies (CSNU) (Bann, 2016; Bartelmus, 2014).

Le deuxième volume traite de la comptabilité des services écosystémiques. Celui-ci est encore expérimental, car plusieurs notions couvertes font encore débat au sein de la communauté scientifique qui diverge à cause de considérations éthiques (Bordt, 2018). Le SCEE répond directement à la cible 15.9 qui encourage l'incorporation des valeurs écosystémiques dans le processus de planification nationale. Malgré l'utilité de la tenue de comptes pour informer la conception de politiques environnementales et autres, le SCEE n'est pas suffisamment utilisé à cette fin. En effet, les décideurs politiques n'ont pas été impliqués dans son élaboration dès le début (Vardon, Burnett, et Dovers, 2016). À part les obstacles politiques et institutionnels, l'usage de ce système n'est toujours pas suffisant, dû au manque de compétences ou à son utilisation erronée par des statisticiens ou des comptables qui manquent de familiarité avec le SCEE, à la qualité des données ou leur manque, à une coopération insuffisante ou à la complexité du SCEE qui requiert le suivi de beaucoup de paramètres et de financement combiné avec une conception souvent mal adaptée, surtout dans le contexte des pays en développement, et à des lignes directrices qui ne sont pas assez claires (Recuero Virto et al., 2018). De plus, les acteurs gouvernementaux souvent ne sont pas conscients de l'importance du capital naturel et sont réticents à coordonner leurs efforts avec d'autres départements ministériels.

L'intégration du capital naturel dans le système comptable national commence par une quantification biophysique. Les avancées technologiques et l'amélioration des capacités d'analyses des observations par satellite facilitent de plus en plus la quantification des services écosystémiques (Banque mondiale, 2018; Häyhä et Franzese, 2014). Ensuite, il faut avoir suffisamment de données pour supporter la modélisation de ces services et leur utilisation dans le système comptable national ainsi que la comparaison des résultats entre nations. Enfin, la monétisation pose aussi de sérieux défis tels que de trouver des valeurs communes pour des services donnés alors que celles-ci sont souvent basées sur des procédures subjectives. De plus, ces procédures ne donnent pas toujours des résultats adaptés pour l'intégration dans le système comptable national. En effet, certains modèles d'évaluation requièrent des données qui ne sont pas encore disponibles ou pas suffisamment échantillonnées, ou ne performant pas bien à de grandes échelles (Banque mondiale, 2018). La figure 3.2 donne un exemple de modélisation et de monétisation des services écosystémiques en utilisant un modèle d'intrants-extrants.

## Identifier le capital naturel pertinent



## Valuation du capital naturel et comptabilité

Valeurs d'usage directs et indirects, valeurs optionnelles, valeurs de non usage

**Comptes de flux :** offre et demande de commodités, ressources environnementales et résidus d'activités économique ; valeurs physiques et monétaires

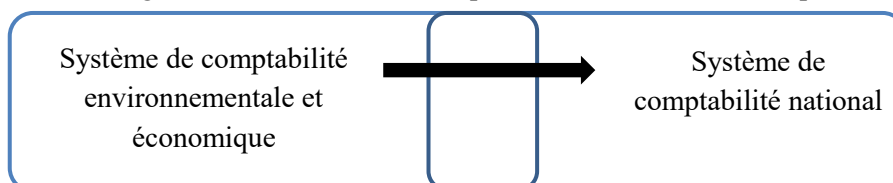
**Comptes de stocks :** ressources environnementales/naturelles et terres ; valeurs physiques et monétaires

**Comptes d'activités :** comptes de dépenses de protection de l'environnement, taxes et subvention environnementales

**Comptes combinés :** information physique/monétaire consolidée, agrégats ajustés à l'épuisement

## Intégration du capital naturel dans le système de comptabilité nationale

Tableau intégré d'intrants-extrants du capital naturel/matrice de comptabilité sociale



## Modélisation de l'équilibre computationnel général

- Montre l'impact des politiques économiques sur l'environnement et vice versa à travers la liaison de tous les secteurs économiques et le reste du monde
- Identifie les facteurs, impacts et réponses économiques affectant l'environnement à travers des mécanismes de rétroaction intersectoriels
- Fournit les indicateurs qui expriment la relation entre l'environnement et l'économie pour la gestion des ressources, la conception et l'analyse de politiques

**Figure 3.2 Étapes d'intégration du capital naturel** (traduction libre de : Ochuodho & Alavalapati, 2016)

L'intégration des différentes composantes de la biodiversité, que ce soit les écosystèmes, les espèces animales ou végétales ou autres, devrait commencer par traiter celles qui font l'objet de politiques ou de stratégies gouvernementales et sont ainsi des priorités pour le gouvernement. La cartographie et la délimitation des écosystèmes sont l'étape la plus importante dans le processus de la comptabilité environnementale écosystémique. Cependant, des informations supplémentaires peuvent aider à améliorer le suivi et la compréhension de l'amélioration ou de la qualité de ces comptes. Toutefois, le manque d'informations adéquates à la bonne résolution spatiale et temporelle, ainsi que sa comparabilité, peuvent compromettre la mise en place d'un tel système de comptabilité. (Programme des Nations unies pour l'Environnement - Centre de Surveillance continue de la Nature [PNUE-CSCN], 2015).

La comptabilité environnementale assigne une valeur monétaire aux flux de ressources naturelles et de services environnementaux afin de fournir aux acteurs politiques une base pour la prise de décisions. En effet, il est souvent difficile pour ces derniers de juger de la pertinence du capital naturel quand ils n'ont aucune information sur les bénéfices qu'ils en tirent pour pouvoir peser le pour et le contre. Bien qu'il existe des modèles et des guides explicatifs pour quantifier ce capital, ces guides sont souvent difficiles à utiliser, et sont souvent écrits par des experts qui maîtrisent les outils de modélisation, sont destinés à leur communauté, et ne sont pas adaptés à tout le monde (Ding et M. Bullock, 2018). Le *World Resources Institute* (WRI) a ainsi produit en janvier 2018 un guide destiné à faciliter la compréhension des outils de modélisation des services écosystémiques pour une décision plus éclairée. La monétisation des services écosystémiques n'est pas encore obligatoire dans le SCEE. Ce n'est qu'à travers l'expérimentation et l'accumulation de savoirs qu'on arrivera à combler nos lacunes et avoir plus de confiance dans cet outil.

## **4. ANALYSE DE LA MISE EN ŒUVRE DES ODD**

Dans ce chapitre, des analyses de la mise en œuvre des ODD dans quatre pays, deux pays développés et deux pays en développement seront réalisées. L'objectif assigné pour ces analyses est de déceler les progrès réalisés et obstacles rencontrés pour mettre en œuvre les ODD.

### **4.1 Grille d'analyse**

Le choix des études de cas s'est fait sur la base des revues nationales volontaires présentées au sommet du FPHN de 2017. Celui-ci se limite aussi aux documents en français ou en anglais. Les cas choisis ont clairement précisé comment l'agenda 2030 sera intégré dans les politiques nationales et ont présenté les cibles prioritaires ainsi que la méthodologie de leurs choix. La localisation des cibles au sein de l'appareil gouvernemental est aussi un critère important pour le choix des études de cas. Les méthodes de suivi et de surveillance des progrès doivent aussi être déterminées. La grille d'analyse est présentée en annexe 1.

Les revues présentées diffèrent sur plusieurs points. Ainsi, la manière de reporter les progrès varie. Il y a des pays qui ont reporté leurs progrès selon leurs priorités, certains les ont reportés selon les cinq P de l'agenda 2030 alors que d'autres ont reporté les progrès pour chaque ODD. Parmi ces derniers, il y a ceux qui ont présenté leurs réalisations concernant tous les ODD alors que d'autres ont seulement reporté les résultats pour les ODD prévus dans le thème du FPHN. Il y a aussi des pays qui ont consacré un chapitre aux mécanismes de mise en œuvre et ceux qui ont disséminé l'information à travers leurs documents. De plus, il y a certains rapports qui ne précisent pas le document politique d'intégration des ODD et d'autres qui ne précisent pas leurs méthodologies de priorisation des cibles (Département des Affaires économiques et sociales des Nations unies [DAES], 2017). En effet, les lignes directrices pour la rédaction des revues n'ont pas encore été fixées définitivement.

Malheureusement, une balance régionale n'a pu être assurée. Des pays des régions telles l'Amérique latine seront donc absents de l'analyse. En effet, les pays de cette région ont presque tous soumis leurs revues en espagnol sans aucune traduction en français ou en anglais. Les pays francophones n'ont pas été nombreux à présenter leurs revues en 2017. Les revues européennes n'ont pas une structure claire et l'information est trop disséminée et on a relevé que, parfois, le document d'intégration des ODD n'est même pas cité tel que dans le cas de la Suède. De plus, les revues devaient suivre des structures semblables à des fins de comparaison. Le choix des rapports à analyser s'est donc porté sur le Bangladesh, la Jordanie, la Malaisie et le Japon. Ces pays représentent des stades de développement variés et des revenus différents. De plus, ces rapports sont bien organisés et répondent à la majorité des critères choisis. Ainsi, les quatre rapports recensent les mécanismes institutionnels mis en place pour la mise en œuvre de l'agenda 2030. Tous appellent à l'appropriation et à la localisation des ODD. Tous les pays ont fait des études pour recenser les données disponibles et manquantes pour le suivi de l'agenda 2030 et reconnaissent le besoin de consolider leurs systèmes statistiques. Cependant, le point faible de

ces rapports est le financement. À part le Bangladesh, aucun pays n'a précisé de budget pour la réalisation des ODD. La Jordanie et la Malaisie ne donnent que des indications quant au futur financement de leurs efforts alors que le Japon ne fait pas du tout allusion aux besoins de financement. En effet, la plupart des pays qui ont présenté leurs revues nationales volontaires n'ont pas donné d'estimations précises. De plus, les revues des pays développés tendent à omettre de mentionner les contributions du secteur privé et des ONG. Vu que l'agenda 2030 est encore dans les premières phases d'implémentation, la plupart des pays n'ont pas encore évalué leurs résultats, cependant, ils ont fait l'état de leurs situations tout en précisant leurs objectifs à atteindre et les indicateurs à privilégier pour mesurer leur avancement.

## 4.2 Étude de cas : le Bangladesh

Le Bangladesh est un pays en développement situé en Asie du Sud. Il abrite une population de plus de 168 millions d'habitants sur un territoire de 143 998 Km<sup>2</sup>, faisant de celui-ci un des plus densément peuplés au monde. Sa situation géographique à la confluence du Gange et du Brahmapoutre dans une zone de plaine l'expose aux inondations conséquentes aux moussons qui se déversent sur le pays et caractérisent son climat. De plus, sa faible altitude sur la majeure partie de son territoire le rend vulnérable à l'élévation du niveau de la mer. Ces deux facteurs sont davantage exacerbés par les changements climatiques. Les catastrophes naturelles entravent donc grandement le développement du pays qui doit régulièrement en subir les conséquences.

Avec un PIB par habitant de 1314 USD, le Bangladesh est classé parmi les pays les moins développés. Cependant, c'est l'un des pays qui enregistrent une progression constante depuis plusieurs années. Le pays a ainsi ramené le taux de pauvreté de 82,1 % à 24,8 % au cours des six premiers plans quinquennaux (Shamsul Alam, 2016). Toutefois, les inégalités croissantes demeurent un enjeu problématique pour le pays.

**Tableau 4.1 Statistique de développement au cours des six premiers plans quinquennaux** (tiré de : Shamsul Alam, 2016)

| Période   | Croissance du PIB |            | Croissance du PIB/hab (%) | RNI/hab (USD) | Espérance de vie (année) | Taux de pauvreté (%) |
|-----------|-------------------|------------|---------------------------|---------------|--------------------------|----------------------|
|           | Planifié (%)      | Actuel (%) |                           |               |                          |                      |
| 1973-1978 | 5,5               | 4          | 1,3                       | 111           | 53,07                    | 82,1                 |
| 1980-1985 | 5,4               | 3,8        | 1,5                       | 145           | 55,1                     | 69,9                 |
| 1986-1990 | 5,4               | 3,8        | 1,6                       | 204           | 56,1                     | 56,6                 |
| 1991-1995 | 5                 | 4,2        | 2,4                       | 253           | 58,7                     | 50,1                 |
| 1997-2002 | 7,1               | 5,1        | 3,5                       | 431           | 64,9                     | 48,9                 |
| 2011-2015 | 7,3               | 6,3        | 4,9                       | 1314          | 70,7                     | 24,8                 |



Le rapport du Bangladesh est très complet et recense toutes ses réalisations jusqu'à 2017 dont une cartographie des cibles et une assignation des responsabilités aux ministères et départements impliqués. De plus, la *General Economic Division* a évalué les besoins de financement et a détaillé la stratégie du gouvernement. Le pays pousse et encourage la participation des populations pour l'appropriation et la localisation des ODD. Toutefois, bien que le gouvernement mentionne qu'il entreprend des activités pour impliquer la société civile, il ne met pas suffisamment en lumière sa contribution.

#### **4.2.1 Intégration**

Le pays a présenté en 2017 ses réalisations dans le cadre de l'agenda 2030 lors de la tenue du FPHN. Les ODD ont ainsi été incorporés dans le 7<sup>e</sup> plan quinquennal 2016-2020, et la réalisation de l'agenda 2030 va aussi s'étaler sur les 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> plans quinquennaux. Le pays compte utiliser ceux-ci pour atteindre le statut de pays à revenus intermédiaires en 2021 et celui de pays développé en 2041 (*Voluntary National Review (VNR), 2017: Eradicating poverty and promoting prosperity in a changing world*, 2017). Pour piloter la mise en œuvre de l'agenda 2030, le Bangladesh a mis en place le comité d'implémentation et de suivi des ODD. Le gouvernement a ainsi élaboré une table de correspondance entre les ODD et les objectifs de son 7<sup>e</sup> plan quinquennal et a identifié 40 ministères et départements ministériels responsables de la réalisation des différentes cibles de l'agenda 2030. Cependant, cette cartographie est un exercice difficile, c'est pour cela que le gouvernement travaille avec le parlement et pousse vers l'appropriation des ODD de la part des divers acteurs sociaux au niveau local. Dans le cadre de cet objectif, il organise régulièrement des rencontres et des ateliers de travail sur les ODD faisant intervenir les sociétés commerciales, les médias et la société civile (*Voluntary National Review (VNR), 2017: Eradicating poverty and promoting prosperity in a changing world*, 2017). En effet, la réalisation de la plupart des ODD requiert des actions locales et une intégration des politiques au niveau communautaires afin de surmonter les obstacles posés par la pauvreté et la dégradation environnementale (« Localising the SDGs in Bangladesh », 2017). Le Bangladesh a aussi identifié quelques défis à relever pour la réalisation de l'agenda 2030 dont la mobilisation des ressources, financières et autres, le développement d'une approche incluant toute la société, le transfert de technologies, le développement des capacités de collecte et d'analyse de données et l'engagement des parties prenantes (*Voluntary National Review (VNR), 2017: Eradicating poverty and promoting prosperity in a changing world*, 2017).

#### **4.2.2 Priorisation**

Les priorités parmi les cibles et les objectifs de l'agenda 2030 n'ont pas encore été fixées définitivement. En effet, le processus de dialogue avec les parties prenantes est encore en cours. Cependant, le gouvernement s'oriente déjà à mobiliser le secteur privé et à augmenter le flux d'investissements étrangers qui constitue un moyen de mise en œuvre de l'agenda 2030. Ainsi, dans le cadre de la

plateforme citoyenne pour les ODD, les ODD 1, 3, 4, 6, 8, 13 et 16 ont été priorisés par les participants (« SDG Priorities for Bangladesh », 2016). Parmi tous les ODD, l'ODD 16 est indispensable pour réaliser tous les autres étant donné sa focalisation sur des institutions fortes et un processus de prise de décision participatif et inclusif à travers l'union des populations, des élus, de la société civile et des fonctionnaires publics travaillant ensemble pour réaliser les ODD. Cela aurait aussi pour effet de donner confiance aux pauvres pour décider de leur avenir (« Localising the SDGs in Bangladesh », 2017).

#### 4.2.3 Réalisations

Durant les dernières décennies, le Bangladesh a réussi à réduire le taux de pauvreté et améliorer la condition sociale de sa population. En effet, entre 2009 et 2017, plus de la moitié des dépenses de l'État a été liée à des mesures de réduction de pauvreté à travers, notamment, l'expansion de la sécurité sociale pour inclure les communautés vulnérables. Ainsi, en accord avec le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (CSRRC), les allocations pour cette couverture sociale sont passées de 1,9 % à 2,1 % du PIB. De plus, le budget alloué aux programmes de développement est passé de 2,8 % à 5,7 % du PIB. (*Voluntary National Review (VNR), 2017: Eradicating poverty and promoting prosperity in a changing world*, 2017)

Afin de tenir ces engagements, le pays compte maintenir un taux de croissance élevé. Le gouvernement reconnaît l'importance de l'accès aux finances pour le développement, c'est pourquoi il a encouragé les initiatives visant les parties vulnérables. Le succès de cette stratégie s'est reflété par l'expansion de l'accès aux finances. Ainsi, 90 % des clients de la microfinance sont des femmes qui n'avaient accès à aucun financement auparavant. En effet, l'État ne réserve aucun effort pour améliorer la condition féminine qui s'est considérablement améliorée ces dernières années. Cependant, les femmes souffrent encore des discriminations au travail, de la violence et du mariage précoce. (*Voluntary National Review (VNR), 2017: Eradicating poverty and promoting prosperity in a changing world*, 2017)

Dans son 7<sup>e</sup> plan quinquennal, le Bangladesh a mis en place des stratégies pour diminuer la vulnérabilité de son agriculture à travers des mesures telles que la constitution d'un stock de grains, l'utilisation de variétés résistantes aux inondations et à la sécheresse et des stratégies de sécurité sociale basées sur la nutrition. Le pays a ainsi introduit une nouvelle variété de riz pour faire face aux problèmes de malnutrition et de déficiences en vitamines. Dans le domaine de la santé, un réseau de cliniques communautaires a été mis en place pour favoriser l'accès aux soins et la prévention des maladies. (*Voluntary National Review (VNR), 2017: Eradicating poverty and promoting prosperity in a changing world*, 2017)

Dans le domaine des infrastructures, l'État a déjà réussi à améliorer la couverture électrique de 48 % à 80 % entre 2010 et 2017. De plus, il a pu mobiliser les finances nécessaires pour améliorer les infrastructures de transport et en étendre le réseau. Le pays a récemment reconnu l'importance de

l'économie bleue, à savoir la construction navale et la pêche artisanale et industrielle entre autres, et est donc en train de mobiliser le secteur privé pour accélérer son développement. Toutefois, il veille à ce que ce développement soit durable et respecte l'environnement. (*Voluntary National Review (VNR), 2017 : Eradicating poverty and promoting prosperity in a changing world, 2017*)

#### **4.2.4 Suivi**

Concernant le suivi de l'agenda 2030, le Bangladesh compile déjà 70 indicateurs dans la cadre de divers politiques et programmes alors que 108 autres peuvent être déduits en manipulant les données existantes, tandis que de nouvelles procédures doivent être conçues pour le reste des indicateurs, et 63 indicateurs restent à développer. Le pays est actuellement en train de développer un système de suivi et d'évaluation des ODD. De plus, le gouvernement compte élaborer un outil de suivi des ODD en ligne pour plus de facilité (*Voluntary National Review (VNR), 2017 : Eradicating poverty and promoting prosperity in a changing world, 2017*).

#### **4.2.5 Financement**

Une approche holistique et globale est nécessaire pour éviter les actions et les dépenses redondantes. Ainsi, l'estimation des ressources financières nécessaires à la réalisation des ODD ne doit pas se faire séparément pour chacun des ODD ou chaque cible, car ceux-ci sont interconnectés.

Le coût de réalisation de l'agenda 2030 au Bangladesh a été estimé à 928,48 milliards USD sur la période 2017-2030, soit une moyenne de 66,32 milliards USD annuellement, représentant ainsi 19,75 % du PIB accumulé sur la même période (General Economics Division, 2017).

Le pays reconnaît l'importance de la mobilisation des ressources domestiques pour améliorer l'état de ses finances. Lors de l'année fiscale 2016, les revenus et les taxes ont ainsi atteint 10,83 % et 9,31 % du PIB respectivement. Cependant, ces valeurs sont encore faibles par rapport à des pays semblables et doivent encore être augmentées de 2 % à 3 %. Le pays s'est traditionnellement reposé sur le secteur privé pour réaliser ses plans quinquennaux. Ainsi, le 7<sup>e</sup> plan quinquennal, dont les ODD sont une part, prévoit la part du financement du secteur privé à 77,3 %, et celle du public à 22,7 % (General Economics Division, 2017).

Cependant, pour réaliser l'agenda 2030 sur la période 2017-2030, la contribution de l'État va être de 34 % tandis que celle du privé va être de 42 %. De plus, le Bangladesh prévoit aussi une part sous forme de partenariat public-privé (6 %), l'intervention des ONG (3 %) et une part de ressources externes, dont les investissements étrangers directs et l'APD (15 %) (General Economics Division, 2017). En effet, il note aussi la nécessité de cette aide et souligne particulièrement le fait que la plupart des pays développés n'ont pas encore réussi à tenir leurs engagements à atteindre 0,7 % de leurs PIB en APD. De plus, le Bangladesh a un bon record de gestion de la dette qui n'a jamais été au-delà du taux recommandé par le

FMI. (*Voluntary National Review (VNR), 2017 : Eradicating poverty and promoting prosperity in a changing world*, 2017)

En ce qui concerne les investissements étrangers directs, ils ont totalisé 2 milliards USD en 2015-2016, mais ceci reste largement inférieur à ses voisins. Le 7<sup>ème</sup> plan quinquennal compte améliorer l'attractivité du pays pour atteindre 9,6 milliards USD lors de sa dernière année. Le Bangladesh a aussi introduit plusieurs incitations fiscales pour augmenter le flux de rémittances et a décidé d'abolir toutes les charges liées aux rémittances à travers le système bancaire officiel afin de combattre les flux illicites. (*Voluntary National Review (VNR), 2017 : Eradicating poverty and promoting prosperity in a changing world*, 2017).

En tant que pays à revenus faibles, le Bangladesh reçoit un traitement préférentiel dans le commerce international. Le pays a su tirer donc profit de sa situation pour se développer. Cependant, il peut tirer davantage de profits en exportant de nouveaux produits éligibles au traitement préférentiel. Toutefois, il reste des obstacles à surmonter tels que les barrières non tarifaires comme le renforcement des normes sanitaires et phytosanitaires. De plus, le pays compte aussi tirer profit des fonds environnementaux mis en place par la communauté internationale en implémentant, par exemple, des mesures favorables au climat. Ainsi, dans sa CDN, il compte réduire ses émissions de GES de 5 % inconditionnellement, et de 10 % supplémentaires avec un support financier (*Voluntary National Review (VNR), 2017 : Eradicating poverty and promoting prosperity in a changing world*, 2017).

## **4.2 Étude de cas : la Jordanie**

La Jordanie est un pays situé à cheval entre le Levant et la péninsule arabique sur un territoire de 89 342 Km<sup>2</sup> abritant à peu près 10 millions d'habitants. Le climat est aride sur presque tout le territoire, faisant que la majeure partie de la population se concentre au nord-ouest en longeant la rivière du Jourdain. Avec un PIB par habitant qui a atteint 6000 USD en 2011, la Jordanie est un pays à revenus intermédiaires.

À cause de sa proximité à des zones de conflits, le pays accueille régulièrement des vagues de réfugiés, ce qui augmente la pression sur ses ressources. De plus, le pays a un taux de fécondité élevé qui, couplé à la rareté des ressources hydriques, alourdit le fardeau du pays. La dégradation des terres est aussi un problème majeur dû, entre autres, à une planification inadéquate. Ces ressources ne sont pas toujours bien gérées et sont, parfois, surconsommées menaçant ainsi sérieusement le mode de vie des citoyens. De plus, le pays doit aussi améliorer son système de gouvernance. (Awad, s. d.)

La revue nationale volontaire détaille bien les mécanismes institutionnels mis en place et expose les futures orientations quant à la mise en œuvre de l'agenda 2030. Le document contient aussi les orientations quant à l'appropriation et le suivi des ODD. Cependant, les besoins en investissements ne

sont pas quantifiés. De plus, le rapport ne mentionne pas les contributions de la société civile. Cependant, le rapport reconnaît le besoin d'impliquer celle-ci.

#### **4.3.1 Intégration**

Afin de superviser la mise en œuvre de l'agenda 2030, le gouvernement a mis en place une structure de planification stratégique constituée d'un comité supérieur de pilotage, présidé par le premier ministre, qui approuve les plans long terme et les plans opérationnels s'alignant avec ceux-ci. Ensuite vient le comité national supérieur de développement durable (CNSDD), présidé par le ministre de la Planification et de la coopération internationale, chargé de faire des recommandations quant à la mise en œuvre de l'agenda 2030. Enfin, le comité de coordination est chargé de gérer le développement de plans exécutifs nationaux, qui incluent des approches *bottom up*, revoir et approuver les documents soumis par les groupes de travail sectoriels et assurer la coordination entre différents secteurs de développement, et revoir les rapports de suivi avant leurs soumissions au CNSDD. Concernant la mise en œuvre, les groupes de travail sectoriels définissent les objectifs en se basant sur les cibles s'alignant avec le plan de développement national. (*Jordan's Way to Sustainable Development : The First National Review on the Implementation of the 2030 Agenda*, 2017)

Le gouvernement jordanien met l'accent sur la responsabilité partagée de la mise en œuvre de l'agenda 2030 et rappelle la nécessité des contributions du secteur privé et de la société civile. Ainsi, la localisation des ODD et le renforcement des capacités des municipalités locales demeurent une stratégie prioritaire de la mise en œuvre de l'agenda 2030 pour leur appropriation, surtout par les jeunes. Pour cela, le gouvernement compte établir des critères de sélection des ODD au niveau local, et investir dans la formation du personnel local. (*Jordan's Way to Sustainable Development : The First National Review on the Implementation of the 2030 Agenda*, 2017)

#### **4.3.2 Priorisation**

À travers un sondage ayant permis la participation de plus de 50 000 citoyens, quatre axes prioritaires se sont dégagés, soit le renforcement du lien entre l'éducation et le marché du travail ainsi que l'encouragement de l'entrepreneuriat pour réduire le chômage et assurer un emploi décent, le respect de l'égalité entre les sexes et l'accès équitable aux services sociaux tout en réduisant la pauvreté et les disparités géographiques, la responsabilisation et le respect des droits de l'homme tout en contribuant à la stabilité régionale, et la contribution à la prise de conscience des enjeux environnementaux et de la rareté de l'eau tout en faisant la promotion des énergies renouvelables. (*Jordan's Way to Sustainable Development : The First National Review on the Implementation of the 2030 Agenda*, 2017)

Le gouvernement jordanien a élaboré une feuille de route comprenant la sensibilisation de la population aux ODD. Cette feuille de route comprend aussi la cartographie des ODD et des cibles de l'agenda 2030 face à ceux du document « Jordanie 2025 », ainsi que ceux du plan national du pays, et leur intégration

dans les plans de développement nationaux, régionaux et locaux afin d'assurer leur priorisation. « Jordanie 2025 » vise à réaliser une économie prospère, résiliente et inclusive tout en renforçant le processus de réformes et en mettant le citoyen au centre du processus de développement, et s'articule autour de quatre axes qui sont l'autonomisation des citoyens, la consolidation d'une société dynamique et solidaire, la promotion d'un milieu d'affaires dynamique et compétitif et l'établissement d'un gouvernement efficace et effectif. (*Jordan's Way to Sustainable Development : The First National Review on the Implementation of the 2030 Agenda*, 2017)

De plus, la feuille de route met particulièrement l'accent sur l'égalité des sexes et le renforcement des mécanismes institutionnels, ainsi que l'amélioration des systèmes de suivi et d'évaluation. Enfin, le gouvernement veille à renforcer ses capacités dans tous les domaines et à évaluer le coût de la mise en œuvre de l'agenda 2030 ainsi qu'à mobiliser les ressources financières nécessaires. (*Jordan's Way to Sustainable Development : The First National Review on the Implementation of the 2030 Agenda*, 2017)

### **4.3.3 Réalisations**

La Jordanie structure sa mise en œuvre des ODD autour des cinq P de l'agenda 2030. Ainsi, la pauvreté absolue est passée de 21 % en 1990 à 14 % en 2010, tandis que la pauvreté extrême est passée de 6,6 % en 1992 à 0,32 % en 2010 et sera éliminée en 2020. Le pays a fait d'énormes progrès en matière de santé. 55 % de la population est maintenant couverte par une couverture médicale, ce taux augmente à 68 % parmi les Jordaniens. Ce taux est appelé à atteindre 95 % dans le cadre de la vision 2025, et 100 % à l'horizon 2030. Cependant, il y a encore un manque flagrant de personnel et d'infrastructures sanitaires. La jeunesse demeure une priorité du gouvernement. Celui-ci investit donc beaucoup dans l'éducation pour former la génération de demain et œuvre à améliorer l'accessibilité, la qualité, l'innovation, la responsabilisation et la mentalité à travers tous les niveaux, de la maternelle à l'éducation supérieure. Le chômage est encore un fléau qui impacte une part importante de la société, et surtout les jeunes. Le pays œuvre donc pour une forte croissance pour créer plus d'emploi et améliorer la situation des travailleurs. Le pays est classé 134<sup>e</sup> sur 144 pays en matière d'égalité des sexes, cependant il compte profiter de l'agenda 2030 pour améliorer la condition féminine dans tous les domaines. (*Jordan's Way to Sustainable Development : The First National Review on the Implementation of the 2030 Agenda*, 2017)

En ce qui concerne les infrastructures, le taux d'accès à l'eau potable atteint 94 %, mais la consommation par habitant est faible. Le service des eaux usées ne couvre que 58 % du réseau, cependant le gouvernement œuvre à atteindre 84 % en 2030. L'eau usée et traitée est réutilisée pour l'agriculture. Le réseau électrique couvre virtuellement tout le pays (99,9 %). De plus, les énergies renouvelables sont appelées à couvrir 10 % des besoins en 2020, et encore plus en 2030. Le gouvernement a aussi mis en place un code de construction pour les bâtiments efficaces et œuvre à améliorer l'efficacité énergétique dans les équipements publics. Dans un plus long terme, la Jordanie a intégré des principes d'économie

verte à ses politiques. Ainsi, le pays a adopté le plan d'action d'économie verte 2017-2025 qui établit une feuille de route pour les domaines prioritaires tels que l'énergie, le transport et l'agriculture. Dans cette visée, le parlement a élaboré un cadre législatif pour la gestion des déchets afin d'augmenter les investissements dans ce domaine. Le taux de recyclage des déchets solide a ainsi atteint 15 % en 2016 et est appelé à atteindre 40 % en 2030. (*Jordan's Way to Sustainable Development : The First National Review on the Implementation of the 2030 Agenda*, 2017)

Étant vulnérable aux changements climatiques, la Jordanie a élaboré une stratégie conçue sur des bases scientifiques et a soumis sa CDN prévoyant une réduction de 14 % des émissions de GES au secrétariat de la CCNUCC. Toutefois, la grande partie de ces efforts (12,5 %) est conditionnelle à un support financier de 5,2 milliards USD. (*Jordan's Way to Sustainable Development : The First National Review on the Implementation of the 2030 Agenda*, 2017)

#### **4.3.4 Suivi**

Pour le suivi des ODD, le gouvernement a établi des priorités parmi les indicateurs de l'agenda 2030 et compte aussi les adapter à son contexte national. Ainsi, 40 % des indicateurs ont été classés de première importance. Cependant, un certain nombre d'enjeux préoccupants ont été relevés tels que le besoin d'améliorer le système statistique national pour remédier au problème du manque de données, la nécessité d'harmoniser les méthodologies de calculs des indicateurs avec les standards internationaux, l'assurance qualité et la coordination entre différents fournisseurs de données, le besoin de stratégies de développement de capacités pour renforcer l'usage des archives administratives pour couvrir les données manquantes ainsi que pour la planification, l'intégration et la localisation des ODD, leur suivi et l'intégration de la perspective du genre. (*Jordan's Way to Sustainable Development : The First National Review on the Implementation of the 2030 Agenda*, 2017)

Pour un bon pilotage de l'agenda 2030, le gouvernement compte continuer à organiser des rencontres régulièrement afin de revoir les cibles prioritaires pour tous les indicateurs et renforcer les capacités d'identification et d'analyse des lacunes. (*Jordan's Way to Sustainable Development : The First National Review on the Implementation of the 2030 Agenda*, 2017)

L'État compte aussi fournir une assistance technique à son département de statistiques pour utiliser les archives administratives ainsi que le développement de nouveaux systèmes de collecte et la cartographie de ceux déjà en place, et l'usage des données pour assurer la disponibilité des données manquantes. De plus, il compte aussi supporter les innovations pour couvrir le manque de données, renforcer le rôle des institutions académiques et des ONG pour la collecte des données, et faire des rapports annuels quant à la progression des ODD. (*Jordan's Way to Sustainable Development : The First National Review on the Implementation of the 2030 Agenda*, 2017)

#### 4.3.5 Financement

Les ressources financières du pays sont de plus en plus malmenées. En effet, le déficit budgétaire a atteint 10 % du PIB ces dernières années. De plus, la dette extérieure s'est élevée à 95 % du PIB. La Jordanie mobilise ainsi ses ressources domestiques pour cette mise en œuvre et a aussi rejoint plusieurs initiatives internationales afin de canaliser une partie du financement international pour son développement. (*Jordan's Way to Sustainable Development: The First National Review on the Implementation of the 2030 Agenda*, 2017)

Pour remédier à cette situation, l'État compte promouvoir un environnement attractif pour les investissements locaux et étrangers, améliorer la compétitivité des produits jordaniens au niveau international, renforcer le partenariat privé pour la mise en œuvre des projets économiques importants, promouvoir la coopération dans les domaines du commerce, du transport, de l'eau et de l'énergie pour le développement durable et assurer l'adoption de la responsabilité sociétale dans le secteur privé. (*Jordan's Way to Sustainable Development: The First National Review on the Implementation of the 2030 Agenda*, 2017)

#### 4.4 Malaisie

La Malaisie est un pays situé en Asie du Sud-Est sur une superficie de 329 750 Km<sup>2</sup> répartie sur la péninsule malaise et l'île de Bornéo. Le pays a un climat tropical. Le pays abrite une population de plus de 30 millions d'habitants. La Malaisie est un pays qui s'est engagé dans la marche du développement assez tôt, il a ainsi pu réduire le taux de pauvreté de 50 % dans les années 70 à 1,7 % en 2012 (« Walking the last mile of equitable and inclusive growth », s. d.). Le PIB par habitant a atteint 9 102 USD en 2016, faisant de la Malaisie un pays à revenu moyen, cependant la Malaisie compte devenir un pays développé et intégrer l'OCDE à l'horizon 2020 (Economic Planning Unit, 2017). Ceci a été possible grâce à un taux de croissance soutenu de 6,2 % depuis plus de cinquante ans, ainsi que la transformation de l'économie nationale d'une économie basée sur l'agriculture vers une économie se reposant sur les services.

La revue de la Malaisie contient en effet les progrès dans 8 ODD ainsi que les mécanismes institutionnels pour la mise en œuvre de l'agenda 2030. Cependant, le rapport ne contient pas d'estimation quant aux coûts de réalisation de l'agenda 2030. De plus, bien que le rapport mentionne l'existence d'un regroupement de la société civile qui se mobilise pour réaliser les ODD et un autre qui regroupe des sociétés privées pour intégrer la responsabilité sociétale des entreprises, il ne recense aucune de leurs initiatives.



#### **4.4.1 Intégration**

La Malaisie a commencé les préparations pour l'agenda post-2015 en 2014 à travers des consultations inclusives qui ont aussi servi de bases pour élaborer le 11<sup>e</sup> plan Malaisie. Pour superviser la mise en œuvre des ODD, le pays a mis en place une structure formée d'un conseil national, présidé par le premier ministre, qui établit les lignes directrices pour la mise en œuvre de l'agenda 2030 et prépare les rapports soumis au FPHN, d'un comité de pilotage qui établit une feuille de route, assure le suivi des cibles, identifie les enjeux préoccupants et les rapporte au Conseil national, et de plusieurs comités de travail qui identifient des indicateurs pour chaque ODD, travaillent à développer et à implémenter des programmes, et rapportent les progrès au comité de pilotage. Ces comités de travail sont au nombre de cinq soit, le comité d'inclusivité en charge des ODD 1, 2, 5 et 10, le comité de bien-être en charge des ODD 3, 11 et 16, le comité du capital humain en charge de l'ODD 4, le comité de l'environnement et des ressources naturelles en charge des ODD 6, 7, 12, 13, 14 et 15, et le comité de croissance en charge des ODD 8, 9 et 17. L'État compte reproduire cette structure au niveau régional et local afin de promouvoir une implémentation locale adaptée des ODD et impliquer toutes les populations concernées (Economic Planning Unit, 2017).

#### **4.4.2 Priorisation**

Durant la première phase d'implémentation de l'agenda 2030, soit 2016-2020, le pays se focalise sur les cibles en ligne avec son 11<sup>e</sup> plan Malaisie avant de passer aux cibles restantes. La Malaisie a donc fait un exercice de cartographie des cibles de l'agenda 2030 face aux objectifs de son plan quinquennal et a adapté ses stratégies en conséquence. Cet exercice a mis en évidence les interactions entre les différents objectifs et a fait ressortir les lacunes ainsi que les possibilités de synergie entre les différentes stratégies. De plus, cela a aussi permis d'intégrer les contributions des ONG ainsi que celles du secteur privé à travers un processus de dialogue ouvert à tous. (Economic Planning Unit, 2017)

#### **4.4.3 Réalisations**

La Malaisie a entamé sa journée de développement longtemps avant 2015 à travers sa politique économique basée sur l'éradication de la pauvreté et la restructuration de la société. C'est ainsi que ses performances sont comparables à ceux des pays développés. Le pays compte ainsi atteindre le statut de pays à revenu élevé d'ici 2020. Le taux de pauvreté absolue a atteint 0,6 % en 2014. Le pays a aussi réussi à réduire le taux de malnutrition de 90 % depuis 1990. Le secteur de la santé est semblable à celui des pays développés tout en impliquant le secteur privé et les ONG. Le taux de scolarisation a atteint 97,2 % au primaire 90 % au secondaire en 2016, et 48 % au cycle supérieur en 2012, avec des taux semblables pour les filles et les garçons. Cependant, le pays a du mal à atteindre certaines communautés reculées et doit faire face à des problèmes de financement du secteur de la santé tout en faisant davantage d'efforts pour promouvoir une vie saine. Le gouvernement doit aussi améliorer et étendre les couvertures

sociales et médicales. Le pays œuvre aussi à améliorer la situation des ménages pauvres et vulnérables, surtout ceux menés par des personnes âgées ou par des femmes célibataires. Le gouvernement vise particulièrement les 40 % à revenus bas. L'égalité des sexes figure aussi parmi les préoccupations du gouvernement. Ainsi, la parité a été atteinte à tous les niveaux d'éducation et la participation des femmes au marché du travail a atteint 54,1 % en 2015. Le gouvernement œuvre aussi à promulguer une législation contre la discrimination des femmes et à enlever les barrières à cette participation tout en impliquant les ONG. (Economic Planning Unit, 2017)

L'économie nationale a soutenu un taux de croissance économique élevé durant les 50 dernières années (6,2 %). La couverture électrique atteint 98,2 %, tandis que le réseau de distribution de l'eau potable et les infrastructures sanitaires couvrent 95 % de la population. Le réseau routier a augmenté de 58 % entre 2010 et 2015. Le secteur portuaire et le transbordement de conteneurs demeurent des leviers importants qui tirent l'économie nationale. Cependant, des investissements importants sont encore nécessaires pour améliorer l'état des ressources humaines ainsi que pour introduire la dimension durable à tous les secteurs et promouvoir des modes de production et de consommation responsables. (Economic Planning Unit, 2017)

L'importance de l'environnement a été soulignée dès son troisième plan quinquennal. Le gouvernement a dépensé 109,5 millions USD en approvisionnement vert depuis 2013 et a réduit son intensité carbonique de 33 % depuis 2009 (Economic Planning Unit, 2017). De plus, dans le cadre de sa CDN, la Malaisie compte réduire son intensité carbonique de 35 % par rapport à 2005 et de 10 % supplémentaires si elle reçoit le soutien financier nécessaire ainsi que les transferts technologiques requis (*Intended Nationally Determined Contribution of the Government of Malaysia*, 2016). L'agriculture demeure une part importante du PIB, cependant celle-ci repose beaucoup sur les exportations d'huile de palme, et de caoutchouc. Le pays dépend donc majoritairement des importations pour les produits alimentaires à l'exception du riz et des légumes (Canada, 2017). Toutefois, face aux défis des changements climatiques, le pays doit adapter son agriculture et adopter des pratiques durables pour sauvegarder l'environnement. Le gouvernement est aussi engagé dans l'établissement d'espaces protégés et la gestion durable des ressources naturelles. Cependant, le gouvernement doit encore renforcer le suivi et la surveillance du territoire ainsi que l'application des mesures de protection, et améliorer sa compréhension du milieu marin et de l'impact des changements climatiques (Economic Planning Unit, 2017).

#### **4.4.4 Suivi**

En janvier 2017, la Malaisie a complété une évaluation des besoins de données pour le suivi des ODD. Cette évaluation a permis de déterminer que 39 % des indicateurs étaient déjà suivis et avaient déjà une méthodologie de collecte déterminée, 42 % étaient difficilement accessibles et avaient besoin d'une meilleure méthodologie de collecte, 12 % des indicateurs n'avaient pas de données et 5 % n'étaient pas

pertinents dans le contexte malaisien. Vu le coût élevé du suivi de tous ces indicateurs, le pays a décidé d'établir des priorités parmi ces derniers et de privilégier ceux qui sont déjà inclus dans le 11<sup>e</sup> plan Malaisie et qui sont parmi les 39 % qui sont déjà suivis et ont déjà une méthodologie de collecte détaillée. Le pays se repose aussi sur 78 agences gouvernementales pour assurer le suivi et la collecte des données dans le cadre de l'agenda 2030. (Economic Planning Unit, 2017)

#### **4.4.5 Financement**

Pour financer la mise en œuvre de l'agenda 2030, le pays est conscient qu'il ne sera plus éligible à l'APD dès qu'il atteindra le statut de pays développé, la Malaisie s'oriente donc vers des mécanismes novateurs tels que le *Biodiversity Finance Initiative*, le *Reduced Emissions from Deforestation and Degradation* (REDD+) ou le paiement pour les services écosystémiques. La Malaisie mise aussi sur l'intégration des principes de développement durable, d'inclusivité et de résilience dans le processus de prise de décision des institutions financières qui pourraient améliorer ainsi leurs réputations et les impacts de leurs projets. Le pays encourage aussi la diffusion et l'adoption de la responsabilité sociétale des entreprises à travers une obligation de report pour les sociétés cotées en bourse ainsi que des incitations fiscales. De plus, le gouvernement a mis en place depuis 2009 la stratégie Océan Bleu visant à transcender la compartimentalisation de ses politiques. Ainsi, les initiatives dans ce cadre ont permis d'économiser à peu près 900 millions USD jusqu'à 2016. Le pays encourage aussi l'entrepreneuriat social dans les milieux difficiles à atteindre avec une action gouvernementale, et le *crowdfunding* qui permet de réunir des ressources financières assez vite tel qu'illustré par l'initiative à la suite du tremblement de terre de Ranau en 2015. (Economic Planning Unit, 2017)

### **4.5 Japon**

Le Japon est un pays situé en Asie de l'est étalé sur un archipel de 377 915 Km<sup>2</sup> et abritant une population de plus de 126 millions d'habitants. Avec un PIB par habitant de 41 300 USD, le Japon est un pays développé qui fait partie de l'OCDE.

La revue du Japon recense les mécanismes institutionnels mis en place pour réaliser l'agenda 2030 ainsi que des initiatives par le secteur académique, le secteur privé, le gouvernement et la société civile. Le document présente aussi les activités entreprises pour permettre la participation des différents acteurs. Cependant, le rapport ne fait aucunement allusion aux besoins de financement.

#### **4.5.1 Intégration**

Le 20 mai 2016, le Japon a mis en place le siège de promotion des ODD pour superviser la mise en œuvre de ceux-ci. Celui-ci est présidé par le premier ministre tout en comprenant tous les ministères. Sa tâche consiste, principalement, à favoriser la coopération entre les différentes agences gouvernementales. Toutefois, le siège de promotion des ODD se focalise aussi le suivi des ODD et la

revue des principes d'orientation de leur mise en œuvre, la promotion des échanges d'opinions et de la coopération avec les parties impliquées dans la mise en œuvre de l'agenda 2030 ainsi que la conduite d'activités de sensibilisation. (*Japan's Voluntary National Review : Report of the Implementation of the Sustainable Development Goals*, 2017)

Dans sa revue nationale volontaire, le Japon a ainsi présenté quelques contributions de toutes les parties impliquées. Le pays compte aussi sur une appropriation des ODD de la part de toutes les parties prenantes à travers l'organisation de tables rondes autour des ODD, telles que la table ronde sur l'éducation pour le développement durable. Le ministère de l'Environnement est en train d'élaborer un guide pour les petites et moyennes entreprises (PME). De plus, le gouvernement compte aussi partager ses meilleures pratiques. Les acteurs non gouvernementaux ont aussi apporté leurs contributions. Le milieu des affaires a ainsi lancé l'initiative « Society 5.0 » qui vise à incorporer les principes de l'agenda 2030 dans les pratiques du milieu. Le réseau d'innovation du Japon a mis en place une plateforme pour recenser les innovations en matière d'ODD. Les ONG ont aussi créé leur réseau pour la contribution aux ODD. Les parlementaires ainsi que les communautés scientifiques et médiatiques sont aussi comptés parmi les contributeurs à la réalisation de l'agenda 2030. (*Japan's Voluntary National Review : Report of the Implementation of the Sustainable Development Goals*, 2017)

Le Japon a cartographié les cibles environnementales dans ses plans d'action et stratégies qui ont déjà été adoptés. Cela s'inscrit dans les efforts du pays à intégrer les ODD dans toutes ses actions tout en offrant les incitations financières nécessaires pour assurer la contribution des individus et du gouvernement. Le gouvernement a aussi lancé des études sur les paramètres de suivi des ODD qui ont permis de déterminer que 40 % des indicateurs sont déjà couverts par différents programmes et agences ou départements ministériels. (*Japan's Voluntary National Review : Report of the Implementation of the Sustainable Development Goals*, 2017)

#### **4.5.2 Priorisation**

Parmi les pays développés, le Japon a encore de sérieuses lacunes quant à la pauvreté, à l'égalité des sexes, à l'énergie, aux performances environnementales et à sa contribution à l'APD. Le pays a donc adopté, en collaboration avec le secteur privé et la société civile, des principes pour orienter la mise en œuvre des ODD, remédier à ces lacunes et réaliser sa vision d'une société résiliente et exemplaire sur les trois dimensions du développement durable en ne laissant personne derrière. (*The SDGs Guiding Implementation Principles : December 22, 2016 SDGs Promotion Headquarters*, 2017)

Le gouvernement a ainsi identifié huit priorités pour réaliser sa vision. Celles-ci sont réparties sur les cinq P (population, prospérité, planète, paix et partenariat) autour desquels s'articule l'agenda 2030. Ainsi, pour le premier P, le Japon se focalise sur l'autonomisation de tous et l'assurance de bonne santé et longévité. Le deuxième P inclut la création de marchés de croissance, la revitalisation du milieu rural

et la promotion des STI, ainsi que la promotion de l'usage durable des terres et la construction d'infrastructures de qualité. Le troisième P inclut la conservation de l'énergie, la promotion des énergies renouvelables, l'action contre les changements climatiques et la promotion d'une société de recyclage, ainsi que la conservation de l'environnement en incluant la biodiversité, les forêts et les océans. Pour le quatrième P, le gouvernement compte se focaliser sur la réalisation des conditions d'une société pacifique, sûre et saine. Enfin, pour le dernier P, le Japon compte renforcer les moyens de mise en œuvre. (*The SDGs Guiding Implementation Principles : December 22, 2016 SDGs Promotion Headquarters, 2017*)

Pour réaliser toutes ces priorités, l'approche du gouvernement va reposer sur les principes d'universalité, d'inclusivité, de participation, d'intégration, de transparence et de responsabilité. En matière d'universalité, le Japon compte combiner des efforts domestiques et des efforts internationaux en misant sur la coopération internationale tout en profitant des retombées positives au niveau domestique. Pour assurer une inclusivité complète, le gouvernement compte inclure tout le monde et toutes les communautés que ce soit les enfants, les jeunes, les handicapés, les personnes âgées, les indigènes, les réfugiés, les migrants tout en se concentrant sur les communautés les plus vulnérables et en assurant le respect des droits de l'homme et l'égalité des sexes. Le pays reconnaît aussi l'importance d'une approche participative, intégrative et transparente pour assurer la participation des parties prenantes et la mise en œuvre de l'agenda 2030. (*The SDGs Guiding Implementation Principles : December 22, 2016 SDGs Promotion Headquarters, 2017*)

#### **4.5.3 Réalisations**

Le Japon est un pays développé depuis l'après-guerre, sa société profite donc déjà de plusieurs bénéfices de ce statut. Ainsi, le pays est parmi les plus avancés en matière d'éducation, de technologies ou de santé. Ainsi le pays a, pendant très longtemps, été en tête du classement pour des paramètres de santé tels que la longévité grâce à ses politiques de couvertures médicales depuis plus de 50 ans. Cependant, il lui reste de sérieuses lacunes à couvrir.

Parmi ces lacunes, les longues heures de travail augmentent le stress des employés et empêchent les hommes d'assister aux tâches ménagères tout en limitant l'accès des femmes au travail. Le pays est donc en train d'élaborer une législation pour limiter les heures de travail supplémentaires à 45h par mois et 360h par année. Le gouvernement se préoccupe aussi d'assurer un environnement sain pour tous les enfants et de leur garantir toutes les chances de réussites ainsi que de satisfaire les besoins spéciaux des enfants handicapés. Il vise aussi à réduire les coûts d'éducation pour les ménages en étendant la couverture sociale. L'égalité des sexes et l'intégration des personnes handicapées sont aussi parmi les priorités. Les entreprises sont ainsi obligées d'établir des règles contre le harcèlement et de respecter un quota pour les personnes handicapées. Le gouvernement œuvre aussi à améliorer l'accès des transports en commun et des infrastructures publiques à tout le monde, incluant les personnes âgées ou

handicapées. Le Japon vise aussi à intégrer l'éducation du développement durable à son système éducatif pour avancer la réalisation de l'agenda 2030. (*Japan's Voluntary National Review : Report of the Implementation of the Sustainable Development Goals*, 2017)

Dans le domaine de la santé, le pays œuvre, au niveau international, à outiller et préparer la communauté en cas de pandémie ainsi qu'à établir un mécanisme de financement à cette fin. L'État compte aussi atteindre 5,7 milliards USD en PIB et améliorer ses ressources humaines tout en investissant dans les STI. De plus, le gouvernement compte établir un forum pour discuter les défis de l'urbanisation face à l'exode rural. Le pays œuvre aussi à promouvoir la gestion durable de ses ressources naturelles. Ainsi, il encourage la gestion des ressources hydriques par bassin versant et la recherche et l'innovation pour gérer ses ressources halieutiques (*Japan's Voluntary National Review : Report of the Implementation of the Sustainable Development Goals*, 2017). Ainsi, dans sa CDN, le Japon compte ainsi réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 25,4 % par rapport à 2005 (*Submission of Japan's Nationally Determined Contribution* (INDC), 2016). En plus du volet domestique, le Japon contribue aussi au développement des pays pauvres tel qu'en Asie du sud-est ou en Afrique subsaharienne. (*Japan's Voluntary National Review : Report of the Implementation of the Sustainable Development Goals*, 2017)

#### **4.6 Discussion**

Ces études de cas montrent qu'il y a encore des efforts à faire pour assurer la mise en œuvre réussie des ODD. En effet, les rapports présentés ne portent pas sur tous les aspects de l'agenda 2030. La plus grande partie des pays ont mis en place une structure organisationnelle spécialement dédiée à la réalisation des ODD et les ont incorporés dans leurs plans nationaux, mais il existe des pays tels le Japon qui n'ont pas incorporé les ODD dans une politique ou une stratégie particulière. Cependant, l'absence la plus flagrante est la prise en compte des interdépendances entre les différentes cibles de l'agenda 2030. Parmi les quatre rapports analysés, aucun n'y fait allusion.

Les cas choisis ont tous inclus une section sur les changements institutionnels visant la réalisation des ODD et leur suivi. Cependant, ces changements institutionnels ne couvrent pas toujours tous les aspects encadrant l'agenda 2030. Ainsi, le Japon a mis en lumière les réalisations du secteur privé et de la société civile alors que le Bangladesh et la Jordanie, même s'ils rappellent le rôle crucial de la société civile dans la réalisation de l'agenda 2030, ne mentionnent aucune de leurs réalisations dans leurs rapports. Cela peut refléter l'organisation de la société civile dans les pays développés ou son désintérêt dans les pays en développement. Toutefois, aussi bien les pays développés que ceux en développement n'ont réservé aucun effort à l'encadrement institutionnel des contributions de la société civile aux ODD. L'exception est peut-être la Malaisie qui a mis en place une alliance des ONG dans le cadre de l'agenda 2030 (Economic Planning Unit, 2017), cependant cela risque de ne pas suffire pour une contribution efficace.

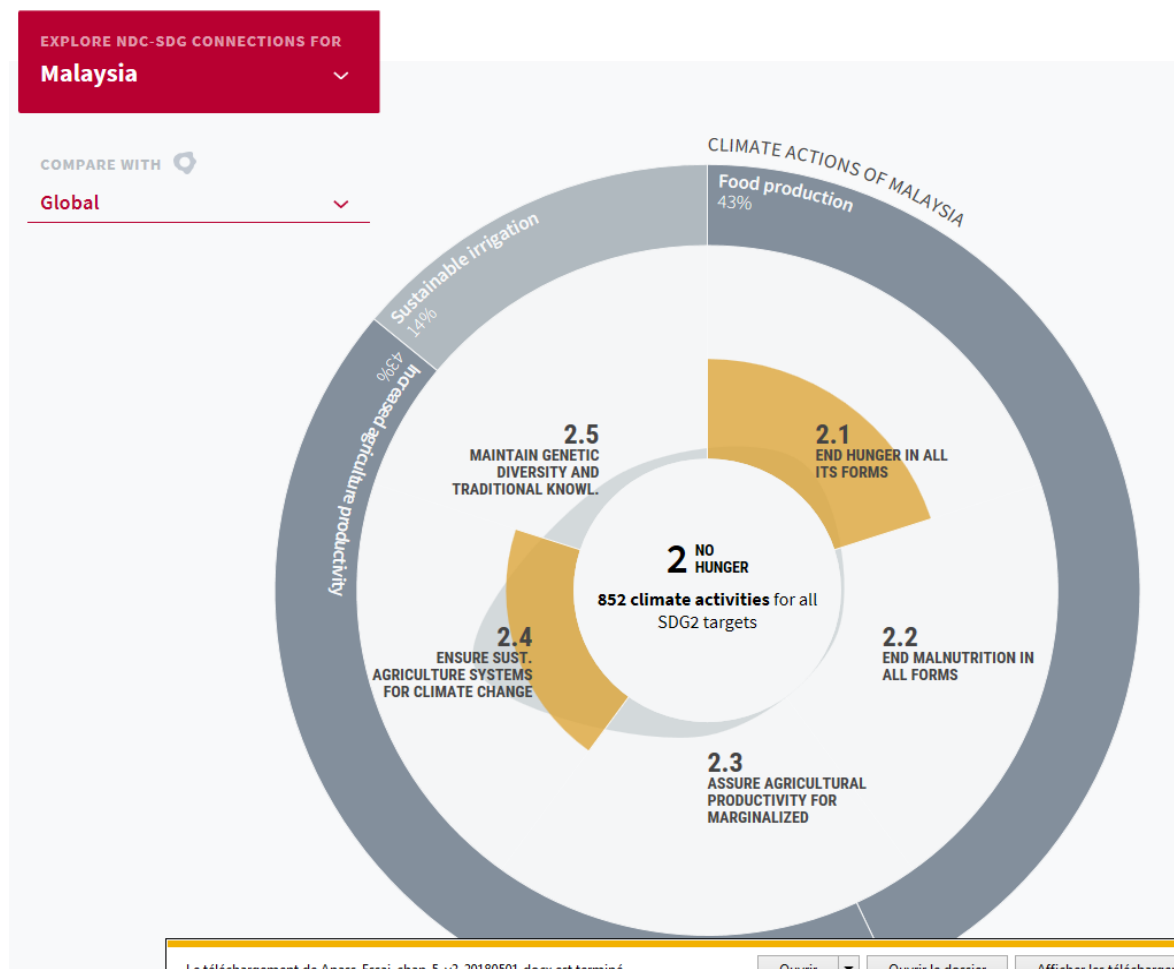
La plupart des pays peinent encore à déterminer leurs priorités. Les méthodes poursuivies sont variées et vont de l'implication directe des parties prenantes, à travers des tables rondes, comme dans le cas du Bangladesh, aux méthodes *top down* comme le cas du Japon qui a établi ses priorités en ligne avec la vision gouvernementale. Il y a aussi des pays combinant les deux méthodes tels que la Jordanie. Cela montre que les méthodologies de priorisation peuvent être aussi variées que les pays. Cependant, dans tous les cas, l'implication de la société civile et des citoyens est très importante.

L'analyse des quatre rapports étudiés fait ressortir qu'aucun n'est définitivement prêt à entamer la réalisation des ODD sans de gros investissements pour renforcer ses capacités statistiques et mettre en place un système de suivi performant. Or, la majorité des pays en est encore à sonder leurs systèmes et à agréger les données disponibles mettant ainsi en lumière le manque de données adéquates. De plus, aucun des rapports analysés ne prend en compte les interactions entre les différentes cibles de l'agenda 2030. Or, cela est nécessaire pour profiter des synergies et pour maîtriser ou éviter les compromis.

Pour le financement des ODD, les pays en développement insistent presque toujours sur les défis auxquels ils font face tout en soulignant la nécessité de l'APD dans le cas des pays pauvres. Ces derniers conditionnent la réalisation des ODD à la disponibilité de ressources financières suffisantes. Les pays en développement ont aussi tendance à insister sur l'action gouvernementale aux dépens de l'implication des autres parties prenantes. Quant aux pays développés, ils peuvent omettre complètement d'estimer leurs besoins financiers dus, notamment, au fait qu'ils ne sont pas vulnérables de ce point. Toutefois, une estimation des coûts demeure cruciale pour mener à bien leurs programmes de développement. Ces pays ont plutôt tendance à inclure leurs réalisations à l'étranger dû au fait qu'ils supportent la responsabilité d'aider les pays moins développés.

Dans le cadre de l'accord de Paris sur les changements climatiques, les CDN des pays étudiés contiennent tous des engagements détaillés avec des mesures et des actions pour chaque secteur ainsi qu'une estimation des coûts. La Jordanie, le Bangladesh, la Malaisie et, plus généralement les pays en développement, ont intégré à leurs engagements une condition de soutien financier, de transfert de technologies et de renforcement de capacités, mais tous ces pays ont aussi inclus des engagements inconditionnels. Cependant, malgré l'alignement de la majorité des cibles, à travers les 17 ODD, les CDN des pays étudiés, inclus en annexe 3, ne couvrent pas suffisamment celles-ci. De plus, aucun des cas étudiés ne comprend des mesures alignées aux ODD 10 ou 16. L'ODD 1 concernant la pauvreté, levier d'action clé pour la lutte contre les changements climatiques, n'est inclus que dans le CDN de la Malaisie alors que les ODD 4 et 5, concernant l'éducation et l'égalité des sexes, ne sont mentionnés que dans le cas de la Jordanie. Cependant, la couverture des ODD inclus n'est pas répartie entre toutes les cibles uniformément. Par exemple, dans le cas de la Malaisie, les mesures concernant l'ODD 2 (figure 4.1) s'alignent surtout avec les cibles 2.1 et 2.4, soit l'élimination de la faim et l'amélioration de la productivité agricole. Ces mesures ont été choisies pour soutenir la croissance économique du pays,

mais il ne faut pas négliger la conservation de la biodiversité et des ressources naturelles. L'analyse des CDN des quatre pays montre que les synergies entre les ODD et les engagements concernant les changements climatiques ne sont pas assez pris en compte.



**Figure 4.1 Alignements des engagements de la Malaisie avec les cibles de l'ODD 2** (tiré de : Brandi, Dzebo, Janetschek, Lambert, et Savvidou, 2017)

Finalement, les acteurs du développement durable doivent aussi éviter de prendre des engagements contradictoires ou incohérents. Or, aucun pays n'est à l'abri de ceci comme en atteste la controverse récente suscitée en France par le débat sur l'importation d'huile de palme de Malaisie, lorsque ce pays avait menacé de ne pas acheter les avions français si le France menait à terme le projet d'interdiction proposé par le ministre de l'Environnement Nicolas Hulot (Le Puill, 2018). Tous les pays sont concernés par ces agissements, même ceux qui peuvent se retrouver loin de l'action, car leurs comportements peuvent affecter toute la chaîne logistique et amorcer des mécanismes de rétroactions qui peuvent causer la détérioration des ressources naturelles et compromettre l'atteinte des cibles de l'agenda 2030. Cela est d'autant plus pertinent que, souvent, les facteurs qui causent la détérioration des ressources naturelles se trouvent en dehors des secteurs concernés. Par exemple, les causes de la déforestation se trouvent en dehors du secteur de la foresterie. En réponse à cela, les pays doivent prendre conscience des effets de



leurs actions et suivre l'exemple du Japon qui a pris l'engagement à ce que toutes ces chaînes d'approvisionnement soient sans déforestation, à titre de stratégie pour atteindre les cibles de l'agenda 2030 (Masuyama, s. d.). Cependant, la CDN du Japon ne fait pas allusion à ces mesures (figure 4.2).



**Figure 4.2 Alignements de la CDN du Japon à l'ODD 12** (tiré de : Brandi, Dzebo, Janetschek, Lambert, et Savvidou, 2017)

Les exemples étudiés dans ce chapitre font l'état de la mise en œuvre de l'agenda 2030 dans des pays à différents stades de développement. Chaque pays, selon sa situation et ses préférences, privilégie des cibles par rapport à d'autres et choisit une politique ou une stratégie qui lui convient. Certains sont plus avancés que d'autres dans la réalisation des ODD. Cependant, il ressort de ces analyses que tous les pays font face à des défis communs ainsi qu'à des défis propres à leurs contextes. Au niveau mondial, tous les pays en sont encore aux premiers stades de réalisation et sont encore en train de renforcer leurs capacités et leurs moyens. Or, le rythme actuel ne garantit pas la réalisation d'une grande partie des cibles de l'agenda à l'horizon 2030. Il faut donc accélérer le pas tout en renforçant les acquis et en insistant sur les moyens de mise en œuvre à travers le partenariat global et l'ODD 17. De plus, les pays membres ne doivent surtout pas s'abandonner à une perspective de profits à court terme.

## **5. RECOMMANDATIONS**

Dans les chapitres précédents, on a exposé l'évolution des préoccupations environnementales et du concept de développement durable jusqu'à l'adoption des ODD. Ensuite, on a décrit les principaux arrangements ainsi que le cadre international d'insertion des ODD et l'agenda 2030. Puis on a exploré les notions indispensables et quelques approches novatrices qui pourraient éclairer les progrès jusqu'en 2030. Et enfin, nous avons examiné quatre cas pour en dégager les cas de réussite et identifier les obstacles à surmonter. Ce dernier chapitre vise donc à fournir quelques recommandations à la lumière de ces informations.

### **5.1 Adopter de nouvelles approches holistiques**

Vu la diversité des ODD et de leurs cibles, les pays membres risquent de se focaliser sur les réalisations individuelles de celles-ci plutôt que sur l'aspect transformationnel de l'agenda 2030 et les problématiques réelles du développement durable qui impliquent de tenir compte des interactions entre les ODD et les cibles dans la prise de décision (Risse, 2018a). De nouvelles perspectives doivent donc être adoptées. Ainsi, les données de retours sur investissements sont mieux adaptées pour guider l'implémentation de l'agenda 2030 que les progrès vers les cibles individuelles (Shepherd et al., 2015). Les indicateurs choisis doivent informer les politiques mises en place ainsi que les projets, programmes et actions entreprises tout en permettant de cibler les différentes communautés visées. Les décideurs pourraient profiter des connaissances des experts, et celles-ci ne sont pas que sous forme de faits scientifiquement prouvés et rigoureusement détaillés, mais incluent aussi les opinions subjectives de ceux-ci entre autres. Les décideurs politiques doivent aussi se baser sur des modèles probabilistiques pour élaborer leurs programmes. Des analyses doivent donc être faites pour toute décision et à tous les niveaux afin d'en clarifier les enjeux (Shepherd et al., 2015). Les Nations unies pourraient ainsi financer la formation des analystes nécessaires à ces tâches.

### **5.2 Améliorer l'intégration des ODD**

La plupart des pays sont encore aux premiers stades de la mise en œuvre de l'agenda 2030. De ce fait, la majorité est encore en train de renforcer la gouvernance des ODD à travers des institutions nouvelles ou existantes. Cependant, la finalité réelle de l'agenda 2030 n'a pas assez été soulignée. Une intégration verticale et horizontale réussie permettrait ainsi une insertion parfaite des ODD dans les programmes politiques parmi les priorités nationales et favoriserait une cohérence améliorée des actions et des cibles gouvernementales sur le court et le long terme. Cette intégration va dépendre de l'introduction de mécanismes efficaces pour établir et gérer ces priorités et s'assurer de leur alignement avec les objectifs nationaux. L'intégration horizontale des ODD permettra aussi de transcender les silos gouvernementaux et de trouver des solutions innovantes à des problèmes communs. L'intégration verticale des ODD à travers différents paliers de gouvernements est aussi à ne pas omettre. Les outils choisis à cette fin

doivent permettre une coordination efficace entre les différents niveaux. Ce choix doit aussi considérer les coûts d'implantation et dépend du contexte et des priorités nationales. L'intégration verticale est très répandue en ce qui concerne la planification, cependant, elle peut aussi améliorer la mise en œuvre et le suivi de l'agenda 2030 (Conseil économique et social des Nations unies [ECOSOC], 2018).

Au-delà de l'institutionnalisation, les États peuvent aussi élaborer des stratégies qui peuvent servir de référence aux approches d'intégration à long terme et sur lesquelles le gouvernement peut baser ses programmes. Les pays peuvent aussi utiliser des incitations financières pour privilégier les priorités nationales telles qu'illustrées par la Norvège et le Mexique. Le suivi des ODD aussi peut contribuer à leur intégration et assurer la cohérence des priorités nationales en indiquant les ajustements nécessaires. Le rôle du parlement en tant que la voix du peuple au sein du gouvernement est aussi un des facteurs primordiaux pour le succès de l'agenda 2030. Enfin, bien qu'aucun pays ne l'a encore considéré, la sensibilisation des agents du service civil est aussi un moyen d'intégration mis en avant par l'ECOSOC dans son rapport sur le secteur public (ECOSOC, 2018). De plus, ces pays peuvent aussi profiter de 25 ans d'expérience en intégration politique accumulée depuis le sommet de la Terre de 1992 dans le cadre de divers programmes tels que le programme d'intégration politique environnementale de l'UE. De plus, le *leadership* au plus haut niveau est considéré un facteur de succès pour la réalisation des ODD (ECOSOC, 2018).

### **5.3 Renforcer la cohérence des ODD**

La cohérence des engagements politiques est un paramètre important pour la mise en œuvre de l'agenda 2030. En effet, les échecs du développement durable avant 2015 ont souvent été attribués à un manque de cohérence et à la coexistence d'engagements contradictoires (ECOSOC, 2018). La cohérence va dépendre particulièrement de l'intégration de l'agenda 2030 et de la maîtrise des interactions entre ses différents objectifs et entre ses différentes cibles. Actuellement, la majorité des pays ne semble pas avoir considéré les interactions entre les différents ODD afin de profiter des synergies potentielles et faire les compromis nécessaires. En effet, une compréhension approfondie des interdépendances est cruciale pour éviter la redondance des actions et élaborer des programmes efficaces (ECOSOC, 2018). Cela va aussi optimiser le coût de réalisation. Or, les pays membres sont en retard sur ce point. Même la Suède, le pays le plus avancé dans ce domaine, n'a pas encore cartographié les interactions entre toutes les cibles et tous les ODD. Cela risque de ralentir considérablement leurs réalisations, d'autant plus que ces réalisations dépendent du contexte national. Les États engagés dans la mise en œuvre de l'agenda 2030 doivent donc accélérer le pas et s'équiper avec encore plus de moyens scientifiques pour maîtriser leurs contextes et élaborer leurs programmes. La prise en compte des effets non intentionnels et leur correction peut aussi être un moyen de renforcer la cohérence des actions gouvernementales. De telles mesures servent, en effet, à augmenter l'effectivité des programmes de développement.

## **5.4 Encourager la participation**

La participation de la population et des autres parties prenantes est un facteur crucial pour la réussite de l'agenda 2030. En effet, la population et le partenariat sont deux des cinq P de cet agenda. De plus, plusieurs cibles font référence à la participation des citoyens et au partenariat. Cependant, cette participation doit aller bien au-delà de la sensibilisation des acteurs. En effet, le succès de l'agenda 2030 dépendra fortement de l'engagement de la société civile dans la formulation de priorités nationales et locales ainsi que de sa participation à la résolution des défis posés par leurs réalisations. Le secteur privé devra fournir, à côté du gouvernement, les ressources financières, matérielles et humaines nécessaires à l'atteinte des ODD, tandis que les institutions existantes peuvent servir de cadre pour canaliser cette participation. Les gouvernements doivent aussi user de mécanismes innovants pour encourager l'adoption et l'appropriation des ODD. Par exemple, l'État pourra solliciter la collaboration des ONG dans la revue des politiques et stratégies existantes, tandis que des partenariats public-privé pourront mobiliser la participation du secteur privé. Le secteur académique aura aussi un rôle important à jouer en éclairant la voie à suivre (Elliott et Alisic, 2018). Cependant, Les États devront orienter la contribution de ce secteur en fournissant une assistance et des incitations pour aligner les recherches avec les priorités nationales.

Ce niveau de participation amène de nouveaux défis d'intégration. Ainsi, le gouvernement aura besoin de mettre en place des mécanismes capables de tirer profit du grand nombre d'interactions avec les parties prenantes non étatiques à travers les différents secteurs et les différents niveaux de gouvernance. Plusieurs pays, surtout des pays développés, ont mis en place des cadres pour encourager les acteurs non publics à contribuer à l'agenda 2030. Cependant, ces mécanismes doivent porter sur la détermination d'objectifs à poursuivre et non seulement servir à informer ou à consulter les parties impliquées (ECOSOC, 2018).

## **5.5 Renforcer les capacités statistiques et évaluer les progrès**

L'agenda 2030 insiste sur le suivi des ODD. En effet, ce suivi permettrait d'assurer des progrès réguliers et de corriger constamment les erreurs. De plus, il permettrait aussi de détecter les effets non intentionnels. Cela améliorerait ainsi l'intégration des ODD et contribuerait à une meilleure cohérence. L'importance de ce suivi a été aussi confirmée dans le PAAA, principal accord de coopération internationale dans le cadre de l'agenda 2030. Il faut donc renforcer les systèmes statistiques en assurant une collecte exhaustive et un désagrégement efficace des données. Or, les lacunes des données manquantes et les méthodologies non harmonisées forment encore un large fossé entre les capacités actuelles et celles requises pour un suivi effectif de l'agenda 2030 (SDSN et Trends, s. d.).

Le désagrégement des données permettrait donc une meilleure gestion des programmes gouvernementaux ainsi qu'une meilleure intégration des ODD tout en favorisant un apprentissage

graduel (Risse, 2018a). Les États pourront ainsi améliorer leurs données en exploitant leurs archives administratives quand leur quantité et leur qualité le permettent. Les pays membres pourront aussi profiter des innovations dans ce domaine telle l'utilisation du *Big Data*. L'ECOSOC vient ainsi de lancer une discussion autour de ce sujet. Cette innovation permettrait une exécution plus rapide ainsi qu'un ciblage des actions et des composantes les plus effectives même avec des ressources limitées (Lebada, 2018). Les données collectées par les satellites en orbite autour de la terre pourraient ainsi servir à cette fin. De plus, il faut aussi évaluer ces données et s'en servir en tant que moyen pour corriger la trajectoire nationale du développement durable.

La collecte et le suivi des données vont donc nécessiter un budget important qui n'est pas toujours accessible aux pays en développement. C'est donc le devoir des pays développés, dans le cadre du partenariat global, de fournir une aide financière ainsi qu'une assistance nécessaire pour renforcer leurs systèmes statistiques. Cependant, cette aide est actuellement faible et doit être augmentée (Sanna et Mc Donnell, 2017). Face à l'urgence de la situation, il est primordial d'officialiser et de coordonner l'adoption des pratiques les plus communes tout en veillant à la qualité des données (SDSN et Trends, s. d.).

## **5.6 Suivre et prendre en compte les effets transfrontaliers**

En vue de la coopération internationale, les pays membres doivent aussi faire des efforts pour atténuer les effets transfrontaliers de leurs politiques domestiques qui peuvent négativement affecter les progrès dans d'autres pays. Les pays développés sont souvent ceux qui génèrent le plus d'impacts transfrontaliers alors que les pays en développement sont les plus vulnérables à ceux-ci (Sachs, Schmidt-Traub, Kroll, Durand-Delacre, et Teksoz, 2017). Par exemple, la protection des industries domestiques peut avoir des effets négatifs sur le commerce international et ainsi limiter les exportations des pays pauvres et être un frein à leur développement. Ce fait souligne donc le besoin d'une coopération internationale renforcée ainsi que d'une assistance financière aux pays vulnérables. Dans cet ordre d'idée, il est primordial de renforcer les capacités de suivi et d'inclure des indicateurs propres à ces effets afin de les détecter le plus tôt possible et de mettre les mesures nécessaires en place.

## **5.7 Intégrer les laissées pour compte, assurer l'accès à la justice civile et instaurer des mécanismes de responsabilisation**

L'accès à la justice civile est important et doit être garanti pour atteindre les parties affectées négativement par l'action gouvernementale. L'accès à la justice sert aussi l'avancement des priorités nationales. En effet, cet accès constitue un moyen de participation pour les parties négativement affectées. Des indicateurs doivent donc être intégrés au système de suivi pour renseigner sur l'état du système judiciaire (Chapman et Islam, 2018). Les gouvernements doivent aussi identifier les communautés les plus susceptibles d'être laissées pour compte et déterminer les actions nécessaires afin

qu'elles puissent profiter des retombées de l'agenda 2030. Le désagrégement des données par sexe, âge, religion ou autres paramètres pourrait ainsi aider le gouvernement à atteindre ces communautés vulnérables.

Les autorités doivent aussi instituer des mécanismes transparents et impartiaux pour tenir les parties concernées responsables de la progression ou de la régression des réalisations. Cela devrait encourager ces parties à renforcer leur engagement dans le processus de mise en œuvre des ODD.

### **5.8 Améliorer la mobilisation des ressources domestiques**

Un budget bien planifié est indispensable à la mise en œuvre de l'agenda 2030. Pour cela, même les pays pauvres ne doivent pas se reposer uniquement sur les ressources externes. Les États peuvent ainsi améliorer leurs systèmes de taxes, améliorer l'attractivité de leurs environnements pour les investissements privés, établir des partenariats public-privé effectifs, promouvoir une gestion efficace des finances ou encourager l'innovation sociale, entre autres.

### **5.9 Améliorer l'intégration des droits de l'homme et renforcer la composante sociale**

L'importance des droits de l'homme est démontrée par nombre de principes communs à l'agenda 2030 et aux droits de l'Homme tels que la participation, la transparence et l'acceptabilité. L'institut danois des Droits de l'Homme a ainsi pu lier 156 cibles parmi 169 à divers instruments et standards des droits de l'homme (Jana Wagner, 2017). Ces droits servent à maintenir l'équité et la cohésion de la société. Or la composante sociale est souvent le maillon faible des approches de développement durable, il est donc primordial d'assurer les conditions de vie de base pour tous les citoyens et de veiller à l'épanouissement de leurs communautés au sein d'une société juste, forte et équitable. Les pays membres pourraient ainsi introduire des mesures de sécurité sociale dans leurs programmes, encourager l'économie sociale et solidaire, et veiller au respect des droits de l'homme et à l'égalité des sexes, et ce, dans tous les ODD, afin de préserver la dignité pour tout le monde. L'efficacité des stratégies et politiques gouvernementales en sera grandement améliorée. De plus, ces introductions peuvent encourager l'innovation sociale et améliorer l'état des ressources humaines qui pourront contribuer davantage à l'économie nationale.

### **5.10 Accélérer le pas**

Le modèle traditionnel de développement ne présage rien de bon. La situation est critique, surtout pour les défis environnementaux. En effet, on ne peut pas continuer à exploiter les ressources de la Terre à ce rythme et espérer la stabilisation des températures et du niveau de la mer ou l'arrêt de la dégradation environnementale. La situation des États insulaires est encore vulnérable et une montée du niveau des eaux ne manquera pas de faire des millions de réfugiés climatiques. Les sécheresses répétées sont une menace constante pour des régions qui étaient, autrefois, autosuffisantes. Cela risque d'entraîner une dégradation sociale et d'engendrer des conflits. L'urgence d'une action immédiate n'est plus à

démontrer, mais les progrès sont encore trop lents. En effet, le rythme des réalisations pour bon nombre de cibles dans la majorité des pays montre que celles-ci ne vont pas être atteintes à l'horizon 2030 au rythme actuel. Par exemple, au Canada, la majorité des cibles risque d'être manquée en 2030 (Biggs et McArthur, 2018). La comparaison des progrès parmi différents pays peut aider à stimuler le progrès et aider à comprendre les raisons de stagnation de l'avancement des ODD (Sachs et al., 2017). L'outil SDG-ABA peut aussi servir à accélérer cette mise en œuvre.

#### **5.11 Encourager les contributions des parties prenantes aux processus de revues nationales**

En 2017, les revues nationales volontaires avaient porté sur les progrès réalisés. Cependant, la majorité n'identifie pas les défis rencontrés, les leçons tirées ou les meilleures pratiques. La plupart des pays avaient aussi sondé les données disponibles quant aux indicateurs de l'agenda 2030, mais ils n'ont pas fourni les détails des données manquantes (Risse, 2018a). À l'avenir, il sera utile d'ajouter ces précisions pour l'identification des défis et des opportunités ainsi que la construction d'une expérience commune. De plus, presque aucun pays n'a encore estimé le coût de mise en œuvre de l'agenda 2030. Or, l'estimation des coûts est nécessaire pour déterminer les besoins financiers et prévoir les ressources indispensables à la réalisation des ODD. Les pays membres doivent aussi réserver des efforts pour combattre les effets systémiques négatifs tels l'évasion fiscale et les flux financiers illicites. Dans cette tâche, les gouvernements peuvent solliciter la contribution de diverses parties prenantes telles que les ONG ou les entreprises privées qui sont souvent plus proches des enjeux qui les concernent directement.

#### **5.12 Prendre en compte le cadre international d'insertion des ODD**

Les pays membres des Nations unies doivent aussi profiter des synergies entre les divers accords internationaux. Par exemple, le PAAA est le cadre parfait pour mobiliser les ressources nécessaires pour mener à bien l'agenda 2030. Dans cette visée, les nations peuvent ainsi profiter des mécanismes mis en avant par cet accord. La CCNUCC, qui sert de cadre pour l'ODD13, a établi plusieurs mécanismes pour décarboniser l'économie mondiale et aider financièrement les pays en développement. Les CND mis en place par cette convention sont un cadre pertinent pour canaliser les efforts de lutte contre les changements climatiques. Le CSRRC a été conçu pour aider les pays vulnérables à s'adapter aux risques du changement climatique. Le pacte mondial pour la migration, actuellement en phase de négociation, pourrait consolider les ambitions de l'agenda 2030 en matière de droits humains (Risse, 2018b). Il y a encore d'autres traités internationaux, telle la Convention de Minamata sur le mercure, entrée en vigueur en 2017, qui peuvent servir à avancer d'autres ODD. En effet, l'agenda 2030 doit s'insérer parmi les engagements précédents et renforcer les acquis en matière de développement durable.

## CONCLUSION

Après une brève exposition du contexte historique ayant mené à l'émergence du développement durable et des ODD, les implications de ceux-ci dans l'agenda du développement et de la coopération internationale ainsi que quelques notions qui pourraient favoriser leur succès ont été explorées. L'analyse des cas a ensuite permis d'identifier les progrès réalisés ainsi que les obstacles à surmonter ce qui a permis d'aboutir à quelques recommandations pour une mise en œuvre réussie de l'agenda 2030.

La plupart des défis que les pays doivent relever pour une mise en œuvre réussie se ressemblent. De plus, plusieurs pays dont les contextes se ressemblent doivent relever les mêmes défis. Vu que les cas choisis sont très différents du fait de leurs contextes géographiques et leurs statuts de développement, les progrès et les défis identifiés concernent donc toute la communauté internationale.

La diversité, la quantité et la crédibilité des sources utilisées ont permis d'accomplir un travail solide, cependant la portée de ce travail est générale. Ce travail n'est, de plus, en aucun cas, exhaustif et assez précis pour servir tout seul à orienter la mise en œuvre des ODD dans un contexte donné. Ainsi, des travaux concernant l'amélioration de la compréhension des interdépendances selon le contexte, l'agencement et la complémentarité entre l'agenda 2030 et les autres accords internationaux, le choix d'outils d'intégration et de cohérence, l'interaction entre les priorités nationales et les ODD, entre autres, sont d'autant de domaines de recherches qui pourraient bénéficier d'éclaircissement supplémentaire et ajouter à ce travail.



## RÉFÉRENCES

- Action contre la Faim. (s. d.). La mise en oeuvre des ODD à l'échelle nationale : comment mettre en place un plaidoyer autour des cibles et indicateurs relatifs à la nutrition. Consulté à l'adresse <http://docs.scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2017/06/Toolkit-plaidoyer-ODD-Fr-final.pdf>
- Allen, C., Metternicht, G., et Wiedmann, T. (2016). National pathways to the sustainable development goals (SDGs): A comparative review of scenario modelling tools. *Environmental Science & Policy*, 66(Supplement C), 199-207. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2016.09.008>
- Anton, D. K. (2012). The 2012 united nations conference on sustainable development and the future of international environmental protection. *Consilience*, (7), 64-72.
- AtKisson, A. (2017, mai 23). 17Goals – Unlocking the value of interconnection in the SDGs. Consulté 9 janvier 2018, à l'adresse <http://17goals.org/value-of-interconnection-sdgs/>
- Attenburg, T., et Assman, C. (2017). Green industrial policy : Concepts, policy, country experiences. Genève et Bonn: Programme des Nations unies pour l'Environnement [PNUE] et German Development Institute [GDI].
- Awad, A. (s. d.). Implementing the Sustainable Development Goals.
- Bann, C. (2016, mai). *Natural Capital Accounting and the Sustainable Development Goals*. Consulté 17 janvier 2018, à l'adresse [http://www.wavespartnership.org/sites/waves/files/kc/WAVES\\_NCAandSDGs\\_Brief%20final%20web.pdf](http://www.wavespartnership.org/sites/waves/files/kc/WAVES_NCAandSDGs_Brief%20final%20web.pdf)
- Banque Mondiale. (2013). Financing for development post 2015. Washington DC. Consulté à l'adresse <https://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Poverty%20documents/WB-PREM%20financing-for-development-pub-10-11-13web.pdf>
- Banque mondiale. (2018). The changing wealth of nations 2018: building a sustainable future. Washington DC. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1046-6>
- Bartelmus, P. (2014). Environmental-economic accounting: Progress and digression in the SEEA revisions. *Review of Income and Wealth*, 60(4), 887-904. <https://doi.org/10.1111/%28ISSN%291475-4991/issues>
- Biermann, F., Kanie, N., et Kim, R. E. (2017). Global governance by goal-setting: the novel approach of the UN sustainable development goals. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 26-27(Supplement C), 26-31. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2017.01.010>
- Biggs, M., et McArthur, J. W. (2018). A Canadian North Star : Crafting an Advanced Economy Approach to the Sustainable Development Goals. Brookings institution. Consulté à l'adresse [https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2018/03/canadian-north-star\\_working-paper.pdf](https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2018/03/canadian-north-star_working-paper.pdf)
- Blazhevskaya, V. (2017, mai 24). Implementation of the Addis Ababa action agenda and achieve the SDGs. Consulté 16 janvier 2018, à l'adresse <http://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2017/05/countries-agree-on-measures-to-accelerate-resource-mobilization-to-quicken-implementation-of-the-addis-ababa-action-agenda-and-achieve-the-sdgs/>

- Blutstein, H. (Éd.). (2016). Assault on the summit. In *The ascent of globalisation* (p. 192-208). Manchester University Press. Consulté à l'adresse <http://www.jstor.org/stable/j.ctt18mbf0h.20>
- Bodansky, D. (2010). *The art and craft of international environmental law*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 2010.
- Bordt, M. (2018). Discourses in ecosystem accounting: A survey of the expert community. *Ecological Economics*, 144, 82-99. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2017.06.032>
- Bowen, K. J., Cradock-Henry, N. A., Koch, F., Patterson, J., Häyhä, T., Vogt, J., et Barbi, F. (2017). Implementing the “sustainable development goals”: tTowards addressing three key governance challenges—collective action, trade-offs, and accountability. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 26-27(Supplement C), 90-96. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2017.05.002>
- Brandi, C., Dzebo, A., et Janetschek, H. (2017). The Case for Connecting the Implementation of the Paris Climate Agreement and the 2030 Agenda for Sustainable Development. Consulté à l'adresse [https://www.die-gdi.de/uploads/media/BP\\_21.2017.pdf](https://www.die-gdi.de/uploads/media/BP_21.2017.pdf)
- Brandi, C., Dzebo, D., Janetschek, H., Lambert, C., et Savvidou, G. (2017). NDC-SDG Connections: Bridging climate and the 2030 Agenda. Consulté 7 mai 2018, à l'adresse <https://klimalog.die-gdi.de/ndc-sdg/>
- Brito, L., et Smith, M. S. (2012). State of the planet declaration: New knowledge towards solutions (p. 10). Présenté à Planet under pressure, Londres. Consulté à l'adresse <http://www.stakeholderforum.org/fileadmin/files/Planet%20Under%20Pressure%20Declaration.pdf>
- Busumtwi-Sam, J. (2009). International cooperation in sustainable development. *Area Studies (Regional Sustainable Development Review): Canada and USA- Volume*, 40.
- Caiado, R. G. G., de Freitas Dias, R., Mattos, L. V., Quelhas, O. L. G., et Leal Filho, W. (2017). Towards sustainable development through the perspective of eco-efficiency - A systematic literature review. *Journal of Cleaner Production*, 165(Supplement C), 890-904. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2017.07.166>
- Campbell, D. A. (2017). An update on the united nations millennium development goals. *Journal of Obstetric, Gynecologic & Neonatal Nursing*, 46(3), e48-e55. <https://doi.org/10.1016/j.jogn.2016.11.010>
- Canada, A. et A. C. du. (2017, janvier 18). Profil du secteur de l'agriculture, des aliments et des boissons, Kuala Lumpur, Malaisie [publication]. Consulté 4 mai 2018, à l'adresse <http://www.agr.gc.ca/fra/industrie-marches-et-commerce/renseignements-sur-les-marches-internationaux-de-lagroalimentaire/asia/information-sur-les-marches/profil-du-secteur-de-l-agriculture-des-aliments-et-des-boissons-kuala-lumpur-malaisie/?id=1484683535149>
- Carbonnier, G. (2014, novembre 10). Repenser la coopération au développement dans un monde en mutation. Consulté 19 janvier 2018, à l'adresse <https://www.letemps.ch/opinions/2014/11/10/repenser-cooperation-developpement-un-monde-mutation>
- Conseil canadien de Coopération internationale [CCCI] et Fondation communautaire Canada [FDD]. (2017). *Rassembler la société civile canadienne autour des objectifs de développement durable*. Consulté 29 janvier 2018, à l'adresse [http://ccic.ca/resources/CFC033\\_SDG\\_Report\\_FR.pdf](http://ccic.ca/resources/CFC033_SDG_Report_FR.pdf)
- Chapman, P., et Islam, S. (2018, avril 9). Guest Article: Equal Access to Civil Justice for All: How Will We Know When We Get There? | SDG Knowledge Hub | IISD. Consulté 12 avril 2018, à

l'adresse <http://sdg.iisd.org/commentary/guest-articles/equal-access-to-civil-justice-for-all-how-will-we-know-when-we-get-there/>

- Conférence des Nations unies pour le Développement durable [CNUDD]. (2012). *Science and Technology for Sustainable Development*. Consulté à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/385brief12.pdf>
- Conseil économique et social des Nations unies[ECOSOC]. (2018). Working together : Integration, institutions and the sustainable development Goals, world public sector report 2018. New York. Consulté à l'adresse <http://workspace.unpan.org/sites/Internet/Documents/UNPAN98152.pdf>
- Collste, D., Pedercini, M., et Cornell, S. E. (2017). Policy coherence to achieve the SDGs: using integrated simulation models to assess effective policies. *Sustainability Science*, 1-11. <https://doi.org/10.1007/s11625-017-0457-x>
- Cumming, T. L., Shackleton, R. T., Förster, J., Dini, J., Khan, A., Gumula, M., et Kubiszewski, I. (2017). Achieving the national development agenda and the sustainable development goals (SDGs) through investment in ecological infrastructure: A case study of South Africa. *Ecosystem Services*, 27(Part B), 253-260. <https://doi.org/10.1016/j.ecoser.2017.05.005>
- Département des Affaires économiques et sociales des Nations unies [DAES]. (2017). Voluntary national reviews : Synthesis report. Consulté à l'adresse [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/17109Synthesis\\_Report\\_VNRs\\_2017.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/17109Synthesis_Report_VNRs_2017.pdf)
- Davidson, J. (1992). The earth summit. *Development in Practice*, 2(3), 201-203.
- de la Mothe Karoubi, E., et Espey, J. (2016). Indicators and a monitoring framework for financing for development (FfD).
- Díaz, S., Pascual, U., Stenseke, M., Martín-López, B., Watson, R. T., Molnár, Z., ... Shirayama, Y. (2018). Assessing nature's contributions to people. *Science*, 359(6373), 270-272. <https://doi.org/10.1126/science.aap8826>
- Ding, H., Faruqi, S., Wu, A., Altamirano, J.-C., Ortega, A. A., Cristales, R. Z., ... Verdone, M. (2017). Roots of prosperity : The economics and finance of restoring land. Washington DC: *World Resources Institute* [WRI]. Consulté à l'adresse <http://www.wri.org/sites/default/files/roots-of-prosperity.pdf>
- Ding, H., et M. Bullock, J. (2018). A guide to selecting ecosystem service models for decision making : Lessons from sub-saharan Africa. Washington DC: WRI. Consulté à l'adresse [http://www.wri.org/sites/default/files/guide-selecting-ecosystem-service-model-decision-making\\_0.pdf](http://www.wri.org/sites/default/files/guide-selecting-ecosystem-service-model-decision-making_0.pdf)
- Economic Planning Unit. (2017). Malaysia : Sustainable Development Goals Voluntary National Review 2017. Government of Malaysia.
- Elliott, T., et Alisic, E. (2018, février 20). Guest Article: Demystifying the SDGs: The World's Science Academies Launch a Guide for Leveraging Expertise | SDG Knowledge Hub | IISD. Consulté 12 avril 2018, à l'adresse <http://sdg.iisd.org/commentary/guest-articles/demystifying-the-sdgs-the-worlds-science-academies-launch-a-guide-for-leveraging-expertise/>
- Fenton, P., et Gustafsson, S. (2017). Moving from high-level words to local action—governance for urban sustainability in municipalities. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 26-27(Supplement C), 129-133. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2017.07.009>

- Fishman, A. (2017, décembre 18). Policy Brief: SDG Knowledge Weekly: Trade in the Context of the 2030 Agenda | SDG Knowledge Hub | IISD. Consulté 16 janvier 2018, à l'adresse <http://sdg.iisd.org/commentary/policy-briefs/sdg-knowledge-weekly-18-december-2017/>
- Gaffney, O. (2015, septembre 16). 10 facts about the Sustainable Development Goals. Consulté 6 octobre 2017, à l'adresse <https://www.weforum.org/agenda/2015/09/10-things-to-know-about-the-sustainable-development-goals/>
- Gao, L., et Bryan, B. A. (2017). Finding pathways to national-scale land-sector sustainability. *Nature*, 544(7649), 217. <https://doi.org/10.1038/nature21694>
- Geijzendorffer, I. R., Cohen-Shacham, E., Cord, A. F., Cramer, W., Guerra, C., et Martín-López, B. (2017). Ecosystem services in global sustainability policies. *Environmental Science & Policy*, 74(Supplement C), 40-48. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2017.04.017>
- General Economics Division. (2017). SDGs Financing Strategy : Bangladesh perspective. Government of the People's Republic of Bangladesh. Consulté à l'adresse [http://www.plancomm.gov.bd/wp-content/uploads/2017/11/SDGs%20Financing%20Strategy\\_Final.pdf](http://www.plancomm.gov.bd/wp-content/uploads/2017/11/SDGs%20Financing%20Strategy_Final.pdf)
- Global Footprint Network. (2015, septembre 23). Only eight countries meet two key conditions for sustainable development as United Nations adopts Sustainable Development Goals. Consulté 18 janvier 2018, à l'adresse <https://www.footprintnetwork.org/2015/09/23/eight-countries-meet-two-key-conditions-sustainable-development-united-nations-adopts-sustainable-development-goals/>
- Gorobets, A. (2014). Eco-centric policy for sustainable development. *Journal of Cleaner Production*, 64(Supplement C), 654-655. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2013.09.022>
- Griggs, D., Nilsson, M., Stevance, A.-S., et McCollum, D. (2017). A guide to SDG interaction : From science to implementation. Paris: *International Council of Science [ICSU]*. Consulté à l'adresse <https://www.icsu.org/cms/2017/05/SDGs-Guide-to-Interactions.pdf>
- Häyhä, T., et Franzese, P. P. (2014). Ecosystem services assessment: A review under an ecological-economic and systems perspective. *Ecological Modelling*, 289, 124-132. <https://doi.org/10.1016/j.ecolmodel.2014.07.002>
- Heck, V., Hoff, H., Wirsén, S., Meyer, C., et Kreft, H. (2018). Land use options for staying within the planetary boundaries – Synergies and trade-offs between global and local sustainability goals. *Global Environmental Change*, 49, 73-84. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2018.02.004>
- High-level Political Forum : Sustainable Development Knowledge Platform. (s. d.). Consulté 8 janvier 2018, à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf>
- High-Level Political Forum 2017 : Sustainable Development Knowledge Platform. (s. d.). Consulté 18 janvier 2018, à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2017>
- Hujo, K., et Braumann, H. (2016). Policy innovations for transformative change: implementing the 2030 agenda for sustainable development. Genève: Institut de Recherches des Nations unies pour le Développement social [IRNUDS].
- Intended Nationally Determined Contribution of the Government of Malaysia*. (2016, novembre 16). Consulté 4 mai 2018, à l'adresse <http://www4.unfccc.int/Submissions/INDC/Published%20Documents/Malaysia/1/INDC%20Malaysia%20Final%2027%20November%202015%20Revised%20Final%20UNFCCC.pdf>

- Inter-Agency Task Force on Financing for Development [IATF]. (2017). *Financing for Development : Progress and prospects*. New York.
- Inter-Agency Task Force on Social and Solidarity Economy [TFSSE]. (s. d.). *Realizing the 2030 Agenda through Social and Solidarity Economy*. Consulté 20 février 2018, à l'adresse [http://unsse.org/wp-content/uploads/2014/08/Final\\_Position-Paper-SSE-and-SDGs\\_UNTFSSE.pdf](http://unsse.org/wp-content/uploads/2014/08/Final_Position-Paper-SSE-and-SDGs_UNTFSSE.pdf)
- Jana Wagner, L. (2017). How does the 2030 Agenda relates to Human Rights? Consulté à l'adresse [https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Download-Center/PDF-Dokumente-Development-Research/2017-06-26\\_EK\\_SDGs-und-Menschenrechten\\_EN.pdf](https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Download-Center/PDF-Dokumente-Development-Research/2017-06-26_EK_SDGs-und-Menschenrechten_EN.pdf)
- Japan's Voluntary National Review : Report of the Implementation of the Sustainable Development Goals. (2017). SDG Promotion Headquarters. Consulté à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/16445JapanVNR2017.pdf>
- Jordan's Way to Sustainable Development : The First National Review on the Implmentation of the 2030 Agenda. (2017). New York: The Hashemite Kingdom of Jordan. Consulté à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/16289Jordan.pdf>
- Joshi, D. K., Hughes, B. B., et Sisk, T. D. (2015). Improving governance for the post-2015 sustainable development goals: Scenario forecasting the next 50 years. *World Development*, 70(Supplement C), 286-302. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.01.013>
- Kanter, D. R., Schwoob, M.-H., Baethgen, W. E., Bervejillo, J. E., Carriquiry, M., Dobermann, A., ... de Lima, J. M. S. (2016). Translating the sustainable development goals into action: A participatory backcasting approach for developing national agricultural transformation pathways. *Global Food Security*, 10(Supplement C), 71-79. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2016.08.002>
- Kenny, C. (2013). What should follow the millennium development goals? *BMJ: British Medical Journal*, 346(7902), 19-22.
- Kjorven, O., Nippita, N., et Wietzke, F. B. (2015, août 18). The Addis Ababa action agenda: Strengths, weaknesses, and the way ahead. Consulté 16 janvier 2018, à l'adresse <https://blogs.unicef.org/blog/the-addis-ababa-action-agenda-strengths-weaknesses-and-the-way-ahead/>
- Koide, R., et Akenji, L. (2017). Assessment of policy integration of sustainable consumption and production into national policies. *Resources*, 6(4). <https://doi.org/10.3390/resources6040048>
- Kroll, C. (2015). Sustainable development goals: Are the rich countries ready. *Sustainable Development Solutions Network [SDSN]* et Bertelsman Stiftung.
- Kubiszewski, I., Costanza, R., Anderson, S., et Sutton, P. (2017). The future value of ecosystem services: Global scenarios and national implications. *Ecosystem Services*, 26, 289-301. <https://doi.org/10.1016/j.ecoser.2017.05.004>
- Kumar, P. (2017). Innovative tools and new metrics for inclusive green economy. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 24, 47-51. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2017.01.012>
- Langhelle, O. (1999). Sustainable development: exploring the ethics of « our common future ». *International Political Science Review / Revue internationale de science politique*, 20(2), 129-149.
- Le Blanc, D. (2015). Towards Integration at last? The sustainable development goals as a network of targets. *Sustainable Development*, 23(3), 176-187. <https://doi.org/10.1002/sd.1582>

- Le Blanc, D., Liu, W., O'Connor, D., et Zubcevic, I. (2012). Development cooperation in the light of sustainable development and the SDGs : Preliminary exploration of the issues. DAES. Consulté à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/761workingpaper3.pdf>
- Le Puill, G. (2018, avril 13). La France achète de l'huile de palme pour vendre des avions Rafale. Consulté 9 mai 2018, à l'adresse <https://www.humanite.fr/la-france-achete-de-lhuile-de-palme-pour-vendre-des-avions-rafale-653721>
- Lebada, A. M. (2015, mars 9). Experts Discuss National Monitoring for SDGs | News | SDG Knowledge Hub | IISD. Consulté 17 janvier 2018, à l'adresse <http://sdg.iisd.org/news/experts-discuss-national-monitoring-for-sdgs/>
- Lebada, A. M. (2018, avril 10). ECOSOC Partnership Forum Discusses Big Data for SDGs | News | SDG Knowledge Hub | IISD. Consulté 12 avril 2018, à l'adresse <http://sdg.iisd.org/news/ecosoc-partnership-forum-discusses-big-data-for-sdgs/>
- Leone, F. (2017, décembre 7). DESA Presents Updated Capacity Building Approach | News | SDG Knowledge Hub | IISD. Consulté 17 janvier 2018, à l'adresse <http://sdg.iisd.org/news/desa-presents-updated-capacity-building-approach/>
- Leong, A. (2015, décembre 14). 17Goals – How the Paris Agreement and the SDGs Work Together. Consulté 12 janvier 2018, à l'adresse <http://17goals.org/paris-agreement-sdgs/>
- Liu, Z. (2017). Doha messages. Présenté à High level conference on financing for development and the means of implementation of the 2030 agenda for sustainable development. Consulté à l'adresse <http://www.un.org/esa/ffd/high-level-conference-on-ffd-and-2030-agenda/wp-content/uploads/sites/4/2017/11/Doha-Messages.pdf>
- Localising the SDGs in Bangladesh. (2017). Présenté à Citizen's Platform for SDGs, Bangladesh. Consulté à l'adresse <http://bdplatform4sdgs.net/wp-content/uploads/2017/01/Citizen%E2%80%99s-Platform-Brief-8-Localising-the-SDGs-in-Bangladesh.pdf>
- Loiseau, E., Saikku, L., Antikainen, R., Droste, N., Hansjürgens, B., Pitkänen, K., ... Thomsen, M. (2016). Green economy and related concepts: An overview. *Journal of Cleaner Production*, 139(Supplement C), 361-371. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2016.08.024>
- Masuyama, T. (s. d.). Japan's efforts for the promotion of deforestation-free global supply chains, 9.
- Maurice, J. (2016). Measuring progress towards the SDGs—a new vital science. *The Lancet*, 388(10053), 1455–1458.
- McRae, L., Freeman, R., et Marconi, V. (2016). Living planet report 2016: Risk and resilience in a new era. Gland, Suisse: *World Wildlife Fund* [WWF]. Consulté à l'adresse <http://www.deslibris.ca/ID/10066038>
- Mohammed, A. J. (2016, août). La coopération internationale peut-elle contribuer à mettre le développement durable au cœur des modèles économiques ? Consulté 19 janvier 2018, à l'adresse <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/blog/2016/7/18/The-challenge-How-can-international-co-operation-help-to-put-sustainable-development-at-the-core-of-business-models-.html>
- Moore, F. C. (2011). toppling the tripod: sustainable development, constructive ambiguity, and the environmental challenge. *Consilience*, (5), 141-150.
- Nations Unies. (2013). A new global partnership.

- Nations Unies. (2015). Transforming Our World : The 2030 Agenda for Sustainable Development. Consulté à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/21252030%20Agenda%20for%20Sustainable%20Development%20web.pdf>
- Nilsson, M., et Persson, Å. (2017). Policy note: Lessons from environmental policy integration for the implementation of the 2030 agenda. *Environmental Science & Policy*, 78(Supplement C), 36-39. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2017.09.003>
- Northrop, E., Biru, H., Lima, S., Bouye, M., et Song, R. (2016). Examining the alignment between the intended nationally determined contributions and sustainable development goals. Washington DC: WRI.
- Organisation de Coopération et de Développement économique [OCDE]. (2017a). Coopération pour le développement 2017. Paris. Consulté à l'adresse [http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/development/cooperation-pour-le-developpement-2017\\_dcr-2017-fr](http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/development/cooperation-pour-le-developpement-2017_dcr-2017-fr)
- OCDE. (2017b). Policy coherence for sustainable development 2017. <https://doi.org/10.1787/9789264272576-en>
- Offerdahl, K. (2015, avril 30). Report Identifies Lessons from MDGs for Post-2015 Monitoring | News | SDG Knowledge Hub | IISD. Consulté 17 janvier 2018, à l'adresse <http://sdg.iisd.org/news/report-identifies-lessons-from-mdgs-for-post-2015-monitoring/>
- Paul, D. (2015, juin 8). WSIS Forum Highlights ICTs for Implementing, Monitoring SDGs | News | SDG Knowledge Hub | IISD. Consulté 17 janvier 2018, à l'adresse <http://sdg.iisd.org/news/wsis-forum-highlights-icts-for-implementing-monitoring-sdgs/>
- Paulo, S. (2014). International cooperation and development: A conceptual overview. Bonn: GDI.
- PNUE. (2011). Towards a green economy: Pathways to sustainable development and poverty eradication. Nairobi, Kenya.
- PNUE. (2016, avril).
- PNUE. (2017). SDG Accelerator and Bottleneck Assessment Tool. New York. Consulté à l'adresse [http://www.sustainablesids.org/wp-content/uploads/2018/01/SDG\\_Accelerator\\_and\\_Bottleneck\\_Assessment\\_Tool.pdf](http://www.sustainablesids.org/wp-content/uploads/2018/01/SDG_Accelerator_and_Bottleneck_Assessment_Tool.pdf)
- PNUE. (s. d.). Technology facilitation mechanism. Consulté 16 janvier 2018, à l'adresse <https://www.unenvironment.org/explore-topics/technology/what-we-do/technology-facilitation-mechanism>
- Programme des Nations unies pour l'Environnement - Centre de Surveillance continu de la Nature [PNUE-CSCN]. (2015). Experimental biodiversity accounting as a component of the system of environmental-economic accounting experimental ecosystem accounting (SEEA-EEA).
- PricewaterhouseCoopers [PwC]. (2015). Make it your business : Engaging with the sustainable development goals. Consulté à l'adresse [https://www.pwc.com/gx/en/sustainability/SDG/SDG%20Research\\_FINAL.pdf](https://www.pwc.com/gx/en/sustainability/SDG/SDG%20Research_FINAL.pdf)
- Rajan, M. G. (1992). The alternative rio summit. *Economic and Political Weekly*, 27(34), 1787-1788.
- Rangreji, L. (2013). « The future we want » - Reflections on the « sustainable development » paradigm -. *Environmental Policy and Law*; Amsterdam, 43(6), 306-317.
- Rapport du Togo*. (2017). New York: République togolaise. Consulté à l'adresse [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/16525Togo\\_FR.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/16525Togo_FR.pdf)

- Recuero Virto, L., Weber, J.-L., et Jeantil, M. (2018). Natural capital accounts and public policy decisions: Findings from a survey. *Ecological Economics*, 144, 244-259. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2017.08.011>
- RIO + 20, conférence mondiale des Nations unies sur le développement durable, 20-22 juin 2012. (2012, juin 29). Consulté 31 décembre 2017, à l'adresse <http://www.adequations.org/spip.php?article1509>
- Ripple, W. J., Wolf, C., Newsome, T. M., Galetti, M., Alamgir et M., Crist, E. (2017). World scientists' warning to humanity: a second notice. *BioScience*. <https://doi.org/10.1093/biosci/bix125>
- Risse, N. (2015a, juillet 21). FfD3 Concludes with Adoption of Addis Ababa Action Agenda | News | SDG Knowledge Hub | IISD. Consulté 16 janvier 2018, à l'adresse <http://sdg.iisd.org/news/ffd3-concludes-with-adoption-of-addis-ababa-action-agenda/>
- Risse, N. (2015b, juillet 28). UNGA Endorses Addis Ababa Action Agenda | News | SDG Knowledge Hub | IISD. Consulté 16 janvier 2018, à l'adresse <http://sdg.iisd.org/news/unga-endorses-addis-ababa-action-agenda/>
- Risse, N. (2015c, septembre 10). Policy Brief: The Technology Facilitation Mechanism: Conceived in Rio, Born in Addis | SDG Knowledge Hub | IISD. Consulté 16 janvier 2018, à l'adresse <http://sdg.iisd.org/commentary/policy-briefs/the-technology-facilitation-mechanism-tfm-conceived-in-rio-born-in-addis/>
- Risse, N. (2018a, janvier 16). UN Secretary-General Launches Migration Report Ahead of Compact Negotiations | News | SDG Knowledge Hub | IISD. Consulté 23 avril 2018, à l'adresse <http://sdg.iisd.org/news/un-secretary-general-launches-migration-report-ahead-of-compact-negotiations/>
- Risse, N. (2018b, mars 15). Policy Brief: Advancing National SDG Implementation: Assessing VNR Reports to Learn from SDG Experiences | SDG Knowledge Hub | IISD. Consulté 12 avril 2018, à l'adresse <http://sdg.iisd.org/commentary/policy-briefs/advancing-national-sdg-implementation-assessing-vnr-reports-to-learn-from-sdg-experiences/>
- Ross, A. (2009). Modern interpretations of sustainable development. *Journal of Law and Society*, 36(1), 32-54.
- Rudolph, A. (2017). The concept of SDG-sensitive development cooperation: implications for OECD-DAC members. Bonn: GDI.
- Ruijs, A., et van Egmond, P. (2017). Natural capital in practice: How to include its value in dutch decision-making processes. *Ecosystem Services*, 25, 106-116. <https://doi.org/10.1016/j.ecoser.2017.03.025>
- Sachs, J. D. (2012). From millennium development goals to sustainable development goals. *The Lancet*, 379(9832), 2206-2211. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(12\)60685-0](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(12)60685-0)
- Sachs, J. D., Schmidt-Traub, G., Kroll, C., Durand-Delacre, D., et Teksoz, K. (2017). SDG Index and Dashboards Report 2017. New York: Bertelsmann Stiftung et SDSN. Consulté à l'adresse <http://www.sdgindex.org/assets/files/2017/2017-SDG-Index-and-Dashboards-Report--full.pdf>
- Sanna, V., et Mc Donnell, I. (2017). Data for development: DAC member priorities nad challenges (p. 29). Paris: OCDE.
- Sanwal, M. (2011). Global vision for Rio+20 and beyond. *Economic and Political Weekly*, 46(40), 24-30.



- Schmidt-Traub, G. (2015). Investment needs to achieve the sustainable development goals : Understanding the billions and trillions. SDSN. Consulté à l'adresse <http://unsdsn.org/wp-content/uploads/2015/09/151112-SDG-Financing-Needs.pdf>
- Schmidt-Traub, G., et Sachs, J. D. (2015). The roles of public and private development finance. SDSN.
- Schröter, M., Stumpf, K. H., Loos, J., van Oudenhoven, A. P. E., Böhnke-Henrichs, A., et Abson, D. J. (2017). Refocusing ecosystem services towards sustainability. *Ecosystem Services*, 25, 35-43. <https://doi.org/10.1016/j.ecoser.2017.03.019>
- SDG Priorities for Bangladesh. (2016). Présenté à Citizen's Platform for SDGs, Bangladesh.
- SDSN. (2012, décembre 19). Consulté à l'adresse <http://unsdsn.org/wp-content/uploads/2014/02/121220-Draft-Framework-of-Sustainable-Development1.pdf>
- SDSN. (2015, décembre). Consulté 16 février 2018, à l'adresse <http://unsdsn.org/wp-content/uploads/2015/12/151211-getting-started-guide-FINAL-PDF-.pdf>
- SDSN et Trends. (s. d.). Counting on the world : Building modern data systems for sustainable development.
- Shamsul Alam. (2016, juin). Development Planning in Bangladesh: 7th Five Year Plan and SDG Implementation.
- Shepherd, K., Hubbard, D., Fenton, N., Claxton, K., Luedeling, E., et de Leeuw, J. (2015). Policy: Development goals should enable decision-making. *Nature News*, 523(7559), 152. <https://doi.org/10.1038/523152a>
- Singh, G. G., Cisneros-Montemayor, A. M., Swartz, W., Cheung, W., Guy, J. A., Kenny, T.-A., ... Ota, Y. (2017). A rapid assessment of co-benefits and trade-offs among sustainable development goals. *Marine Policy*. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2017.05.030>
- Snell, C., et Haq, G. (Éd.). (2014). Future environmental challenges. In *The short guide to environmental policy* (1<sup>re</sup> éd., p. 139-162). Policy Press at the University of Bristol. Consulté à l'adresse <http://www.jstor.org/stable/j.ctt1t89d0h.14>
- Stafford-Smith, M., Griggs, D., Gaffney, O., Ullah, F., Reyers, B., Kanie, N., ... O'Connell, D. (2016). Integration: the key to implementing the sustainable development goals. *Sustainability Science*, 1-9. <https://doi.org/10.1007/s11625-016-0383-3>
- Statistics Sweden, Ministerio del Medio ambiente, Chile, et PNUE, *10 Years Framework Program [10YFP]*. (2016). Monitoring the shift to sustainable consumption and production patterns in the context of the SDG. Consulté à l'adresse [http://www.scpclearinghouse.org/sites/default/files/monitoring\\_the\\_shift\\_to\\_scp\\_.pdf](http://www.scpclearinghouse.org/sites/default/files/monitoring_the_shift_to_scp_.pdf)
- Steffen, W., Persson, Å., Deutsch, L., Zalasiewicz, J., Williams, M., Richardson, K., ... Svedin, U. (2011). The anthropocene: from global change to planetary stewardship. *Ambio*, 40(7), 739-761. <https://doi.org/10.1007/s13280-011-0185-x>
- Submission of Japan's Nationally Determined Contribution (INDC)* (2016, novembre 8). Consulté 4 mai 2018, à l'adresse [http://www4.unfccc.int/ndcregistry/PublishedDocuments/Japan%20First/20150717\\_Japan%27s%20INDC.pdf](http://www4.unfccc.int/ndcregistry/PublishedDocuments/Japan%20First/20150717_Japan%27s%20INDC.pdf)
- Sullivan, K., Thomas, S., et Rosano, M. (2018). Using industrial ecology and strategic management concepts to pursue the sustainable development goals. *Journal of Cleaner Production*, 174, 237-246. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2017.10.201>

- Sweden and the 2030 agenda : Report to the UN high level political forum on sustainable development.* (2017). Gouvernement de la Suède. Consulté à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/16033Sweden.pdf>
- Tandon, Y., et Ananthakrishnan, S. (1997). Rio minus five: UNGASS: a return to realism. *Economic and Political Weekly*, 32(37), 2322-2325.
- Technical Support Team. (s. d.). Science, technology and innovation, knowledge sharing and capacity building.
- Technology Facilitation Mechanism. (S. d.). Consulté 16 janvier 2018, à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/1285unep.pdf>
- Tedjani, K. (2010, décembre 30). « L'empreinte écologique au niveau international » par « Démographie responsable.org ». Consulté 28 février 2018, à l'adresse <http://www.nouara-algerie.com/article-l-empreinte-ecologique-au-niveau-international-par-demographie-responsable-org-63971212.html>
- The SDGs Guiding Implementation Principles : December 22, 2016 SDGs Promotion Headquarters. (2017). Ministry of Foreign Affairs. Consulté à l'adresse <http://www.mofa.go.jp/files/000252819.pdf>
- Tosun, J., et Lang, A. (2017). Policy integration: mapping the different concepts. *Policy Studies*, 38(6), 553-570. <https://doi.org/10.1080/01442872.2017.1339239>
- Union européenne [UE]. (2017). La coopération décentralisée dans le contexte de l'agenda 2030 : analyse approfondie. (Website). Consulté à l'adresse <https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/be126bd1-562b-11e7-a5ca-01aa75ed71a1/language-fr/format-PDF>
- United Nations System Task Team. (2012). Realizing the future we want for all. New York. Consulté à l'adresse [http://www.un.org/en/development/desa/policy/untaskteam\\_undf/untt\\_report.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/policy/untaskteam_undf/untt_report.pdf)
- Van den Berg, R. D., Naidoo, I., et Tamondong, S. D. (2017). Evaluation for agenda 2030 : Providing evidence for progress and sustainability. Exeter, UK: *International Development Evaluation Association [IDEAS]*. Consulté à l'adresse [https://ideas-global.org/wp-content/uploads/2017/12/IDEAS-web-REV\\_08Dec.pdf](https://ideas-global.org/wp-content/uploads/2017/12/IDEAS-web-REV_08Dec.pdf)
- Vardon, M., Burnett, P., et Dovers, S. (2016). The accounting push and the policy pull: Balancing environment and economic decisions. *Ecological Economics*, 124, 145-152. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2016.01.021>
- Veolia. (2015, septembre 28). Veolia contribuera aux objectifs de développement durable 2030 de l'ONU. Consulté 14 mai 2018, à l'adresse <https://www.veolia.com/fr/groupe/medias/actualites/veolia-contribuera-aux-objectifs-de-developpement-durable-2030-de-l-onu>
- Victor, D. G. (2006). Recovering sustainable development. *Foreign Affairs*, 85(1), 91-103. <https://doi.org/10.2307/20031845>
- Visseren-Hamakers, I. J. (2015). Integrative environmental governance: Enhancing governance in the era of synergies. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 14, 136-143. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2015.05.008>
- Voluntary National Review (VNR)*, 2017 : Eradicating poverty and promoting prosperity in a changing world. (2017). Government of People's Republic of Bangladesh. Consulté à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/15826Bangladesh.pdf>

- Wahlandt Selhag, L. (2016). Key components of governance for sustainable development and SDG Implementation in Sweden. Uppsala University, Uppsala.
- Walking the last mile of equitable and inclusive growth. (s. d.). Consulté 19 mars 2018, à l'adresse [http://www.my.undp.org/content/malaysia/en/home/ourwork/povertyreduction/successstories/equitable\\_inclusive\\_growth.html](http://www.my.undp.org/content/malaysia/en/home/ourwork/povertyreduction/successstories/equitable_inclusive_growth.html)
- Weitz, N., Carlsen, H., Nilsson, M., et Skånberg, K. (2017). Towards systemic and contextual priority setting for implementing the 2030 agenda. *Sustainability Science*, 1-18. <https://doi.org/10.1007/s11625-017-0470-0>
- What is the 10YFP? (2016, septembre 20). Consulté 8 janvier 2018, à l'adresse <http://www.scpclearinghouse.org/what-10yfp>
- Wood, S. L. R., Jones, S. K., Johnson, J. A., Brauman, K. A., Chaplin-Kramer, R., Fremier, A., ... DeClerck, F. A. (2018). Distilling the role of ecosystem services in the sustainable development goals. *Ecosystem Services*, 29, 70-82. <https://doi.org/10.1016/j.ecoser.2017.10.010>
- WTO Ministerial: In landmark move, country coalitions set plans to advance on new issues. (2017, décembre 14). Consulté 16 janvier 2018, à l'adresse <https://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/wto-ministerial-in-landmark-move-country-coalitions-set-plans-to-advance>
- Xiao, Y., Norris, C. B., Lenzen, M., Norris, G., et Murray, J. (2017). How social footprints of nations can assist in achieving the sustainable development goals. *Ecological Economics*, 135(Supplement C), 55-65. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2016.12.003>

**ANNEXES 1 : CHOIX DES ÉTUDES DE CAS** (compilé de : Economic Planning Unit, 2017; Japan's Voluntary National Review : Report of the Implementation of the Sustainable Development Goals, 2017; Jordan's Way to Sustainable Development : The First National Review on the Implmentation of the 2030 Agenda, 2017; Rapport du Togo, 2017; Sweden and the 2030 agenda : Report to the UN high level political forum on sustainable development, 2017; Vonluntary National Review (VNR), 2017 : Eradicating poverty and promoting prosperity in a changing world, 2017)

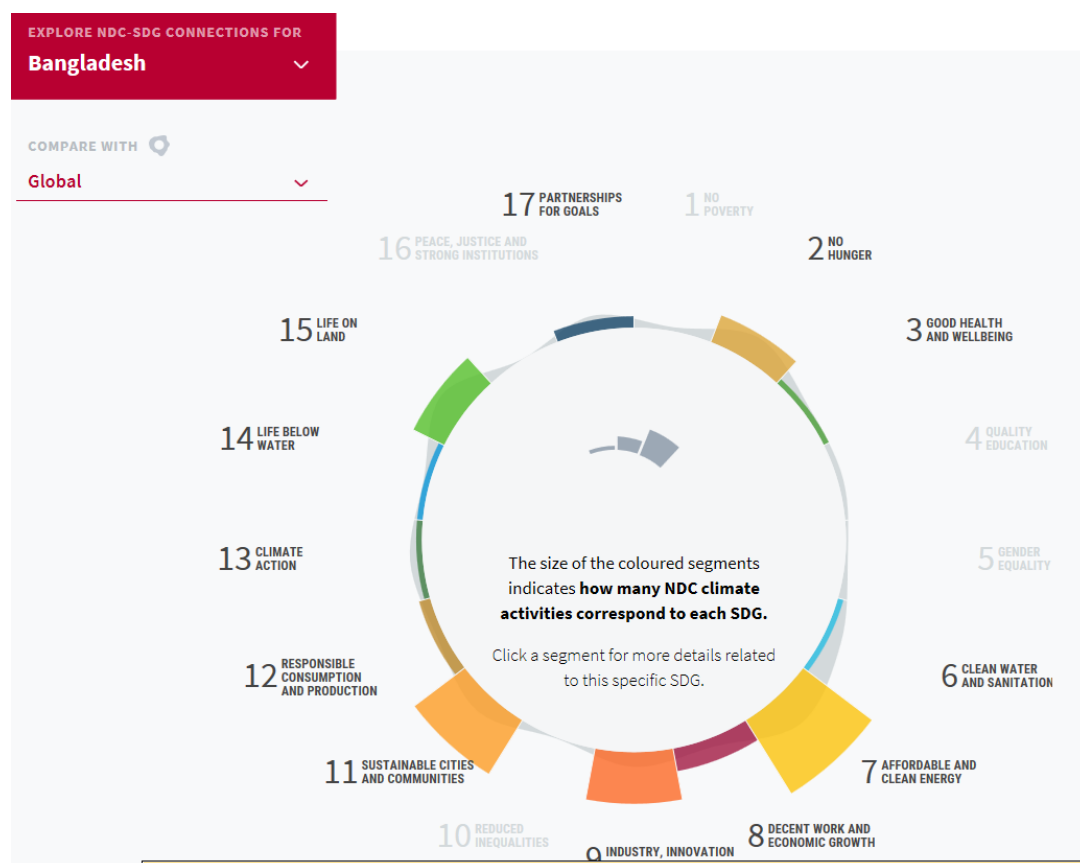
| <b>Critères / Pays</b> | Niveau du développement du pays | Plan national de développement et ODD    | Cibles des ODD priorités | Méthodologie pour le choix des ODD et des cibles nationales établies / interactions | Localisation de l'agenda 2030 (niveau infranational)      | Surveillance et suivi                                     |
|------------------------|---------------------------------|--|--------------------------|---|---|---|
| Suède                  | Pays développé                  | Non précisé                              | Non précisés             | Non précisée  | Non précisée  | 120 indicateurs dont 49 déjà réalisés                     |
| Japon                  | Pays développé                  | Vision                                   | 8 axes prioritaires      | Consultation  | Partenariat avec les acteurs locaux pour la mise en œuvre | 40% des indicateurs en place                              |
| Malaisie               | Pays en transition              | 11 <sup>e</sup> plan Malaisie            |                          | Cibles s'alignant avec le 11 <sup>ème</sup> plan Malaisie                           | Reproduire la structure nationale                         | Priorisation des indicateurs                              |
| Jordanie               | Pays en développement           | Jordanie 2025                            | 4 axes prioritaires      | Consultation  | À venir   | À consolider  |
| Bangladesh             | Pays en développement           | 7 <sup>e</sup> plan quinquennal          | En cours                 | Dialogue  | En cours  | 70 indicateurs disponibles, 108 partiels, 63 à développer |
| Togo                   | Pays en développement           | Plan national de développement 2018-2022 | 60 cibles                | Grille de priorisation des cibles (UQAC)  | Pas encore  | Faible suivi  |

**ANNEXE 2 : ANALYSE DES CAS** (compilé de Economic Planning Unit, 2017; Japan's Voluntary National Review : Report of the Implementation of the Sustainable Development Goals, 2017; Jordan's Way to Sustainable Development : The First National Review on the Implementation of the 2030 Agenda, 2017; « Localizing the SDGs in Bangladesh », 2017; « SDG Priorities for Bangladesh », 2016; The SDGs Guiding Implementation Principles : December 22, 2016 SDGs Promotion Headquarters, 2017; Voluntary National Review (VNR), 2017 : Eradicating poverty and promoting prosperity in a changing world, 2017)

|                                     | <b>Bangladesh</b>                              | <b>Jordanie</b>  | <b>Malaisie</b>  | <b>Japon</b>  |
|-------------------------------------|--|--|--|---|
| <b>Participation des acteurs</b>    | Tables rondes                                  | Sondage  | Alliance des ONG   | Tables rondes   |
| <b>Méthodologie de priorisation</b> | Dialogue avec les parties prenantes            | Sondage + documents gouvernementaux                      | Cibles s'alignant avec le 11 <sup>e</sup> plan Malaisie  | Vision gouvernementale  |
| <b>Cibles priorisées</b>            | En cours                                       | Feuille de route incluant 11 axes prioritaires           | 11 <sup>e</sup> plan Malaisie  | 8 axes prioritaires s'alignant avec la vision gouvernementale |
| <b>Interactions entre les ODD</b>   | Non incluses                                   | Non incluses   | Non incluses   | Non incluses  |
| <b>Mécanismes de cohérence</b>      | Non inclus                                     | Utilisation des mécanismes institutionnels déjà en place | Étude de cohérence par le <i>Institute for Strategic and International Studies Malaysia</i> + Réformes institutionnelles | Non inclus  |
| <b>Indicateurs</b>                  | 70 couverts<br>108 partiels<br>63 à développer | 40% des indicateurs sont prioritaires                    | 99 disponibles<br>104 partiels<br>28 non disponibles<br>13 non pertinents  | 40% des indicateurs déjà couverts par divers programmes       |

|                                   | <b>Bangladesh</b>  | <b>Jordanie</b>   | <b>Malaisie</b>   | <b>Japon</b>               |
|-----------------------------------|--|---|---|----------------------------|
| <b>Surveillance et suivi</b>      | Système en développement                                       | Rencontres gouvernementales régulières                        | Comités de travail  | Siège de promotion des ODD |
| <b>Financement international</b>  | Investissements directs étrangers + APD + fonds internationaux | APD + investissements directs étrangers                       | Fonds internationaux  | Non pertinent              |
| <b>Réformes institutionnelles</b> | Cartographie des cibles  | Comité supérieur de pilotage + CNSDD + comité de coordination | Comité (national + pilotage + de travail)<br>Structure (nationale + régionale + locale) | Siège de promotion des ODD |

**ANNEXE 3 : ALIGNEMENT DES CDN AUX ODD DANS LES QUATRE PAYS ÉTUDIÉS** (tiré de : Brandi, Dzebo, Janetschek, Lambert, et Savvidou, 2017)



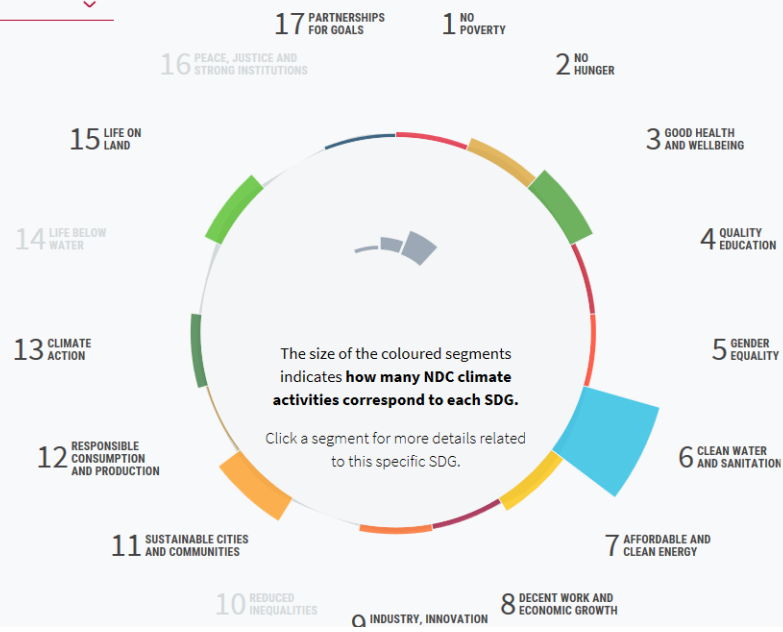


EXPLORE NDC-SDG CONNECTIONS FOR

Jordan

COMPARE WITH

Global

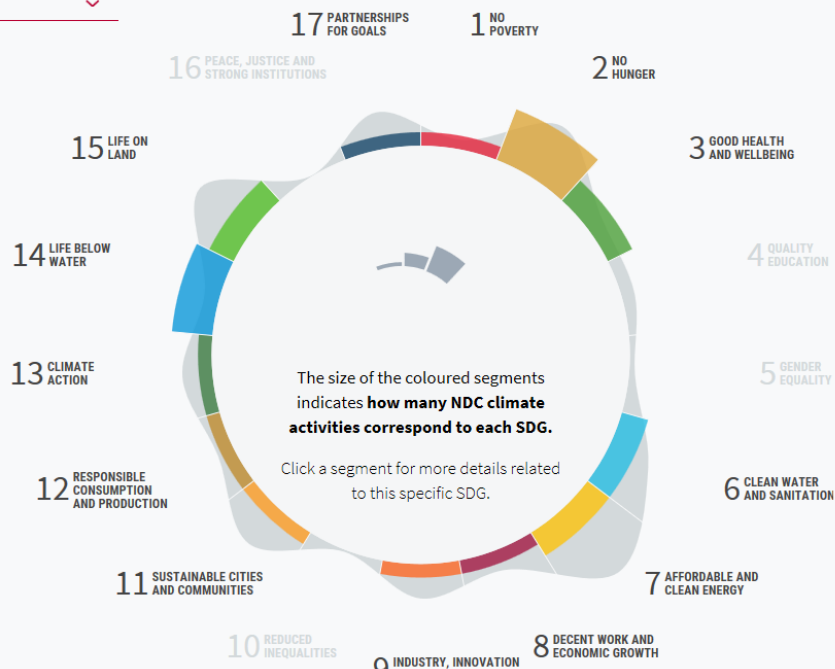


EXPLORE NDC-SDG CONNECTIONS FOR

Malaysia

COMPARE WITH

Global



Japan

COMPARE WITH

Global

